

Rapport conjoint de la CEA et de l'OCDE établi à la demande du Comité
des chefs d'État et de gouvernement, chargé de la mise en oeuvre du NEPAD



Efficacité du développement en **AFRIQUE**

Engagements et Performance: Application du principe de responsabilité mutuelle

Octobre 2005



CEA
Commission économique pour l'Afrique



Efficacité du développement en Afrique

Engagements et performances:

Application du principe de responsabilité mutuelle

TABLE DES MATIÈRES

Introduction	I. OBJECTIFS DU MILLÉNAIRE POUR LE DÉVELOPPEMENT: UNE CROISSANCE SANS EXCLUS PRENANT APPUI SUR L'AGRICULTURE ET LES ÉCHANGES		GOVERNANCE ET RNFORCEMENT DES CAPACITÉS: L'AFRIQUE À UN TOURNANT	
RESPONSABILITÉ MUTUELLE ET PERSPECTIVES DE L'AFRIQUE	1. OBJECTIFS DU MILLÉNAIRE POUR LE DEVELOPPEMENT: PROGRÈS ACCOMPLIS ET PERSPECTIVES D'AVENIR . . .	2.PERFORMANCES DE L'AGRICULTURE EN AFRIQUE ET ENJEUX COMMERCIAUX SE PROFILANT A L'HORIZON . . .	3. GOUVERNANCE POLITIQUE ET ÉCONOMIQUE: DÉFIS À RELEVÉ EN TERME DE CAPACITÉS POUR CONSTRUIRE UN ÉTAT COMPÉTENT . . .	4. RENFORCEMENT DES CAPACITÉS
Page vii	Page 1	Page 7	Page 15	Page 23

III. ACCROÎTRE LE VOLUME ET AMÉLIORER LA QUALITÉ DE L'AIDE ET METTRE EN ŒUVRE LE PLAN DE RÉFORME DE L'AIDE		IV. COHÉRENCE DES POLITIQUES: LES DEFIS QUE DOIVENT RELEVÉ LES GOUVERNEMENTS DES PAYS AFRICAINS ET DES PAYS DE L'OCDE	Annexes
5. APPORTS D'AIDE: MOBILISER L'AIDE POUR GÉNÉRER UNE CROISSANCE VIGOUREUSE EN AFRIQUE ET ATTEINDRE LES OMD	6. AMÉLIORER LA QUALITÉ DE L'AIDE: ENJEUX ET DÉFIS À RELEVÉ	7. OEUVRER À LA COHÉRENCE DES POLITIQUES DES PAYS DE L'OCDE POUR QUE L'AFRIQUE PUISSE ATTEINDRE LES OBJECTIFS DU MILLÉNAIRE POUR LE DEVELOPPEMENT	I. APPORTS D'AIDE À L'AFRIQUE: TENDANCES OBSERVÉES AU COURS DE LA DERNIÈRE DÉCENNIE Page 51 II. DÉCLARATION DE PARIS SUR L'EFFICACITE DE L'AIDE AU DÉVELOPPEMENT Page 58 III. PRINCIPALES DECISIONS RELATIVES A LA MISE EN PLACE DE L'EXAMEN MUTUEL
Page 31	Page 37	Page 43	Page 67

Préface

Le premier *Examen mutuel de l'efficacité au regard du développement* a été rédigé conjointement par nos deux organisations à la demande du NEPAD.

Lorsqu'ils ont formulé leur demande, les responsables du NEPAD cherchaient à se doter d'un moyen d'observer les résultats obtenus, tant par les pays africains que par leurs partenaires au développement membres de l'OCDE, au regard des engagements souscrits publiquement de part et d'autre depuis les événements marquants qu'ont été la création du NEPAD et l'adoption du Consensus de Monterrey et du Plan d'action du G8 pour l'Afrique.

La notion de responsabilité mutuelle en tant que socle d'une coopération constructive et suivie, guidée par le souci d'alimenter une dynamique du développement forte et soutenue en Afrique, est au cœur même de cette demande. Il s'agit de transformer l'image et la réalité de l'Afrique, pour en faire, grâce à une action concertée s'inscrivant dans la durée, un continent aux rouages bien huilés, apte à maîtriser les graves difficultés qu'il rencontre aujourd'hui et à exploiter l'énorme richesse que représentent ses ressources naturelles et son potentiel humain pour éradiquer la pauvreté et faire partager à tous les fruits de la croissance portée par une économie mondialisée. Du côté des pays africains, un nombre non négligeable et croissant de pays ont exprimé leur attachement au principe de responsabilité en devenant parties prenantes au mécanisme africain d'examen par les pairs.

Le présent rapport se situe dans une perspective d'avenir. Il répertorie les grands engagements souscrits à titre collectif par les pays africains et les pays

de l'OCDE dans les enceintes internationales compétentes et dans le cadre des principaux processus institués par le G8 pour l'Afrique. Il énonce des propositions d'action dans un large éventail de domaines de l'action gouvernementale allant de la résolution des conflits à la démocratie en passant par la gestion économique, l'agriculture, le développement des infrastructures, le renforcement des capacités, la coopération régionale et le volume et la qualité de l'aide. Il définit des indicateurs de performances pour 2007 appelant un effort majeur de suivi qui devra être engagé dès 2006. Il constitue donc une référence toute trouvée pour asseoir les processus de suivi institués dans le cadre du Forum renforcé pour le partenariat avec l'Afrique dont le projet s'est formé à l'occasion du Sommet du G8 de Gleneagles en juillet 2005.

L'introduction qui ouvre le présent rapport souligne l'importance de deux valeurs fondamentales, la performance et la responsabilité, sur lesquelles doit reposer la dynamique qui conduira à la réalisation des objectifs du partenariat pour le

développement de l'Afrique. Dans le contexte de l'intensification considérable de l'effort en faveur du développement en Afrique prévue dans le futur immédiat, induisant notamment un doublement des apports d'aide qui seront portés à 50 milliards de dollars É.-U.d'ici 2010, ces valeurs seront capitales pour l'efficacité de la coopération pour le développement et sa crédibilité auprès des opinions publiques des pays d'Afrique comme des pays donneurs.

Nos deux organisations s'enorgueillissent de prendre appui sur des données statistiques et des analyses des politiques de haute tenue, ainsi que sur la réalisation d'examens par les pairs et la recherche du consensus autour de pratiques exemplaires. Soucieux de répondre à la demande du NEPAD qui souhaitait que soit mis au point un processus d'examen mutuel, nous espérons avec confiance que le présent rapport contribuera à la généralisation de la mise en pratique de ces deux notions jumelles, la performance et la responsabilité, dans le processus de développement de l'Afrique.



Octobre 2005

Vue d'ensemble du processus des examens mutuels de l'efficacité au regard du développement

La notion de responsabilité mutuelle entre partenaires au développement en référence à leurs engagements et à leurs responsabilités respectives et aux résultats qu'ils ont obtenus sur la voie de la réalisation d'objectifs communs est apparue pour la première fois dans le Consensus de Monterrey et trouve dans les *examens mutuels de l'efficacité au regard du développement* dans le contexte du NEPAD son expression concrète. Le processus des examens mutuels, lancé par le Comité des Chefs d'État et de gouvernement chargé de la mise en œuvre du NEPAD, a été mis au point conjointement par la CEA et l'OCDE pendant une période qui s'est étalée de 2002 à 2004. La rédaction du tout premier *Rapport d'examen mutuel* est actuellement sur le point d'être achevée en vue d'une publication au dernier trimestre 2005.

Le processus des examens mutuels fait en réalité office de mécanisme de consultation entre l'Afrique et les pays de l'OCDE; il permet d'observer dans quelle mesure les pays ont réussi à tenir leurs engagements et à réaliser les objectifs visés. Il suppose la tenue, au sein de diverses enceintes internationales, de discussions entre experts et au niveau politique portant sur des aspects essentiels relevant de divers grands domaines de l'action gouvernementale couverts par les examens, à savoir:

- les engagements souscrits,
- les principaux constats,
- des propositions d'action, et
- les résultats attendus pour 2007, qui serviront à suivre, dans le cadre de l'examen mutuel suivant, l'évolution survenue entre temps.

Tous ces éléments vont être petit à petit précisés et affinés dans le cadre d'un processus itératif grâce auquel seront pris en compte les renseignements, avis et idées recueillis à l'occasion de diverses rencontres organisées durant le printemps 2005, à savoir:

- la réunion plénière du Partenariat stratégique avec l'Afrique en janvier 2005;

- deux réunions ad hoc d'experts organisées respectivement à Paris, le 14 février 2005 (OCDE-CAD) et Addis Abeba, les 21 et 22 février 2005 (CEA)
- la réunion à haut niveau du CAD (OCDE) en mars 2005;
- le Forum pour le partenariat avec l'Afrique en avril 2005; et
- une session spéciale, à laquelle participeront les pays membres de l'OCDE, de la Conférence des ministres des Finances, de la Planification et du Développement économique de la CEA, prévue à la mi-mai 2005 à Abudja, au Niger.

Après la Conférence des ministres de la CEA, la dernière touche sera mise au rapport, qui sera ensuite transmis au Comité des Chefs d'État et de gouvernement chargé de la mise en œuvre du NEPAD et au Conseil de l'OCDE.

Le rapport final sera publié sous la responsabilité du Secrétaire exécutif de la CEA et du Secrétaire général de l'OCDE.

Mandats et textes de base

Extrait du «Communiqué» de la réunion tenue le 3 novembre 2002 par le Comité des chefs d'État et de gouvernement chargé de la mise en œuvre du NEPAD (CCEME)

«Dans l'esprit de responsabilité collective qui marque profondément le NEPAD, le CCEME a souligné la nécessité d'une évaluation réciproque des partenaires au développement s'agissant de leur engagement à l'égard de l'Afrique. La CEA et l'OCDE devraient mener rapidement à bien des travaux sur le cadre institutionnel de cette évaluation».

Extrait du «Communiqué» de la réunion tenue le 9 mars 2003 par le Comité des chefs d'État et de gouvernement chargé de la mise en œuvre du NEPAD (CCEME)

«Le CCEME a ... noté que l'examen mutuel de l'efficacité au regard du développement devait être étendu et couvrir les questions concernant l'accès au marché, les subventions, la dette et les prix des produits de base. Il a souligné l'importance que revêtent la cohérence des politiques et l'harmonisation pour un acheminement de l'aide efficace. Il a ... félicité les organismes chefs de file et les a encouragés à poursuivre les travaux en cours jusqu'à ce que [le Rapport sur l'examen mutuel de l'efficacité au regard du développement] ... soit présenté à la Conférence des Ministres africains des finances, de la planification et du développement ... Il a demandé à la CEA NU et à l'OCDE de tenir le CCEME dûment informé du résultat de ce processus.»

Extrait de la «Déclaration ministérielle» adoptée lors de la Conférence tenue le 1er juin 2003 par les Ministres africains des finances, de la planification et du développement économique

«Nous saluons le travail effectué par la CEA en coopération avec le CAD de l'OCDE en vue d'instituer des examens mutuels de l'efficacité du développement, à la demande du Comité des chefs d'État et de gouvernement chargé de la mise en œuvre du NEPAD. Nous voyons dans cette initiative un outil important pour la mise en œuvre de l'obligation redditionnelle mutuelle. Nous attendons avec intérêt le premier rapport des examens conjoints de l'obligation redditionnelle mutuelle à notre Conférence ministérielle en 2005 et par la suite, tous les deux ans.»

Décision du Conseil de l'OCDE, 14 janvier 2004 [C(2003)246]

«Le Conseil ... souscrit à la proposition ... qui vise à lancer le processus d'examens mutuels CEA/OCDE CAD de l'efficacité au regard du développement dans le contexte du NEPAD ...»

INTRODUCTION: RESPONSABILITÉ MUTUELLE ET PERSPECTIVES DE L'AFRIQUE

Les relations entre l'Afrique et ses partenaires au développement se transforment radicalement. L'établissement par les pays africains de l'Union africaine, l'avènement du NEPAD et l'instauration d'un mécanisme africain d'examen par les pairs sont au cœur de cette transformation. Sur ces nouvelles bases, et grâce aux capacités disponibles au sein de la Commission économique pour l'Afrique et de la Banque africaine de développement et au rôle de plus en plus actif d'instances infrarégionales, les Africains s'attachent à définir et analyser par leurs propres moyens les grands défis auxquels le continent doit faire face afin de se donner les moyens de les relever. Les enjeux qui se profilent touchent à la gouvernance, à la paix et à la sécurité, à la modernisation économique et sociale, à la lutte contre les pandémies et au rôle des femmes dans ces divers domaines. L'implication des Africains dans les débats sur l'action gouvernementale et la qualité de ces débats ont énormément évolué ces dernières années dans tous les domaines. Le siège de la réflexion sur les problèmes africains se déplace progressivement des institutions et organismes internationaux vers des instances sises en Afrique. Les signes d'une véritable prise en main par les Africains du développement économique et politique de l'Afrique sont manifestes.

L'une des manifestations visibles de cette affirmation de leur responsabilité intellectuelle et opérationnelle par les Africains a été la décision prise en 2003 par le Comité des Chefs d'État et de gouvernement chargé de la mise en œuvre du NEPAD de demander à la Commission économique pour l'Afrique et à l'OCDE d'élaborer un système de responsabilité mutuelle grâce auquel l'Afrique et ses partenaires membres de l'OCDE pourraient suivre la mise en œuvre de leurs engagements respectifs en faveur du développement en Afrique. La décision du NEPAD d'instituer un processus bisannuel d'examen mutuels de l'efficacité au regard du développement, et l'entérinement de ce processus par l'OCDE, marquent, pour les uns comme pour les autres, deux étapes importantes dans la mise en place d'une configuration qui inscrira les relations d'un type nouveau se dessinant entre les partenaires dans un schéma concret d'interactions aux niveaux aussi bien technique que politique.

Le rapport d'examen mutuel présente un éventail de grands thèmes et d'engagements pris par l'Afrique et ses partenaires membres de l'OCDE, ainsi que les plans d'action correspondants déjà adoptés ou devant l'être pour permettre de mieux s'attaquer aux difficultés et d'honorer les engagements pris. Il n'a pas pour objet de susciter d'autres engagements, mais plutôt d'examiner si et dans quelle mesure les engagements antérieurs sont suivis d'effets (ce qui permettra d'envisager d'en contracter d'autres lors de rencontres organisées en 2005 et au-delà). C'est pourquoi l'accent est placé sur les constats et les résultats attendus pour 2007 dans sept grands domaines de l'action gouvernementale dont chacun est traité dans un chapitre s'ouvrant par un panorama succinct des engagements souscrits, des principaux enjeux, des résultats obtenus jusque là et des défis à relever dans l'avenir.¹ Il a été décidé dans l'examen mutuel 2005 de donner un coup de projecteur sur l'agriculture.

Le premier examen mutuel a vocation à faciliter les discussions et le suivi systématique tant au niveau des experts qu'au niveau politique. Il constitue donc un instrument de travail complet qui servira de guide et de référence pour le suivi de la mise en œuvre des plans d'action et des progrès escomptés dans le cadre du processus bisannuel des examens mutuels (sachant, bien entendu, que pratiquement tous ces plans d'action sont par nature des plans à moyen ou long terme). Une fois qu'il aura été présenté à la Conférence des ministres des Finances, de la Planification et

du Développement économique de la CEA et aux organes de décision de l'UA/du NEPAD et de l'OCDE, le rapport d'examen mutuel sera diffusé auprès de l'ensemble des acteurs, responsables politiques et experts, appartenant au secteur public ou privé, africains ou non, dont la participation et les travaux sont essentiels pour la mise en œuvre des plans d'action adoptés dans les domaines politique, économique et social, ainsi que dans celui de la sécurité. S'il est capital que l'impulsion soit donnée au plus haut niveau, l'esprit d'initiative et la mobilisation de milliers d'organismes publics, d'entreprises privées, d'organisations de la société civile et d'individus seront les auxiliaires qui contribueront à accélérer le rythme des avancées à tous les niveaux et dans toutes les régions d'Afrique.

La responsabilité mutuelle a un rôle fondamental à jouer à l'heure où la communauté internationale s'est engagée à procéder à un accroissement de grande ampleur de l'aide destinée à l'Afrique. Pour qu'une telle augmentation puisse seulement être envisagée, un palier doit être franchi dans l'amélioration des performances des systèmes de gestion de l'aide, tant du côté africain que du côté des donateurs. Si l'on ne veille pas à ce que les apports d'aide supplémentaires soient prévisibles et acheminés dans des conditions en facilitant l'utilisation, les pouvoirs publics des pays africains seront dans l'incapacité de se doter des capacités humaines et institutionnelles requises pour les absorber et pour faire de cette manne le catalyseur d'une croissance durable et plus vigoureuse en même temps que l'instrument de la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement. Et si les systèmes de gestion publique en place dans les pays africains ne permettent pas de ventiler ce surcroît de ressources financières en fonction de priorités convenues à l'échelon national — l'objectif étant d'obtenir des retombées visibles sur le bien-être et les perspectives d'avenir de leur population —, et de rendre compte de l'utilisation qui en est faite, il sera alors impossible de recueillir auprès des citoyens et des contribuables des pays donateurs l'adhésion politique sans laquelle ces fortes majorations des apports d'aide ne pourront s'inscrire dans la durée. La Déclaration de Paris sur l'efficacité de l'aide au développement, adoptée le 2 mars 2005 par près d'un centaine de pays donateurs et en développement et d'organisations internationales, à l'issue d'un processus caractérisé par une forte participation de l'Afrique, énumère les engagements pris par les pays donateurs et les pays partenaires pour relever les défis allant de pair avec un accroissement

1. Les sept grands domaines couverts par le Rapport sont : les progrès accomplis par rapport aux OMD et les perspectives d'avenir; les performances de l'agriculture en Afrique et les enjeux commerciaux; la gouvernance politique et économique ; le renforcement des capacités ; les apports d'aide; la qualité de l'aide; et la cohérence des politiques dans les pays d'Afrique et de l'OCDE. Le Rapport d'examen mutuel synthétise le contenu de sept chapitres analytiques rédigés par les secrétariats de la CEA et du CAD-OCDE qui doivent être publiés sous la forme d'un volume séparé (compte tenu des commentaires formulés à leur propos).

de l'aide. Ces engagements et les objectifs quantitatifs dont ils s'accompagnent servent de socle à ce premier examen mutuel.

Pour ce qui est du volume de l'aide, le passage à la vitesse supérieure exige en outre des résultats de haute tenue sur le front de la cohérence des politiques, tant du côté des pays africains que du côté des partenaires au développement, et la mise en place de mécanismes à l'échelle de l'administration toute entière permettant de mettre fin aux incohérences et de générer des synergies entre les politiques gouvernementales. Le secteur privé a également une contribution majeure à apporter à l'effort d'accroissement de l'aide non seulement parce qu'il est un acteur indispensable à la conclusion de partenariats entre les secteurs public et privé pour l'exécution de programmes en faveur du développement et la fourniture de services, mais aussi parce qu'il participe à la transformation des apports d'aide supplémentaires en revenus, en emplois et en recettes publiques.

Dans cette logique, deux notions fondamentales imprègnent dans son intégralité le rapport d'examen mutuel : la performance et la responsabilité. Faute de dispositifs assurant la reddition de comptes, nul espoir d'améliorer les performances de l'Afrique sur le front du développement. La performance et la responsabilité sont donc les valeurs fondamentales que les responsables doivent impérativement intégrer et qui doivent être assimilées dans la culture politique et économique. Ces deux principes indissociables doivent également être les piliers du renforcement des capacités au sein des systèmes et des institutions politiques et économiques des pays africains.

Pour les responsables africains, ils correspondent aux valeurs ayant inspiré les déclarations fondatrices de l'UA/du NEPAD qui font de l'engagement à obtenir des résultats sur le front du développement l'objectif central de l'action des pouvoirs publics et en appellent à la détermination à encourager la construction d'États compétents. Pour les responsables de l'OCDE, la notion de performance renvoie au suivi des engagements pris dans un certain nombre de domaines de l'action gouvernementale et celle de responsabilité à la volonté de se donner les moyens d'évaluer les résultats obtenus au regard de ces engagements et d'examiner les répercussions des politiques des pays de l'OCDE sur le développement de l'Afrique. Les engagements pris par l'OCDE sont énoncés dans la Déclaration ministérielle

de 2002 intitulée Pour un Programme d'action commun de l'OCDE au service du développement et s'accompagnent d'une volonté, de la part de l'Organisation, de coopérer étroitement avec le NEPAD (voir annexe III).

Les avis convergent sur le fait que le développement de l'Afrique se heurte à des écueils particulièrement difficiles à surmonter. L'inadéquation des services dans des secteurs comme la santé et l'éducation, le fardeau que représentent l'épidémie de VIH/sida et d'autres affections, encore alourdi par la pauvreté, et l'existence de conditions peu propices à la croissance et à l'investissement ne font qu'accentuer les difficultés économiques et sociales. Pourtant, nombre de pays africains possèdent d'abondantes richesses naturelles, en particulier des ressources minérales, mais bien souvent, et en dépit de quelques exceptions notables, il leur manque les systèmes de gouvernance régis par le principe de la responsabilité démocratique et les conditions de paix et de sécurité sans lesquels ces ressources ne peuvent être converties en capital humain et en croissance économique à large assise. Une part considérable des richesses de l'Afrique a été confisquée par des individus puissants et détournée vers l'étranger. L'Afrique a également perdu une partie de son capital humain au fur et à mesure que des personnes instruites confrontées à une situation politique et économique défavorable les privant de toute possibilité de s'épanouir optaient pour l'expatriation vers d'autres régions du monde. La renaissance de l'Afrique exige qu'elle passe du statut de pourvoyeur à celui de destinataire des flux financiers et que son capital humain augmente et cesse de lui être confisqué par d'autres pays.

Les programmes d'action ambitieux définis par les responsables africains dans les déclarations fondatrices de l'UA/du NEPAD sont censés agir comme des catalyseurs du renouveau de l'Afrique. Ils couvrent un large éventail de chantiers auxquels il faut s'atteler simultanément en mobilisant un grand nombre d'acteurs. Le processus de responsabilité mutuelle et le premier rapport d'examen mutuel sont autant de témoignages de la détermination se faisant jour au niveau international à mettre en œuvre ces programmes et à exercer un suivi systématique du respect des engagements pris dans le cadre d'un dialogue constructif, s'appuyant sur des données objectives, qui contribuera à enclencher et entretenir une dynamique propice à la convergence entre les promesses formulées et les résultats obtenus grâce aux partenariats au service du développement conclus en Afrique.

SECTION I

OBJECTIFS DU MILLÉNAIRE POUR LE DÉVELOPPEMENT: UNE CROISSANCE SANS EXCLUS PRENANT APPUI SUR L'AGRICULTURE ET LES ÉCHANGES

Engagements souscrits

Principaux constats

Observations

Propositions d'action et résultats attendus

OBJECTIFS DU MILLÉNAIRE POUR LE DÉVELOPPEMENT: PROGRÈS ACCOMPLIS ET PERSPECTIVES D'AVENIR

Engagements souscrits

1



OMD approuvés dans la Déclaration du Millénaire, septembre 2002

EP1

Réduire l'extrême pauvreté et la faim

- Réduire de moitié la proportion de la population dont le revenu est inférieur à un dollar par jour
- Réduire de moitié la proportion de la population qui souffre de la faim

EP2

Assurer l'éducation primaire pour tous

- Donner à tous les enfants, garçons et filles, les moyens d'achever un cycle complet d'études primaires

EP3

Promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes

- Éliminer les disparités entre les sexes dans les enseignements primaire et secondaire d'ici 2005, si possible, et à tous les niveaux de l'enseignement en 2015, au plus tard

EP4

Réduire la mortalité infantile

- Réduire de deux tiers le taux de mortalité des enfants de moins de cinq ans

EP5

Améliorer la santé maternelle

- Réduire de trois quarts le taux de mortalité maternelle

EP6

Combattre le VIH/sida, le paludisme et d'autres maladies

- Stopper la propagation du VIH/sida et commencer à inverser la tendance actuelle
- Maîtriser le paludisme et d'autres grandes maladies, et commencer à inverser la tendance actuelle

EP7

Assurer un environnement durable

- Intégrer les principes du développement durable dans les politiques nationales ; inverser la tendance actuelle à la déperdition des ressources environnementales
- Réduire de moitié le pourcentage de la population qui n'a pas accès de façon durable à un approvisionnement en eau potable
- Améliorer sensiblement la vie d'au moins 10 millions d'habitants de taudis, d'ici à 2020

EP8

Mettre en place un partenariat mondial pour le développement

- Poursuivre la mise en place d'un système commercial et financier multilatéral ouvert, fondé sur des règles, prévisible et non discriminatoire.

Cela suppose un engagement en faveur d'une bonne gouvernance, du développement et de la lutte contre la pauvreté, aux niveaux tant national qu'international

- S'attaquer aux besoins particuliers des pays les moins avancés. La réalisation de cet objectif suppose l'admission en franchise et hors contingents de leurs exportations, l'application du programme renforcé d'allègement de la dette des pays pauvres très endettés, l'annulation des dettes bilatérales envers les créanciers officiels, et l'octroi d'une aide publique au développement plus généreuse aux pays qui démontrent leur volonté de lutter contre la pauvreté
- Répondre aux besoins particuliers des États enclavés et des petits États insulaires en développement
- Traiter globalement le problème de la dette des pays en développement par des mesures d'ordre national et international propres à rendre leur endettement viable à long terme
- En coopération avec les pays en développement, créer des emplois décents et productifs pour les jeunes
- En coopération avec l'industrie pharmaceutique, rendre les médicaments essentiels disponibles et abordables dans les pays en développement
- En coopération avec le secteur privé, mettre les avantages des nouvelles technologies, en particulier des technologies de l'information et de la communication, à la portée de tous



Engagements pris dans le cadre du Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD), août 2001

EP1
EP2

Eradiquer l'extrême pauvreté

Placer les pays africains, individuellement et collectivement, sur la voie d'un développement durable

EP3

Mettre un terme à la marginalisation de l'Afrique dans le contexte de la mondialisation et assurer une intégration pleine et bénéfique du continent africain dans l'économie mondiale

EP4
EP5

Accélérer l'autonomisation des femmes

Développer le secteur privé

OBJECTIFS DU MILLÉNAIRE POUR LE DÉVELOPPEMENT: PROGRÈS ACCOMPLIS ET PERSPECTIVES D'AVENIR

Engagements pris par le G8 pour la période 2001-2005

Les mesures adoptées dans le cadre du Plan d'action du G8 pour l'Afrique lors des Sommets de Gênes, Kananaskis, Evian, Sea Island et Gleneagles en vue de stimuler les échanges, l'investissement et la croissance économique, d'assurer l'instauration d'un développement durable, d'accroître les connaissances, d'améliorer et de promouvoir l'éducation et de répandre l'utilisation du numérique, d'améliorer la santé et de lutter contre le VIH/sida et d'améliorer la gestion des ressources en eau, prévoient notamment:

- un engagement à intensifier le soutien à l'enseignement primaire (Gênes, Kananaskis, Gleneagles)
- la mise en œuvre de «l'Initiative mondiale d'éradication de la poliomyélite» (Kananaskis, Evian et Sea Island)
- un «Plan d'action du G8 pour la santé» (Evian)
- un «Plan d'action du G8 pour l'eau» (Evian)
- un Plan d'action du G8 intitulé «Appliquer l'esprit d'entreprise à l'éradication de la pauvreté» (Sea Island)

- une Initiative mondiale en faveur d'un vaccin contre le VIH/sida afin d'accélérer le développement d'un vaccin contre le VIH (Sea Island)

Sommet du Millénaire+5 des Nations Unies sur les OMD, septembre 2005

Engagements découlant des conclusions du bilan de la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement réalisé pour le Sommet du Millénaire+5 (Section II), et en particulier engagements définis dans les sections concernant respectivement: le Partenariat mondial pour le développement, le financement du développement, les mesures à gain rapide («quick wins») pour une réalisation accélérée des objectifs du Millénaire pour le développement, l'éducation, l'emploi, la protection de notre environnement commun, le VIH/sida et autres problèmes de santé publique, la parité homme-femme et la responsabilisation des femmes, les pays ayant des besoins particuliers et la satisfaction des besoins propres à l'Afrique.

OBJECTIFS DU MILLÉNAIRE POUR LE DÉVELOPPEMENT: PROGRÈS ACCOMPLIS ET PERSPECTIVES D'AVENIR

Principaux constats

1

- C1** Les progrès en direction de la réalisation des OMD sont dans l'ensemble en bonne voie en Afrique du Nord et en République d'Afrique du Sud. Un certain nombre d'autres pays d'Afrique affichent désormais des taux de croissance plus élevés, mais pour la plupart des pays africains, les objectifs de revenu et de développement humain seront hors de portée d'ici 2015 à moins d'une accélération notable du rythme actuel des progrès sur le front du développement et de la croissance économique. Il convient de donner une nouvelle impulsion et une nouvelle ampleur aux réformes économiques et politiques pour pouvoir exploiter les énormes richesses matérielles et le formidable potentiel humain de l'Afrique et les mobiliser au service de la réalisation des OMD.
- C2** La croissance est une condition essentielle pour faire reculer la pauvreté et le programme de réforme doit aller de pair avec une montée en puissance de l'investissement privé et public. Dans nombre de pays africains, on observe toutefois des d'inégalités de revenus marquées et tendant même à se creuser. Il est possible d'amplifier l'impact de la croissance sur la réduction de la pauvreté au prix d'efforts délibérés visant à s'assurer que les pauvres sont partie prenante au processus de croissance, ce qui suppose de leur offrir un meilleur accès aux services, aux biens et à l'emploi, ainsi que des possibilité de s'exprimer et de faire valoir leurs droits.
- C3** L'Afrique commence à présent à s'attaquer à des problèmes complexes qui ont jusqu'ici compromis son décollage en s'appuyant sur les politiques et les programmes de l'Union africaine/du NEPAD, ainsi que sur les initiatives et la coordination régionales qui les accompagnent.

OBJECTIFS DU MILLÉNAIRE POUR LE DÉVELOPPEMENT: PROGRÈS ACCOMPLIS ET PERSPECTIVES D'AVENIR

- 01** L'instauration d'une croissance soutenue et durable est une condition sine qua non pour que l'Afrique puisse atteindre l'objectif de réduction de l'extrême pauvreté, mais l'amélioration de la répartition des gains de la croissance entre les membres de la population est elle aussi capitale. Certains pays peuvent espérer accélérer le rythme de la réduction de la pauvreté s'ils adoptent des stratégies volontaristes pour traiter de front les problèmes de répartition des revenus et de croissance. Pour d'autres, l'objectif pourra être atteint malgré un léger accroissement des inégalités de revenus sous réserve que la croissance soit vigoureuse et durable.
- 02** Des facteurs structurels, comme l'infrastructure, les revenus des ménages et les crises qui surviennent parfois, expliquent en grande partie le rythme de la croissance économique et la répartition des revenus. Les pays africains doivent investir pour se doter d'une infrastructure sociale et économique de base, permettre aux entreprises privées d'élargir leurs débouchés commerciaux et s'efforcer d'éliminer les pièges de la pauvreté. Il est possible de combattre les inégalités de revenus en ouvrant des perspectives nouvelles aux pauvres par l'accès à l'éducation, aux financements et à l'emploi et grâce à une réduction de l'instabilité de leur revenus. Il est impératif d'atteindre les populations rurales et d'accorder davantage d'attention à l'agriculture et aux infrastructures rurales, tant matérielles qu'institutionnelles. Les perspectives de croissance et de développement des économies d'Afrique seront également fonction de ce qui aura été fait pour lever les obstacles qui compromettent la participation des femmes à la vie économique et politique. L'épidémie de VIH/sida fait aussi partie des problèmes cruciaux qui obèrent les chances de croissance et de développement de l'Afrique.
- 03** On assiste à une prise de conscience de la nécessité de mettre au point des stratégies de croissance et de lutte contre la pauvreté plus complètes intégrant les OMD, conférant un rôle accru à l'investissement privé national et assignant à l'État une fonction de stimulation de l'expansion du secteur privé. Ces stratégies pourraient viser à mettre en place un cadre macro-économique laissant aux pouvoirs publics une plus large latitude sur le plan budgétaire pour financer des investissements à long terme dans des infrastructures humaines et matérielles à l'appui de la réalisation des OMD dans un contexte où les apports d'APD supplémentaires seraient dans une large mesure prévisibles. Elles devraient en outre favoriser une mobilisation plus forte des ressources intérieures et un renforcement des capacités commerciales, et notamment de la capacité de commerce à l'intérieur du continent africain et de produire à l'intention des marchés émergents de pays asiatiques en plein essor, tels que l'Inde et la Chine.
- 04** Il reste un long chemin à parcourir dans le domaine de la gouvernance pour améliorer les conditions économiques et sociales dans la région. La mise en place d'administrations compétentes et rendant compte de leurs actes est capitale pour pouvoir progresser sur la voie de la réalisation des OMD. Les avancées susceptibles d'être réalisées dans les domaines du droit et de l'ordre public, de la paix et de la stabilité, de la sécurité de l'occupation des terres, du respect des droits de propriété et de la réduction des risques d'investissement, ainsi que de l'intégrité de la gestion des recettes tirées de l'exploitation des ressources naturelles seront étroitement tributaires des résultats enregistrés sur le front de la croissance. Les dividendes de la croissance découlant de la réforme des systèmes de gouvernance économique et politique pourraient se révéler particulièrement élevés pour les pays sortant d'un conflit et pour ceux dont le passé est émaillé d'épisodes de gestion déficiente jamais dénoncée, de fuite des capitaux, de réglementation autoritaire, etc. L'instauration de mécanismes de reddition de comptes et la présence d'une société civile active seront des atouts primordiaux à cet égard.

OBJECTIFS DU MILLÉNAIRE POUR LE DÉVELOPPEMENT: PROGRÈS ACCOMPLIS ET PERSPECTIVES D'AVENIR

Propositions d'action et résultats attendus pour 2007

1

Propositions d'action Pour les pays africains

- Élaborer une deuxième génération de stratégies globales de croissance n'excluant personne et intégrant les OMD en tant que cibles/objectifs de développement à long terme. Prendre en considération les problèmes d'inégalité. Atteindre les communautés rurales et accroître la productivité agricole.

- Entreprendre des réformes en profondeur dans les domaines de la gouvernance économique et politique, en particulier sur le front de l'ordre public, de la construction de la paix, des droits de propriété, de la lutte contre la corruption et de la qualité de l'administration, ces réformes étant indispensables pour renforcer la confiance des investisseurs.

- Améliorer la qualité et élargir la gamme des possibilités d'instruction en vertu du principe de l'éducation pour tous.

- S'attaquer directement aux obstacles qui empêchent les femmes de jouer un rôle politique et économique, en engageant des actions notamment dans les domaines des droits de l'homme, des droits de propriété, de l'accès aux services et de l'expression politique.

- Mettre en place des stratégies de large portée dans le secteur de la santé pour résoudre les problèmes de santé des pauvres (notamment la mortalité maternelle, le paludisme, la tuberculose, etc.), y compris des stratégies destinées à réduire l'incidence du VIH/sida et à mieux traiter les populations infectées.

- Donner la priorité à la conception et à la mise en œuvre de projets de développement d'infrastructures, notamment dans les secteurs de l'irrigation, de l'assainissement et de l'approvisionnement en eau potable, des réseaux d'énergie, de transport et de communication afin d'améliorer le fonctionnement des rouages de l'économie.

- Créer un environnement propice à l'émergence et au développement du secteur privé.

Résultats attendus pour 2007 Pour les pays africains

Des stratégies globales de croissance n'excluant personne et intégrant les OMD en tant qu'objectifs stratégiques fondamentaux ont été élaborées et sont en cours de mise en œuvre avec l'appui précieux des réseaux africains d'apprentissage mutuel qui se sont créés dans le cadre du processus CSLP.

Des progrès notables ont été accomplis dans les domaines de la gouvernance économique et politique. Maintien d'environnements macro économiques stables et sains et amélioration de la capacité d'absorber une aide au développement accrue et de mobiliser plus activement les ressources intérieures. Affermissement de la confiance des investisseurs et des ménages, attesté par le ralentissement de la fuite des capitaux et l'augmentation de l'épargne intérieure. Plus grande égalité de revenus et meilleur accès aux services et aux biens.

Des stratégies en faveur de l'éducation pour tous ont été mises en œuvre et l'on avance sur la voie de l'accès à un enseignement primaire gratuit pour tous répondant à des normes de qualité. Les progrès sont manifestes si l'on se réfère à l'indice de la CEA relatif à la parité homme-femme.

Les progrès sont manifestes si l'on se réfère à l'indice de la CEA relatif à la parité homme-femme

Les systèmes de santé ont nettement progressé dans un grand nombre de pays où l'on observe des améliorations considérables en ce qui concerne l'accès des pauvres au système de santé. Une nouvelle dimension est donnée aux programmes de prévention des principales causes de mortalité et maladies et l'accès au traitement pour les patients atteints du VIH/sida tend à s'élargir.

Les investissements en infrastructure, les cadres d'action et les systèmes de gestion sont dans une phase d'expansion soutenue et de modernisation.

Des améliorations sensibles sont décelables au niveau des dimensions et de la diversité du secteur privé.

OBJECTIFS DU MILLÉNAIRE POUR LE DÉVELOPPEMENT: PROGRÈS ACCOMPLIS ET PERSPECTIVES D'AVENIR

Propositions d'action Pour les pays de l'OCDE

- Aider les pays africains à élaborer des stratégies globales de croissance n'excluant personne et visant principalement une réduction rapide et durable de la pauvreté.
- Veiller à ce que les engagements concernant la réalisation des OMD grâce à l'aide au développement, à l'ouverture de l'accès aux marchés et à d'autres formes de coopération soient clairement définis et donnent lieu à des actions concrètes.
- Accroître sensiblement les ressources consacrées à des investissements en infrastructures et au renforcement des capacités qui doit accompagner ces investissements (optimisation des choix, mise en œuvre effective, suivi permanent de la gestion et de l'entretien).
- Atteindre les objectifs sur lesquels des engagements ont été pris en termes de financement en faveur de l'Initiative accélérée d'éducation pour tous.
- Intensifier le soutien aux efforts déployés en faveur des droits des femmes et du renforcement de leur rôle économique et politique au sein de la société.
- Soutenir l'élaboration de stratégies globales d'amélioration du système de santé, visant notamment à répondre aux besoins en ressources humaines. Transmettre les connaissances nécessaires pour mettre en place des systèmes logistiques et des systèmes de gestion efficaces. Conclure des accords prévoyant la fourniture de traitements prophylactiques et de traitements à long terme pour des maladies mortelles et invalidantes. Instituer des mécanismes d'incitation efficaces pour orienter la recherche médicale vers les priorités qui prévalent en Afrique en matière de santé.

Résultats attendus pour 2007 Pour les pays de l'OCDE

Les pays de l'OCDE apportent un soutien efficace à des stratégies globales de croissance et de lutte contre la pauvreté n'excluant personne et pilotées par les pays partenaires.

Les engagements des pays de l'OCDE en matière d'aide et la mise en œuvre de stratégies cohérentes sur d'autres fronts de l'action gouvernementale sont en bonne voie.

Les donateurs apportent leur soutien à de multiples initiatives visant à investir dans des infrastructures aux niveaux national, régional et communautaire en veillant à ce que des structures adaptées de gouvernance et de coordination soient mises en place et à ce que le problème du renforcement des capacités soit appréhendé et pris en compte dans toutes ses dimensions.

L'Initiative accélérée d'éducation pour tous est intégralement financée.

Les programmes de coopération pour le développement intègrent systématiquement la problématique de la parité entre les sexes et visent à appuyer les efforts déployés par les pays africains pour réaliser des avancées décisives dans l'élargissement des possibilités offertes aux femmes d'apporter leur contribution économique et politique au développement de l'Afrique.

Des modèles viables d'aide à l'élaboration de stratégies globales d'amélioration des systèmes de santé sont mis au jour et reproduits. Un infléchissement des programmes de recherche engagés au niveau international s'est amorcé pour tenir compte des besoins des pays africains.

PERFORMANCES DE L'AGRICULTURE EN AFRIQUE ET ENJEUX COMMERCIAUX SE PROFILANT À L'HORIZON ET DÉFIS À RELEVER

Engagements souscrits

2

- **Déclaration de Maputo préconisant un accroissement de la part des budgets nationaux affectée à l'agriculture, 2003**
- **Approbation par les chefs d'État et de gouvernement des pays africains du Programme détaillé pour le développement de l'agriculture africaine élaboré par le NEPAD, 2003**
- **Programme de Doha pour le développement, 2001**
- **Programme de travail de Doha (août 2004), annexe A; cadre pour l'établissement de modalités concernant l'agriculture, août 2004**
- **Engagements pris par le G8 pour la période 2001-2005**

Les mesures adoptées dans le cadre du Plan d'action du G8 pour l'Afrique lors des Sommets de Gênes, Kananaskis, Evian, Sea Island et Gleneagles en vue de stimuler les échanges, l'investissement et la croissance économique, d'assurer l'instauration d'un développement durable, d'accroître la productivité agricole et d'améliorer la gestion des ressources en eau, prévoient notamment;

- un «Plan d'action du G8 pour l'eau» (Evian)
- un «Plan d'action pour lutter contre la famine, en particulier en Afrique» (Evian)
- une «Initiative du G8 pour mettre un terme au cycle de la famine dans la corne de l'Afrique, augmenter la productivité agricole et promouvoir le développement rural dans les pays connaissant l'insécurité alimentaire» (Sea Island)

- **Sommet du Millénaire+5 des Nations Unies sur les OMD, septembre 2005**

Engagements découlant des conclusions du bilan de la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement réalisé pour le Sommet du Millénaire+5 (Section II), et en particulier engagements définis dans les sections concernant respectivement: le Partenariat mondial pour le développement, le financement du développement, les mesures à gain rapide («quick wins») pour une réalisation accélérée des objectifs du Millénaire pour le développement, l'éducation, l'emploi, la protection de notre environnement commun, le VIH/sida et autres problèmes de santé publique, la parité homme-femme et la responsabilisation des femmes, la science et la technologie au service du développement et la satisfaction des besoins propres à l'Afrique.

Développement de l'agriculture en Afrique

- C1** L'agriculture est l'une des clés de la réduction de la pauvreté, de l'expansion du marché intérieur, de la création de valeur ajoutée et de l'amélioration des résultats à l'exportation des pays africains. Pourtant, les gouvernements des pays africains et leurs partenaires ne lui accordent généralement pas l'attention qu'elle mérite. Les politiques qui ont été menées se sont fréquemment révélées inadéquates et, que ce soit sous l'effet de facteurs internes ou externes, n'ont pas permis d'obtenir les résultats escomptés.
- C2** Le développement de l'agriculture en Afrique a fait les frais des politiques conduites par les pays de l'OCDE; protectionnisme, mesures de soutien à l'agriculture, subventions à l'exportation et dumping. Dans le même temps, la libéralisation des échanges a ouvert aux producteurs africains l'accès à des marchés plus vastes et les a incités à accroître leur production. L'Afrique doit impérativement engager et mettre en pratique les réformes nécessaires du côté de l'offre pour pouvoir saisir les opportunités qui s'offrent à elle, ce pour quoi elle aura besoin d'un soutien extérieur s'inscrivant davantage dans la concertation.
- C3** Le *Programme détaillé pour le développement de l'agriculture africaine*, élaboré sous les auspices du NEPAD/de l'UA, constitue un cadre prometteur destiné à orienter les politiques et les priorités des gouvernements des pays africains, des producteurs et d'autres acteurs du secteur privé afin de permettre à l'agriculture africaine d'exploiter pleinement ses potentialités et à la communauté internationale des donateurs d'accroître et de cibler convenablement ses actions de soutien.

Répercussions éventuelles sur l'Afrique de la réforme des principes régissant le commerce multilatéral

- C4** La réforme des principes régissant le commerce multilatéral prévue dans le cadre du Programme de Doha pour le développement pourrait apporter une précieuse contribution à la résolution des difficultés rencontrées par l'Afrique sur le chemin du développement, mais elle comporte également des risques et des dangers pour la région. Pour qu'elle ait au bout du compte des retombées positives sur les pays d'Afrique, il conviendra de mettre en place des mécanismes adaptés afin d'aider ceux-ci à supporter les coûts d'ajustement à court terme qu'elle leur imposera. Et pour compenser les effets négatifs de l'érosion des préférences, il serait souhaitable de prévoir une assistance à l'instauration de mesures efficaces destinées à permettre aux pays d'Afrique de tirer parti des perspectives économiques à long terme et des chances de diversification découlant de la libéralisation des échanges.

PERFORMANCES DE L'AGRICULTURE EN AFRIQUE ET ENJEUX COMMERCIAUX SE PROFILANT À L'HORIZON ET DÉFIS À RELEVER

- 01 • Malgré des crises et des difficultés multiples liées tant à l'organisation interne du secteur agricole qu'au contexte (échanges, conditions climatiques), l'agriculture africaine a progressé dans de nombreux domaines. Ce que l'on ne sait pas assez, c'est que le taux de malnutrition ne cesse de baisser en Afrique de l'Ouest où la production de céréales, les cultures vivrières et les cultures d'exportation se sont considérablement développées au cours des quarante dernières années. Le succès des exportations horticoles de pays comme le Kenya mérite également d'être mentionné. Les données faisant état de la médiocrité des performances globales de l'agriculture en Afrique risquent donc d'apparaître d'autant plus décevantes.
- 02 • Les difficultés, qu'elles aient une origine intérieure ou qu'elles soient liées au contexte international, nuisant aux performances de beaucoup de pays d'Afrique ne manquent pas; politiques inefficaces ou mal conduites, niveau d'investissement insuffisant, médiocrité des infrastructures et mauvaise utilisation des infrastructures existantes, difficulté d'accès à l'innovation agricole, ravageurs et risques climatiques récurrents. S'attaquer à ces divers problèmes serait un bon moyen de se donner de nouvelles chances de faire sauter les verrous qui empêchent l'agriculture africaine de mettre à profit sa capacité de répondre aux besoins du continent tant sur le plan alimentaire que sur celui du développement.
- 03 • Le potentiel que recèle l'agriculture africaine est largement sous-exploité; c'est ce que révèle la Déclaration de Maputo adoptée en 2003. Il faut donner une nouvelle ampleur à l'investissement direct et à l'aide au développement pour espérer améliorer la situation du côté de l'offre, en particulier en ce qui concerne la R-D et les infrastructures d'irrigation et de transport dans les zones rurales.
- 04 • L'effort engagé en faveur des exportations s'est heurté aux obstacles tarifaires et non tarifaires mis en place par les pays de l'OCDE. Les normes phytosanitaires strictes qui sont appliquées sont autant d'entraves à l'accès au marché et à la compétitivité, mais elles créent aussi de nouveaux créneaux. L'agriculture locale a par ailleurs souvent pâti de la concurrence d'exportations subventionnées en provenance de pays de l'OCDE qui induisent de graves distorsions sur les marchés agricoles locaux.
- 05 • La chute des prix des produits de base agricoles et leur instabilité a entraîné les pays africains dans de graves crises. Face à l'instabilité des prix, il faut trouver des mécanismes de stabilisation d'assurance efficaces et pas trop coûteux. Le recul des prix sur les marchés internationaux rend plus nécessaires encore la diversification, l'augmentation de la productivité et la recherche de valeur ajoutée sous la forme d'action de transformation ou de services tout au long des filières. Il convient d'intégrer ces impératifs dans les nouvelles stratégies axées sur une transformation structurelle en profondeur de l'agriculture africaine et d'organiser le partenariat avec la communauté internationale autour de ces stratégies.
- 06 • Un grand nombre de pays africain pâtissent de l'absence totale de certains marchés, et notamment de l'impossibilité de recourir à des mécanismes de prêt ou de bénéficier de réseaux de transport dans les zones rurales. C'est à cause de ce problème en effet que les régions excédentaires éprouvent des difficultés pour faire parvenir aux régions déficitaires les denrées alimentaires dont elles auraient besoin. Comme le suggère le document intitulé «Investir dans le développement; plan pratique pour réaliser les objectifs du Millénaire pour le développement», il reste encore beaucoup à faire pour tenter de résoudre ce problème.
- 07 • Comme il ressort du *Programme détaillé pour le développement de l'agriculture africaine* du NEPAD/de l'UA, la coopération doit s'intensifier pour accélérer l'intégration régionale des marchés africains de produits agricoles censée stimuler la demande de produits en provenance de la région afin de dynamiser l'offre régionale. Les marchés africains de denrées alimentaires sont généralement fragmentés et cantonnés à l'intérieur de frontières infrarégionales, d'où leur incapacité à remplir au mieux leur fonction et partant, une forte incitation, pour les acteurs concernés, à recourir à des circuits d'échanges parallèles. Paradoxalement, même s'ils sont très proches les uns des autres, ces marchés régionaux et infrarégionaux sont ouverts aux importations ne provenant pas de la région.
- 08 • La réforme des politiques et des marchés agricoles qui prendra forme dans le cadre du programme de Doha pour le développement est fondamentale pour instaurer durablement les conditions économiques favorables qui permettront à l'Afrique de tirer pleinement avantage de ses potentialités dans le domaine agricole.

PERFORMANCES DE L'AGRICULTURE EN AFRIQUE ET ENJEUX COMMERCIAUX SE PROFILANT À L'HORIZON ET DÉFIS À RELEVER

Propositions d'action Pour les pays africains

- Se préparer plus résolument à respecter l'engagement d'accroître l'investissement dans l'agriculture et le développement rural.
- Mettre en œuvre le Programme détaillé du NEPAD pour le développement de l'agriculture africaine, y compris les initiatives visant à développer les échanges agricoles intra-régionaux et à intensifier les efforts en matière de recherche et de développement.
- Élaborer un programme d'alimentation en milieu scolaire à l'échelle du continent africain.
- Promouvoir le renforcement des institutions dans les secteurs agricole et rural, notamment en encourageant les partenariats entre les secteurs public et privé, l'instauration de mécanismes de stabilisation des prix, d'assurance et de crédit, la création d'infrastructures locales et la prestation de services de vulgarisation et de gestion.
- Promouvoir les partenariats entre les secteurs public et privé afin de favoriser l'agriculture sous contrat dans le contexte d'une expansion de l'investissement privé dans les secteurs de la transformation de produits agricoles et de la commercialisation de produits agro-alimentaires.
- Participer activement à la coopération internationale pour compenser les fluctuations extrêmes des prix des principaux produits de base qui comptent pour l'Afrique.

Résultats attendus pour 2007 Pour les pays africains

L'investissement dans l'agriculture et le développement rural suit une pente nettement ascendante, conformément à l'engagement pris dans le cadre de la Déclaration de Maputo.

Des progrès sont observés dans la mise en œuvre du Programme détaillé du NEPAD pour le développement de l'agriculture africaine.

Des programmes d'alimentation en milieu scolaire sont mis en œuvre au niveau national.

Les institutions des secteurs public et privé apportent une contribution efficace dans ces domaines.

L'investissement privé dans les secteurs de la transformation de produits agricoles et de la commercialisation de produits agro-alimentaires connaît une expansion soutenue, allant de pair avec un essor de l'agriculture sous contrat.

L'instabilité des cours internationaux de ces grands produits de base s'atténue.

PERFORMANCES DE L'AGRICULTURE EN AFRIQUE ET ENJEUX COMMERCIAUX SE PROFILANT À L'HORIZON ET DÉFIS À RELEVER

Propositions d'action et
résultats attendus pour 2007

2

Propositions d'action Pour les pays de l'OCDE

- Mettre en œuvre une réforme en profondeur sur les fronts correspondant aux trois grands piliers des négociations agricoles du Cycle de Doha pour le développement; accès aux marchés, subventions à l'exportation et soutien interne.
- Amplifier l'aide au secteur agricole et soutenir activement le Programme détaillé du NEPAD pour le développement de l'agriculture africaine.
- Aider les pays africains à résoudre les problèmes d'ajustement commercial découlant notamment de l'évolution des prix des produits de base et de l'érosion des préférences commerciales.
- Réévaluer la portée et l'efficacité des mécanismes internationaux destinés à absorber les chocs externes provoqués par des fluctuations extrêmes des prix des principaux produits de base.
- Aider les pays africains à réaliser des avancées notables dans le cadre de l'effort qu'ils ont engagé en faveur de la facilitation des échanges.

Résultats attendus pour 2007 Pour les pays de l'OCDE

Il convient d'examiner dans quelle mesure les subventions à l'exportation ont été éliminées, l'accès aux marchés amélioré et le soutien interne réduit pour supprimer des obstacles au développement de l'agriculture et aux exportations des pays africains.

L'aide allouée à l'agriculture et au développement rural a été sensiblement accrue.

Des mécanismes d'ajustement ont été mis au jour et le soutien financier requis mobilisé.

Il convient d'analyser la portée des accords et mesures prises pour atténuer les chocs externes au niveau des prix des produits de base

Les ressources d'APD consacrées à des actions en faveur de la facilitation des échanges ont été majorées.

SECTION II

GOUVERNANCE ET RENFORCEMENT DES CAPACITÉS: L'AFRIQUE À UN TOURNANT

Engagements souscrits

Principaux constats

Observations

Propositions d'action et résultats attendus

GOVERNANCE POLITIQUE ET ÉCONOMIQUE: DÉFIS À RELEVER EN TERME DE CAPACITÉS POUR CONSTRUIRE UN ÉTAT COMPÉTENT

Engagements souscrits

3

● **Union africaine: document fondateur du NEPAD (article 79), 2001**

«Il est maintenant généralement accepté que le développement ne peut se réaliser en l'absence d'une démocratie véritable, du respect des droits de l'homme, de la paix et de la bonne gouvernance. Avec le NEPAD, le continent prend l'engagement de respecter les normes mondiales en matière de démocratie, dont les principales composantes sont le pluralisme politique, l'existence de plusieurs partis politiques et de plusieurs syndicats, l'organisation périodique d'élections démocratiques libres, justes et transparentes afin de permettre aux populations de choisir librement leurs dirigeants.»

● **Premier Sommet de l'Union africaine à Durban; Déclaration sur la démocratie et la gouvernance politique, économique et des entreprises (article 8), 2002**

«Nous croyons aux valeurs de justice, d'honnêteté, de transparence, d'obligation de rendre des comptes, de participation dans la gestion des affaires publiques et de probité dans la vie publique. C'est pourquoi nous entendons combattre et éradiquer la corruption qui retarde le développement économique en même temps qu'elle sape les fondations morales de la société.»

● **Engagements pris par le G8 pour la période 2001-2005**

Les mesures adoptées dans le cadre du Plan d'action du G8 pour l'Afrique lors des Sommets de Gênes, Kananaskis, Evian, Sea Island et Gleneagles

concernant la paix et la sécurité, le renforcement des institutions et de la gouvernance, prévoient notamment;

- une Déclaration du G8 intitulée «Lutter contre la corruption et améliorer la transparence» (Evian)
- le soutien du G8 aux opérations de maintien de la paix et de la sécurité conduites par l'Union africaine (Evian)
- un Plan conjoint Afrique/G8 de renforcement des capacités africaines chargées de mener des opérations de maintien de la paix (Evian, Sea Island)
- des «partenariats d'action pour la transparence» (Sea Island)
- un «Plan d'action du G8 pour le recouvrement des avoirs financiers» (Sea Island)

● **Sommet du Millénaire+5 des Nations Unies sur les OMD, septembre 2005**

Engagements découlant des conclusions du bilan de la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement réalisé pour le Sommet du Millénaire+5 concernant les valeurs et principes (section II), et en particulier engagements définis dans les sections concernant respectivement: le Partenariat mondial pour le développement, la parité homme-femme et la responsabilisation des femmes et la satisfaction des besoins propres à l'Afrique.

Partie I. Gouvernance politique

- C1** Des avancées remarquables ont été réalisées ces dix dernières années en direction de la bonne gouvernance en Afrique. Dans certains cas, les processus de paix et de reconstruction qui ont été enclenchés sont prometteurs. Il subsiste toutefois des difficultés majeures qui entravent la consolidation de la démocratie et de la bonne gouvernance. Certains États africains continuent de pâtir de la faiblesse d'institutions vitales. Et les conflits violents font peser une menace sérieuse sur les progrès économiques et politiques dans un certain nombre de pays.
- C2** L'un des défis essentiels à relever pour encourager l'instauration d'une bonne gouvernance en Afrique est la construction d'un État compétent, capable d'instaurer un environnement propice à la croissance économique et à une répartition équitable des fruits de cette croissance et de promouvoir un fonctionnement efficace et efficient des services publics. Un État compétent est avant tout un État garant de l'existence d'un système politique équilibré et ouvert et de la paix et de la sécurité sans lesquelles il ne peut y avoir de développement durable. Un État compétent doit en outre réussir à combler la fracture institutionnelle résultant du fait que la majorité de la population, qui réside dans des zones rurales où la présence de la puissance publique est la moins sensible, continue de se reconnaître davantage dans les institutions traditionnelles. L'avènement d'une société civile et d'un secteur privé dynamiques est également l'un des principaux gages de la compétence d'un État, une condition essentielle de sa légitimité et de son efficacité.
- C3** L'action destinée à appuyer la construction d'un État compétent repose sur quatre piliers
- fortifier les dynamiques qui concourent au pluralisme démocratique et à la concurrence électorale
 - renforcer la transparence et la responsabilité tant au sein des institutions publiques que dans les organisations du secteur privé et de la société civile
 - améliorer l'efficacité et l'efficacé des services publics, aux niveaux local et national, et
 - réhabiliter les institutions des États en faillite ou se relevant d'un conflit.
- L'édition 2005 du *Rapport sur la gouvernance en Afrique* rend compte des progrès accomplis par le continent dans ces différents domaines et amorce un débat ouvert sur les problèmes de gouvernance en Afrique.
- C4** Il est primordial d'établir des correspondances plus étroites entre les performances et la reddition de comptes pour œuvrer au développement de l'Afrique, les valeurs traditionnelles qui prévalent sur le continent dans le domaine de la gouvernance pouvant servir de support dans cette entreprise. L'effort engagé en Afrique en faveur de la gouvernance politique ne portera ses fruits que si l'on parvient à réconcilier institutions formelles et informelles, en particulier dans des domaines comme les droits de propriété, la propriété foncière, le règlement des litiges et la participation de la population à l'exercice du pouvoir. Or cette réconciliation passe par la mise en jeu de méthodes garantissant la parité entre les sexes, le respect de la démocratie et celui des droits de l'homme.

Partie II. Gouvernance économique

- C1** Les pays africains sont désormais de plus en plus soucieux de pratiquer une bonne gouvernance économique qui passe par l'amélioration de la stabilité macro-économique, de la gestion des finances publiques, des systèmes de reddition de comptes, de la mobilisation des ressources et du fonctionnement des institutions monétaires et financières. Parce qu'ils ont mené des politiques plus saines au niveau intérieur, un grand nombre de pays de la région ont accéléré le rythme de leurs progrès économiques depuis le milieu des années 90 et certains d'entre eux affichent depuis plusieurs années des taux de croissance élevés.
- C2** Pour asseoir plus solidement les réformes engagées et préparer l'avènement d'une croissance plus soutenue s'inscrivant dans la durée, les pays africains doivent renforcer leurs capacités afin de mieux mobiliser et gérer des ressources peu abondantes, y compris en améliorant leurs systèmes budgétaires et leurs systèmes de recouvrement de l'impôt, et de perfectionner encore la formulation, la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation des politiques et des réglementations appliquées dans le domaine économique. Le souci de favoriser l'instauration de conditions favorables pour réussir à attirer l'investissement et d'améliorer la compétitivité doit également être un axe majeur de la gouvernance économique en Afrique.

Partie I. Gouvernance politique

- 01** • L'édition 2005 du *Rapport sur la gouvernance en Afrique* recense un ensemble de domaines dans lesquels il faut agir en priorité pour construire des États compétents et redevables de leurs actes. Les dix domaines prioritaires recensés sont les suivants; renforcement de la capacité des parlements nationaux à remplir leurs fonctions essentielles, approfondissement de la réforme juridique et judiciaire, amélioration de la gestion du secteur public, amélioration des services publics, élimination des goulots d'étranglement entravant le développement des entreprises privées, exploitation des possibilités offertes par les technologies de l'information et des communications, action en faveur de l'émergence de médias crédibles et responsables, optimisation de la contribution des mécanismes traditionnels de gouvernance, prise en compte de la dimension gouvernance dans la lutte contre le VIH/sida et respect des engagements pris par les partenaires.
- 02** • Même si les programmes d'ajustement structurel ont favorisé une gestion budgétaire plus rigoureuse, ils ont affaibli la capacité des États bénéficiaires de produire des biens et des services publics en partie parce que l'attention portée dans ces programmes au problème de la compétence des États, et notamment à leur capacité d'assurer la prestation de services sociaux, de faire respecter la loi et l'ordre public, de produire des biens publics et de réglementer efficacement les marchés, n'était pas suffisante.
- 03** • Dans la plupart des pays d'Afrique, les pouvoirs publics prennent petit à petit conscience du fait que la qualité de la gouvernance est étroitement liée à la solidité des institutions publiques. On peut considérer que la présence d'un appareil administratif solide, efficace et capable de rendre des comptes est un préalable à l'ancrage et à l'enracinement d'une culture de la responsabilité et de la transparence dans la pratique de la gestion des affaires publiques. Elle requiert l'élaboration de stratégies de renforcement des capacités prenant explicitement en considération les besoins en termes de capacités de la société civile et du secteur privé (voir chapitre 4).
- 04** • Dans la majorité des pays, les pouvoirs publics ont de plus en plus fréquemment tendance à abandonner un système d'administration centralisé, dans lequel les décisions prises au sommet sont imposées à la base, pour s'orienter vers différents modèles de décentralisation ayant vocation à faciliter la déconcentration des pouvoirs, dans le but de donner au peuple l'occasion de faire davantage entendre sa voix et de prendre part à l'exercice des responsabilités, et à rapprocher l'État de la population.
- 05** • Les États fragiles constituent une menace pour la sécurité aux niveaux régional et mondial et sont un obstacle énorme sur la voie de la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement. Pour concourir efficacement à leur développement, la communauté internationale doit mettre en oeuvre des stratégies cohérentes et propres à chaque pays.
- 06** • En ce qui concerne la prévention des conflits, la résolution des conflits et la construction de la paix, l'Afrique a d'ores et déjà commencé à honorer les engagements qu'elle a pris dans le cadre de l'Union africaine, des communautés économiques régionales et du NEPAD. Les grands donateurs bilatéraux et multilatéraux ont promis leur aide. La mise en oeuvre concrète de la réforme des systèmes de sécurité et la lutte contre la prolifération des armes légères et de petit calibre continuent de poser des problèmes particulièrement difficiles à résoudre. Les stratégies prenant appui sur la formation, à l'échelon local, de réseaux transnationaux d'acteurs du secteur public, du secteur privé et de la société civile procèdent d'une vision novatrice de l'action à mener dans les États fragiles ou au lendemain d'un conflit.
- 07** • La paix et la sécurité, ainsi que d'autres biens publics régionaux (les débouchés commerciaux, les infrastructures notamment), sont étroitement imbriquées. Parce que le continent africain compte plus d'une cinquantaine de pays, ce constat appelle une rationalisation et un regroupement des multiples institutions économiques régionales existantes au sein d'un système cohérent, interactif, incarnant une vision stratégique. Un double priorité s'impose aux Africains comme à la communauté internationale; mieux définir et renforcer les responsabilités et les compétences de l'Union africaine/du NEPAD et des communautés économiques régionales dans les domaines de la prévention des conflits et de la construction de la paix et du respect des principes garants de la gouvernance démocratique.

Partie II. Gouvernance économique

- 01 • Il faut engager de nouvelles réformes sur le front de la gouvernance économique. Même dans les pays d'Afrique qui ont progressé sur la voie de la réforme, des obstacles demeurent parfois qui entravent la mise en œuvre des mesures prises. Au regard du stade de développement atteint et des contraintes inhérentes au manque de ressources, les projets des pouvoirs publics se révèlent quelquefois trop ambitieux et, finalement, difficiles à réaliser. Dans certains cas également, les projets de réforme pèchent par manque de rigueur et de clarté, et dans la pratique, se soldent par des échecs.
- 02 • Des efforts ont été déployés pour mettre en place des institutions (Cour des comptes, médiateur, banque centrale indépendante notamment) au service de la transparence, de la responsabilité, de l'efficacité et de l'efficacé. Pour la plupart, ces institutions sont encore très jeunes, ce qui rend aléatoire toute tentative pour apprécier leur action. Selon les premières indications dont on dispose, il paraît nécessaire, pour qu'elles puissent remplir convenablement leur mission, qu'elles trouvent davantage de soutien tant au niveau politique qu'au niveau de la société, ce qui signifie également qu'il convient de veiller, avec le soutien des donateurs, à la mise en œuvre effective de stratégies de lutte contre la corruption, et notamment à la transparence des recettes tirées de l'exploitation des ressources naturelles, à la lutte contre les actes frauduleux et les opérations de blanchiment de capitaux et à la récupération des biens volés.
- 03 • Dans l'optique d'une forte majoration des apports d'aide, les cadres régissant la gestion des dépenses publiques et la reddition de comptes et les exigences de qualité auxquelles ils doivent répondre deviennent des éléments déterminants. Tout l'enjeu consiste à intégrer les apports d'aide dans des cadres de dépenses à moyen terme (CDMT) globaux étroitement raccordés aux priorités et aux stratégies nationales de développement et aux procédures budgétaires annuelles. Dans la plupart des pays africains, la surveillance exercée par le Parlement sur les processus budgétaires est pour le moment minime et devra donc être renforcée. Il faudra également instituer d'autres mécanismes pour améliorer la transparence et la responsabilité à tous les niveaux d'administration ou consolider les dispositifs existants, ce qui exigera une participation beaucoup plus active des pouvoirs publics et de la société à la gestion de l'aide, représentant une évolution radicale par rapport aux attitudes passives et aux démarches au coup par coup du passé (voir chapitres 4, 5 et 6).
- 04 • Il est capital de mettre en place des circuits efficaces et efficients de prestation de services sociaux par le secteur public. L'Afrique devra apporter un soin particulier à la formulation de politiques sociales, à la définition de priorités claires et à la mise en place de circuits d'acheminement efficaces visant des groupes de population ciblés. La mise en pratique de méthodes de gestion axées sur les résultats dans le secteur public peut jouer un rôle important dans ce processus.
- 05 • La croissance doit être nourrie par le secteur privé, ce qui veut dire que les gouvernements des pays africains doivent adresser des signaux clairs, que ce soit dans leurs discours ou dans leurs actes, indiquant que l'instauration de conditions propices à l'investissement privé est l'un des objectifs fondamentaux de leur action. Le cadre mis en place par les pouvoirs publics pour dynamiser l'expansion du secteur privé sera efficace s'il favorise i) le développement des petites et moyennes entreprises d'un secteur formel florissant et prêt à intégrer des entreprises du secteur informel, ii) l'éclosion d'une offre adaptée de services financiers et commerciaux, iii) l'investissement direct étranger, porteur de compétences techniques et de compétences en matière de gestion de nature à contribuer à la modernisation de l'économie toute entière. Les efforts déployés par les Africains pour exporter vers les marchés en croissance d'Asie, et en particulier vers la Chine et l'Inde, peuvent représenter un moteur puissant de l'essor du secteur privé sur le plan intérieur et des prix des produits de base. Outre des réformes législatives, l'avènement de conditions favorables au développement du secteur privé exige des investissements dans les infrastructures (ports, routes, télécommunications, etc.). Compte tenu des faibles ressources dont ils disposent, nombre de pays africains devront, pour pouvoir réaliser ces investissements, consentir un effort colossal pour mobiliser des capitaux, effort d'ailleurs indissociable d'une volonté de veiller à que les financements disponibles soient utilisés de manière efficace et efficiente.
- 06 • La solidité des systèmes de gouvernement d'entreprise (au niveau tant national qu'international) et la rigueur des normes, principes et codes de conduites qui s'y rapportent sont une nécessité pour garantir que la richesse produite sur le plan national grâce à l'expansion du secteur privé bénéficie à tous. Il est par ailleurs capital que le secteur privé, y compris les investisseurs étrangers, oeuvrent à la paix et à la sécurité, ainsi qu'à la pérennité de l'environnement. La qualité des ressources humaines, qui recouvre des aspects fondamentaux ayant trait à la santé et à la sécurité, est un enjeu qui relève de l'intérêt du secteur privé, et aussi de sa responsabilité, et requiert notamment sa participation à la gestion de la pandémie de VIH/sida faisant des ravages dans les rangs des travailleurs qualifiés et des personnels spécialisés.

Propositions d'action Pour les pays africains

- Consolider et étendre les progrès accomplis sur la voie de la construction d'États compétents, s'appuyant sur des institutions et des processus démocratiques et faisant une place de plus en plus importante aux organes législatifs, à la société civile, aux femmes, aux administrations locales et aux systèmes traditionnels de gouvernance.
- Investir et se mobiliser en faveur du renforcement de l'état de droit, notamment en mettant en place un appareil judiciaire indépendant et efficace, y compris pour le règlement des litiges commerciaux, et en réformant la police et le système pénal.
- Continuer de renforcer les capacités respectives de l'Union africaine et des communautés économiques régionales pour prévenir et prévoir les conflits, et y faire face, et œuvrer à la paix en s'appuyant sur les principes fondateurs de l'Union africaine et du NEPAD. Renforcer les capacités nationales d'élaborer et de mettre en œuvre des approches intégrées de la réforme des systèmes de sécurité.
- Apporter de nouvelles améliorations aux systèmes de gestion économique et de gestion des finances publiques. Développer l'utilisation de cadres de planification et de budgétisation pluriannuels, assortis de solides processus d'examen et d'évaluation des dépenses et de dispositifs efficaces permettant de rendre des comptes aux Parlements nationaux et de garantir la transparence des dépenses publiques aux yeux d'un public plus large.
- Renforcer les systèmes visant à accroître la transparence et à faire échec à la corruption, notamment dans les domaines de la gestion des ressources naturelles (ressources susceptibles de générer des conflits, Initiative pour la transparence des industries extractives-EITI, etc.), de la fiscalité, de la surveillance bancaire et du gouvernement d'entreprise.
- Donner une impulsion politique forte à l'éclosion d'un secteur privé dynamique et compétitif en inscrivant l'action des pouvoirs publics dans un cadre stable et efficace, en affermissant la confiance et en instaurant un dialogue constructif, ainsi qu'en améliorant l'accès aux services et aux ressources.
- Concentrer l'effort sur l'amélioration des performances commerciales de l'Afrique au niveau régional et sur le front extérieur, notamment en mettant l'accent sur l'offre d'actifs intellectuels grâce à un relèvement du niveau de l'enseignement supérieur et à la création de centres d'excellence en vue de favoriser l'émergence d'une production à forte valeur ajoutée dans le secteur manufacturier et dans celui des services, ainsi que dans le secteur agricole. Ouvrir des lieux de débat accessibles à un large public afin de définir et de mettre en œuvre des programmes nationaux et régionaux de développement des échanges, couvrant notamment la création des infrastructures matérielles et commerciales requises.

Résultats attendus pour 2007 Pour les pays africains

On observe dans l'ensemble de l'Afrique des avancées sur la voie d'un élargissement et d'un ancrage plus profond de la bonne gouvernance. Le suivi de la gouvernance en Afrique se poursuit dans le cadre de processus d'apprentissage entre pairs, et notamment du mécanisme africain d'examen par les pairs et des travaux de suivi de la gouvernance en Afrique menés par la CEA. Des progrès constants sont observés dans la mise en œuvre du mécanisme africain d'examen par les pairs compte tenu des délais nécessaires pour que la participation, le processus d'apprentissage et la mobilisation des financements requis se mettent en place.

Des améliorations notables au niveau du respect de l'état de droit sont perceptibles. Les programmes de réforme et de modernisation de la justice, de la police et du système pénal avancent.

L'Union africaine et les communautés économiques régionales jouent un rôle efficace dans la prévention des conflits, la construction et le maintien de la paix. Un cadre pour la reconstruction au sortir d'un conflit a été établi par le NEPAD et il est prêt à être mis en pratique. Une collaboration s'est instaurée avec les partenaires au développement en vue de définir les principes qui doivent guider la réforme des systèmes de sécurité.

Le fait que la communauté internationale reconnaisse de plus en plus l'application des pays africains à instaurer une gestion saine de l'économie et des finances publiques et salue les résultats qu'ils ont obtenus dans ce domaine donne une assise plus solide à leurs efforts. Les cadres de dépenses à moyen terme sont des outils efficaces de planification, de surveillance et de contrôle des dépenses publiques qui permettent en outre de planifier et de gérer les apports d'aide supplémentaires en cas d'accroissement notable de ceux-ci. La surveillance exercée par les Parlements nationaux et les autres mécanismes de reddition de comptes fonctionnent convenablement.

Des initiatives nationales et internationales en faveur de la transparence contribuent efficacement à enrayer le détournement de ressources nationales à des fins privées.

L'évolution positive des conditions d'investissement en Afrique est de plus en plus largement reconnue.

Des améliorations notables de la compétitivité commerciale de l'Afrique, mesurées par l'indice de la CEA relatif à la compétitivité commerciale, sont observées.

Propositions d'action Pour les pays de l'OCDE

- Amener les membres du CAD/de l'OCDE à apporter un soutien large et cohérent au programme de consolidation de la démocratie dans les pays africains.

- Encourager une coordination et une coopération efficaces entre les donateurs et les institutions internationales à l'appui des efforts de prévention des conflits (et notamment de contrôle des armes) et de construction de la paix, et de la réforme des systèmes de sécurité, en privilégiant des approches à l'échelle de l'ensemble de l'administration intégrant la politique étrangère, la politique de sécurité et la politique de développement.

- Soutenir les initiatives destinées à renforcer la transparence et à combattre la corruption en s'appuyant notamment sur une forte mobilisation des acteurs des secteurs public et privé. Ratifier à brève échéance la convention des Nations Unies sur la lutte contre la corruption. S'employer avec détermination à recenser les biens volés et à les récupérer à des fins de développement. Élaborer des lignes directrices à l'intention des entreprises exerçant leur activité dans des zones à déficit de gouvernance. Renforcer l'adhésion à l'EITI et œuvrer à sa mise en application.

- Collaborer activement avec les partenaires africains pour promouvoir une transformation des conditions d'investissement en Afrique et une amélioration des performances du secteur privé, notamment grâce à des pactes/initiatives conjointes.

- Aider les pays africains dans des domaines à caractère technique et stratégique tels que la politique en matière d'investissement étranger, le gouvernement d'entreprise, la politique de la concurrence, la réglementation des marchés de capitaux, la fiscalité et les normes comptables.

Résultats attendus pour 2007 Pour les pays de l'OCDE

Donner suite aux conclusions du mécanisme africain d'examen par les pairs et du rapport sur la gouvernance en Afrique, un soutien étant apporté dans le cadre de stratégies appropriées et pilotées localement pour renforcer les capacités de gouvernance et les institutions publiques, et consolider le pluralisme démocratique, par le biais notamment des administrations locales, de la participation des femmes et des systèmes traditionnels de gouvernance.

Les pays de l'OCDE apportent un soutien efficace aux dispositifs et capacités de prévention des conflits et de construction de la paix de l'Union africaine. Les membres du CAD ont adopté des lignes directrices sur la coopération avec les États fragiles et ils travaillent en collaboration avec des institutions et pays africains sur les principes devant régir la réforme des systèmes de sécurité et sur le renforcement du contrôle des transferts d'armes de petit calibre.

Les pays de l'OCDE apportent une contribution efficace aux initiatives en faveur de la transparence. La convention des Nations Unies sur la lutte contre la corruption a été ratifiée par tous les pays de l'OCDE. Des efforts résolus et systématiques sont déployés pour recenser et récupérer les biens volés. Les lignes directrices de l'OCDE à l'intention des entreprises exerçant leur activité dans des zones à déficit de gouvernance sont adoptées. Une nouvelle ampleur est donnée au soutien à l'enracinement de l'EITI à travers tout le continent.

Des pactes/initiatives conjointes sont mis en œuvre avec les sphères concernées de l'action gouvernementale, ce qui facilite le partage des bonnes pratiques et la suppression des goulets d'étranglement.

L'assistance technique, l'aide au renforcement des capacités et les échanges de bonnes pratiques dans ces domaines se poursuivent et sont jugés productifs par les partenaires africains.



Document fondateur du NEPAD, octobre 2001

Paragraphe 56, «En conséquence, nous demandons aux peuples africains de se préparer à relever le défi de la mobilisation de l'appui à la mise en oeuvre de l'Initiative en mettant sur pied, à tous les niveaux, des mécanismes leur permettant de s'organiser, de se mobiliser et d'agir.»



Déclaration du CAD/de l'OCDE sur la *coopération pour le développement adoptée dans les années 90, 1992*

Paragraphe 168, «La nature et la qualité de l'assistance technique devront être sensiblement réévaluées et améliorées pour mieux contribuer aux exigences à plus long terme du renforcement des institutions.»



Engagements pris par le G8 pour la période 2001-2005

Les mesures adoptées dans le cadre du Plan d'action du G8 pour l'Afrique lors des Sommets de Gênes, Kananaskis, Evian, Sea Island et Gleneagles en vue de renforcer les institutions et la gouvernance, de promouvoir l'éducation et de répandre l'utilisation du numérique.



Sommet du Millénaire+5 des Nations Unies sur les OMD, septembre 2005

Engagements découlant des conclusions du bilan de la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement réalisé pour le Sommet du Millénaire+5 (Section II), et en particulier engagements définis dans les sections concernant respectivement: le Partenariat mondial pour le développement, les échanges, la coopération Sud-Sud, l'éducation, le VIH/sida et autres problèmes de santé publique, la science et la technologie au service du développement et la satisfaction des besoins propres à l'Afrique.

RENFORCEMENT DES CAPACITÉS

-
- C1** • Le renforcement de la compétences des États, destiné à leur permettre d'obtenir des résultats satisfaisants et durables sur le front du développement dans des conditions de paix et de sécurité, doit être au cœur de l'action visant à donner une impulsion au programme d'action au service du développement de l'Afrique et à maintenir cet élan. Les États africains et leurs partenaires doivent doter les institutions publiques et non publiques des capacités humaines et organisationnelles requises pour améliorer l'efficacité au regard du développement. *Le Rapport sur la gouvernance en Afrique* de la CEA montre qu'un grand nombre de pays d'Afrique ont pris des mesures pour combler leurs déficits de capacités institutionnelles, même si leur efforts ont rencontré des fortunes diverses. Cependant, à très peu d'exceptions près, l'amélioration de l'efficacité au regard du développement demeure l'un des grands défis à relever pour les pays du continent.
-
- C2** • Les pouvoirs publics des pays africains doivent se situer dans une optique stratégique tenant compte du contexte sociopolitique propre à chacun d'entre eux afin d'associer une large palette d'acteurs à la prise en main et à l'actualisation des programme d'action en faveur du renforcement des capacités. À partir d'initiatives telles que celles lancées sous les auspices du NEPAD/de l'UA, il convient de déployer de nouvelles stratégies exigeant des changements notables tant dans les habitudes que dans l'état d'esprit qui prévalent à la fois dans les pays africains et chez leurs partenaires. Les uns et les autres doivent en effet évoluer vers l'adoption de stratégies globales de renforcement des capacités nationales prenant en considération non seulement les besoins de l'État, mais aussi ceux des institutions et des acteurs ne relevant pas du secteur public. Ces stratégies nationales doivent incarner une démarche pragmatique visant certes à renforcer des capacités locales, mais aussi à libérer pleinement les potentialités nationales/régionales encore inexploitées, à retenir la main-d'œuvre qualifiée et à enrayer la fuite des cerveaux.
-
- C3** • Les stratégies de renforcement des capacités et les interventions des partenaires doivent obéir à la nécessité de renforcer les capacités systémiques des pays et des organes infrarégionaux pour leur permettre de prendre véritablement en main leurs propres programmes d'action au service du développement. Il faut que les partenaires s'efforcent d'harmoniser leurs actions autour des grandes priorités constituant l'ossature de la stratégie globale et d'en améliorer la prévisibilité et aussi qu'ils fassent en sorte que les programmes et les projets d'assistance technique favorisent les synergies et l'acquisition de capacités pérennes au niveau local.
-
- C4** • Il faut pour cela des objectifs et des stratégies clairement définis dans le cadre de processus prévoyant à intervalles réguliers des examens conjoints des finalités, des méthodes et des ressources. Il convient également que les pays africains et leurs partenaires veillent à l'instauration et au maintien de conditions propices au renforcement des capacités, ce qui exige de leur part une volonté constante d'encourager la bonne gouvernance et la démocratie.

- 01** • Faute d'un projet national mobilisateur ou de valeurs nationales fortes, les institutions fonctionnant selon les principes de performances et d'intégrité ont dû mener un rude combat en Afrique, les organes de l'État ayant quelquefois été l'instrument du clientélisme pratiqué par la classe politique et du triomphe de comportements prédateurs sur la logique économique à long terme et l'amélioration du bien-être de la population. Certains pays ont certes réussi à former des élites, mais celles-ci ont souvent rejoint les rangs de la diaspora, privant leurs pays d'origine des ressources nécessaires pour trouver par leurs propres moyens des solutions à leurs problèmes et les plaçant ainsi dans un état de dépendance vis-à-vis des conseillers étrangers, que ce soit dans les domaines de l'analyse, de la réflexion stratégique ou de la gestion.
- 02** • Un État compétent doit incarner une volonté largement partagée de faire prévaloir les valeurs qui s'attachent aux notions de performance et d'intégrité, alliée à l'ambition d'embrasser dans un projet dynamique et global l'amorce d'un processus de développement dont nul ne soit exclu et la mise en place d'un système de sécurité régionale. Prenant appui sur les déclarations fondatrices de l'Union africaine/du NEPAD, les États africains se sont donné des repères pour orienter non seulement leurs propres politiques et actions, mais aussi celles d'autres acteurs de premier plan (entreprises, professionnels, administrations locales et organisations actives sur le terrain, partenaires commerciaux et investisseurs étrangers, donateurs). Le mécanisme africain d'examen par les pairs offre aux États africains la possibilité d'analyser leurs propres progrès en direction de la réalisation des objectifs qu'ils se sont fixés.
- 03** • Le renforcement des capacités s'inscrit dans un contexte institutionnel qui définit les «règles du jeu». Outre l'amélioration des compétences, des systèmes et des procédures, il doit donc embrasser des réformes institutionnelles fondamentales, notamment celle du droit et celle des structures incitatives dont dépendent le fonctionnement et l'efficacité des organisations.
- 04** • Dans certains cas, les pouvoirs publics souhaitent échauffer un plan national de renforcement des capacités, plus ou moins détaillé, mais ce qui compte avant tout, c'est de réussir à mettre en place des systèmes et des processus pérennes, mais aussi dynamiques et évolutifs, mettant à profit les atouts et les connaissances de l'ensemble des parties prenantes, et d'encourager la valorisation et la participation des femmes. Le renforcement des capacités est également primordial au niveau régional sachant que l'ambition portée par l'UE/le NEPAD exigera une consolidation des institutions infrarégionales. À partir des analyses et des propositions présentées dans la synthèse de l'édition 2005 du Rapport sur la gouvernance en Afrique, les grands objectifs à atteindre devraient être les suivants:
 - Faire en sorte que les agents de la fonction publique soient professionnels et convenablement rémunérés et qu'une gestion axée sur les résultats prévale dans l'administration pour que celle-ci soit en mesure d'offrir des services de qualité, et notamment de conseiller les pouvoirs publics en s'appuyant sur des statistiques fiables, et de mettre à profit les connaissances des parties prenantes.
 - Renforcer les institutions garantes de la gouvernance démocratique et de la reddition de comptes, notamment i) le Parlement et le système juridique, et ii) les modes traditionnels de gouvernance équitables, à même de promouvoir la parité homme-femme et ayant fait la preuve de leur efficacité, qui concourent à la réalisation de performances et à la reddition de comptes à l'échelon local.
 - Réformer les lois et règlements en vigueur (qui remontent souvent à l'époque coloniale) afin de donner un élan à l'initiative individuelle et à l'esprit d'entreprise au sein du secteur privé, de la société civile, des administrations locales et de la population.
 - Instaurer des conditions propices à la valorisation des ressources intellectuelles en veillant à développer une véritable demande pour les prestations de personnes hautement qualifiées et d'artistes, à créer des établissements de recherche, notamment scientifique, visant l'excellence et traitant de sujets en accord avec les priorités nationales, à jeter les bases de la liberté d'expression et de circulation et à favoriser l'émergence de médias libres et responsables.
 - Rationaliser et consolider les institutions régionales et infrarégionales afin de pouvoir compter sur des compétences valables à l'échelon régional, dans des domaines essentiels tels que la résolution des conflits et les systèmes de sécurité, le développement des échanges, l'infrastructure, les politiques économique, monétaire et financière, les migrations, la science et les technologies.

RENFORCEMENT DES CAPACITÉS

-
- 05** • Dans les pays dépendants de l'aide, il existe une corrélation forte entre la prévisibilité de l'aide et le renforcement des capacités. Les engagements à court terme sont généralement hautement imprévisibles en raison des règles budgétaires et des principes de précaution suivis par les pays donateurs. Dans ces conditions, il est difficile, sinon impossible, pour les pays partenaires, de se doter de capacités durables, par exemple de développer leurs systèmes d'éducation et de santé. Dans l'hypothèse où un bond en avant de l'investissement public se révélerait nécessaire pour permettre d'atteindre les OMD ou de faire face à l'épidémie de VIH/sida, il faudra absolument envisager de faire évoluer progressivement les horizons temporels des engagements au titre de l'aide. Les pays devront pouvoir compter sur des augmentations certaines des apports d'aide pour financer l'accroissement des coûts récurrents qui surviendra alors jusqu'à ce que leurs recettes intérieures deviennent suffisantes. Si l'on peut certes penser que la hausse des dépenses publiques consacrées à la valorisation du capital humain et à la modernisation des infrastructures matérielles concourra à l'amélioration des perspectives de croissance et partant, à l'accroissement des recettes de l'État, il est probable que cela prendra une dizaine d'années, voire plus. Or, dans l'intervalle, de graves difficultés, qu'il faudra bien résoudre, risquent de surgir; il faudra rémunérer des personnes diplômées dans un contexte de pénurie de main-d'œuvre qualifiée et combler l'écart entre l'offre et la demande de main-d'œuvre qualifiée en faisant appel à des travailleurs immigrés et à des bénévoles étrangers, ce qui nécessitera l'établissement de relations étroites entre des groupes de donateurs et les administrations des pays africains fondées non sur la conditionnalité, mais sur la confiance et la reddition de comptes axée sur les résultats.
-
- 06** • Les objectifs et la démarche incarnés par le Partenariat pour le renforcement des capacités en Afrique (PRCA) demeurent tout aussi valables aujourd'hui qu'à l'époque où ils ont été définis vers la fin des années 90. Il est temps à présent de reprendre ce projet et de le mettre à exécution. Les lignes d'action décrites dans le PRCA imposent que l'on appréhende le renforcement des capacités dans une optique beaucoup plus globale, en fixant des objectifs à l'échelle du système toute entier et en organisant les rencontres nécessaires pour faciliter des évaluations conjointes des actions en faveur du renforcement des capacités tout au long du déroulement du programme d'action pour le développement.
-
- 07** • Les plans d'action et les processus d'apprentissage pilotés par les pays africains eux-mêmes peuvent agir, dans ces conditions, comme des vecteurs de changement puissants. La création, il y a peu de temps, d'un réseau des Ministres africains de la fonction publique fait à cet égard figure de modèle. Dans d'autres domaines de l'action gouvernementale (politique d'urbanisation, politique commerciale et renforcement des capacités commerciales, statistiques et passation des marchés), les responsables s'emploient activement à tisser leurs propres réseaux et à élaborer leurs propres méthodes de travail; c'est une tendance qui s'affirme.

Propositions d'action Pour les pays africains

- Se donner une ambition nationale et recenser les principaux besoins en matière de capacités dans chaque pays. Façonner des projets et des stratégies de renforcement des capacités nationales ayant pour objet de résoudre les problèmes systémiques et associant des acteurs non gouvernementaux conformément aux principes qui sous-tendent le Partenariat pour le renforcement des capacités en Afrique (PRCA).
- Créer, au sein du secteur privé et de la société civile, un cadre plus favorable au renforcement des capacités en engageant une réforme des lois, réglementations et processus en vigueur afin de promouvoir la liberté, l'initiative et la créativité dans un large éventail de domaines.
- Instaurer un processus de suivi qui permette de rendre compte des progrès accomplis dans la résolution des problèmes systémiques fondamentaux intéressant le renforcement des capacités.
- Améliorer la performance des institutions chargées de la gouvernance, et notamment du Parlement, de l'appareil judiciaire et de l'exécutif.
- Promouvoir l'avènement d'un climat intellectuel attrayant pour inciter les Africains instruits à rester dans leur pays ou à y revenir, et se doter de capacités aux niveaux national et régional dans les domaines des sciences sociales et naturelles, des TIC, des professions créatives, etc., pour favoriser des trajectoires de développement économique axées sur la concurrence et la création de valeur ajoutée.
- Réformer la fonction publique de façon à améliorer les conditions et l'environnement de travail, et le professionnalisme des fonctionnaires, et à instituer des systèmes efficaces d'évaluation des performances.
- Renforcer et/ou mettre en place, à l'échelle de l'Afrique, des mécanismes d'apprentissage mutuel entre responsables africains, à l'image du groupe d'étude de la CEA sur les CSLP.

Résultats attendus pour 2007 Pour les pays africains

Les projets et stratégies de renforcement des capacités nationales se multiplient en Afrique où ils servent largement de référence aux acteurs gouvernementaux et non gouvernementaux, et le PRCA a été réactivé.

L'état de droit, le respect des droits de l'homme et des droits de propriété, la simplification des formalités juridiques imposées aux entreprises, la sécurité et l'ordre public tendent à se généraliser.

De premiers examens de suivi du renforcement des capacités axés sur les problèmes systémiques ont été menés à bien.

La modernisation du fonctionnement de ces institutions chargées de la gouvernance se poursuit, y compris dans les domaines de la formation et de la valorisation des ressources humaines. Les Parlements et les institutions judiciaires sont véritablement comptables de leurs décisions.

Un climat propice à la formation de capital intellectuel en Afrique se dessine manifestement, grâce à la multiplication des centres d'excellence, à une plus grande liberté de pensée et de parole, au développement de l'innovation scientifique et technique et des relations avec la diaspora et à la contribution du secteur créatif à la différenciation et à l'amélioration de l'attrait des produits, à la conquête de marché et à l'essor des exportations de produits culturels. Les investissements dans le secteur de l'éducation vont croissant et le personnel qualifié est correctement rémunéré.

Les capacités de la fonction publique ont été renforcées et ses performances en matière de prestation de services se sont améliorées conformément aux OMD.

Les réseaux africains d'apprentissage mutuel se multiplient.

Propositions d'action Pour les pays de l'OCDE

- Veiller à ce que les démarches suivies par les donateurs pour aborder le renforcement des capacités soient conformes aux principes du PRCA, en subordonnant l'aide à l'initiative et à l'appropriation nationales. Soutenir des stratégies systémiques de renforcement des capacités, notamment en engageant un dialogue avec les gouvernements et les acteurs non gouvernementaux sur les problèmes systémiques.
- Soutenir des programmes concrets de renforcement des capacités élaborés par les pays africains aux niveaux national, régional et local et dans le cadre de programmes sectoriels.
- Suivre les bonnes pratiques à l'intention des donateurs concernant l'assistance technique et le renforcement des capacités, en évitant les solutions qui entravent la mise en place de capacités systémiques dans les pays partenaires, et veiller notamment à ce que l'octroi de compléments de traitement ne puisse être décidé que dans le cadre d'une réforme globale de la fonction publique.
- Exploiter pleinement les capacités d'analyse dont disposent les pays africains au sein de leurs propres administrations, universités, instituts d'étude, groupes de réflexion et cabinets de conseil implantés localement. Soutenir les travaux de la Fondation pour le renforcement des capacités en Afrique portant sur les instituts d'étude et les réseaux universitaires, en développant parallèlement l'assistance aux établissements universitaires et autres établissements d'enseignement supérieur et de recherche. Faire procéder à des examens par les pairs et assurer la reddition de comptes sur les performances réalisées et les résultats obtenus dans le domaine du renforcement des capacités.
- Soutenir la mise en place de nouveaux processus régionaux visant le renforcement des capacités dans les pays africains, ainsi que les efforts déployés par ces pays pour consolider et rationaliser les mécanismes institutionnels régionaux.
- Coopérer avec les pays africains pour les aider à enrayer le problème de la fuite des cerveaux.
- Prendre en considération les liens existant entre la prévisibilité des apports d'aide et le renforcement des systèmes dans les pays en développement.
- Soutenir le développement de processus africains d'apprentissage et appuyer les programmes/principes produits par ces processus.
- Participer aux processus de suivi établis par les pays africains.

Résultats attendus pour 2007 Pour les pays de l'OCDE

Les donateurs adhèrent aux stratégies nationales et régionales africaines de renforcement des capacités. Des dialogues ont été instaurés au niveau systémique.

Les programmes associant plusieurs donateurs en vue de soutenir les efforts concrets de renforcement des capacités déployés au niveau de pays et de sous-régions d'Afrique se multiplient.

De nouvelles orientations concernant le soutien au renforcement des capacités ont été adoptées par les organismes bilatéraux et multilatéraux et sont largement mises en pratique; elles s'inscrivent dans le prolongement des Principes du CAD de 1992 relatifs aux orientations nouvelles de la coopération technique.

Le centre de gravité de la réflexion sur les problèmes du continent tend à se déplacer vers l'Afrique, mouvement qui se traduit par une évolution sensible de l'origine des travaux d'analyse utilisés par les donateurs. Des efforts sont consentis pour encourager le renforcement des capacités intellectuelles sur un large front au moyen de mesures incitatives/d'assurance-qualité énergiques et à l'aide de dispositifs d'examen par les pairs.

Un soutien efficace est apporté à des initiatives régionales comme le Mécanisme africain d'examen par les pairs, le NEPAD, l'UA, la CEA et les communautés économiques régionales, notamment dans les domaines de la gouvernance, des systèmes de sécurité, des infrastructures, des échanges et de l'investissement, de l'agriculture et de la réforme des mécanismes institutionnels régionaux.

Des programmes sont élaborés ou encouragés afin de favoriser le retour et la mobilisation des intellectuels et hommes d'affaires de la diaspora africaine.

On observe un renforcement des capacités des pays africains dans le domaine de la gestion publique à la mesure de l'amplification des apports de ressources dont ils bénéficient.

Les processus africains d'apprentissage bénéficient, sur demande, d'un soutien modeste. Les résultats de ces exercices sont mis à profit pour infléchir les politiques et les pratiques des donateurs.

Les donateurs contribuent au bon déroulement des opérations de lancement d'examens de suivi du renforcement des capacités.

SECTION III

ACCROÎTRE LE VOLUME ET AMÉLIORER LA QUALITÉ DE L'AIDE ET METTRE EN ŒUVRE LE PLAN DE RÉFORME DE L'AIDE

Engagements souscrits

Principaux constats

Observations

Propositions d'action et résultats attendus

APPORTS D'AIDE: MOBILISER L'AIDE POUR GÉNÉRER UNE CROISSANCE VIGOUREUSE EN AFRIQUE ET ATTEINDRE LES OMD

Engagements souscrits

5



Consensus de Monterrey, 2002

«41. Nous estimons qu'une augmentation importante de l'APD et d'autres ressources sera nécessaire pour que les pays en développement puissent atteindre les objectifs de développement convenus au niveau international, y compris ceux qui figurent dans la Déclaration du Millénaire.»

Déclarations faites à titre individuel par les membres du CAD à Monterrey et après Monterrey, annonçant une augmentation de leur APD.



Engagements pris par le G8 pour la période 2002-2005

L'engagement a été pris lors du Sommet de Kananaskis d'accroître de 50 % les apports d'APD en provenance des pays du G8 et à destination de l'Afrique. A Gleneagles, l'engagement a été pris d'accroître l'APD destinée à l'Afrique de 25 milliards de dollars É.-U. par an jusqu'en 2010, et d'effacer 100% de l'encours de la dette des pays ayant atteint le point d'achèvement de l'initiative PPTE à l'égard du FMI, de l'AID et du Fonds africain de développement (FAD) tout en préservant sur la durée la capacité de financement de l'AID et du FAD.



Sommet du Millénaire+5 des Nations Unies sur les OMD, septembre 2005

Engagements découlant des conclusions du bilan de la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement réalisé pour le Sommet du Millénaire+5 (Section II), et en particulier engagements définis dans les sections concernant respectivement: le Partenariat mondial pour le développement, le financement du développement, la dette et la satisfaction des besoins propres à l'Afrique

APPORTS D'AIDE: MOBILISER L'AIDE POUR GÉNÉRER UNE CROISSANCE VIGOUREUSE EN AFRIQUE ET ATTEINDRE LES OMD

-
- C1** • Des majorations notables des apports d'aide à destination de l'Afrique ont été promises. Les engagements qui ont été pris se traduiront par un doublement d'ici 2010 des sommes que reçoit actuellement l'Afrique au titre de l'aide. Ce surcroît d'aide massif, englobant une annulation de 100% de l'encours de la dette des pays pouvant prétendre au bénéfice de l'initiative PPTE à l'égard des institutions financières internationales, sera capital pour étayer la mise en œuvre de politiques macro-économiques axées sur la croissance, ainsi que la modernisation à grande échelle de l'infrastructure matérielle et l'amélioration du capital humain, conditions indispensables pour que puisse s'enclencher en Afrique une dynamique économique puissante, durable et bénéfique pour les pauvres. Si la nécessité d'accroître les apports d'aide à destination d'un certain nombre de régions du monde est certes urgente et bien légitime, il importe de veiller à ce que les besoins de financement de l'Afrique demeurent au cœur des décisions qui seront prises par les donateurs concernant le volume et l'affectation de leur aide au développement.
-
- C2** • L'objectif ultime est que les économies dynamiques d'Afrique réussissent à terme à faire tourner les rouages d'un système de financement du développement plus autonome et obéissant davantage aux lois du marché. Les pouvoirs publics des pays africains vont être amenés à réfléchir à des scénarios possibles de financement de leur développement réservant un rôle toujours plus important à la mobilisation des ressources intérieures et à l'intermédiation de façon à accéder au bout de chemin à une autonomie financière durable. Même si les apports d'aide s'intensifient à un rythme rapide, il faudra parallèlement consolider les systèmes financiers et fiscaux nationaux afin d'orienter vers des projets d'avenir des recettes intérieures et des flux d'épargne en augmentation.
-
- C3** • Il serait en outre souhaitable que les scénarios de financement de leur développement établis par les pays concernés permettent de comparer les différents canaux et instruments d'acheminement de l'aide en s'appuyant sur des évaluations objectives des coûts et des avantages respectifs de chacun pour que les pouvoirs publics des pays africains puissent aborder dans une optique anticipative la gestion et le pilotage des structures et des réseaux de relations sur lesquels repose le financement du développement.

APPORTS D'AIDE: MOBILISER L'AIDE POUR GÉNÉRER UNE CROISSANCE VIGOUREUSE EN AFRIQUE ET ATTEINDRE LES OMD

- 01 • Les donateurs devront gagner et conserver sur le plan intérieur le soutien politique requis pour pouvoir maintenir et intensifier sensiblement l'effort d'aide à moyen et long terme. Et les bénéficiaires d'aide africains devront de leur côté accepter une aggravation provisoire de leur dépendance vis-à-vis de l'aide.
- 02 • Le surcroît d'aide requis devra être octroyé et géré avec le souci d'assurer une prévisibilité à moyen terme de façon à favoriser le développement de capacités locales dans le domaine de la gestion du développement, ce qui aura des répercussions majeures sur les instruments et les canaux d'acheminement de l'aide utilisés par les donateurs, ainsi que sur les correspondances entre les apports d'aide et les procédures de planification budgétaire et les systèmes de reddition de comptes des pays en développement. Le dialogue entre les donateurs et leurs partenaires africains devra évoluer sensiblement sur ce point dans le contexte du Cadre de dépenses à moyen terme (CDMT).
- 03 • Les difficultés d'absorption de l'aide devront être appréhendées des deux côtés. Donneurs et bénéficiaires devront en effet relever les défis majeurs qui vont obligatoirement de pair avec la réforme de l'aide en cours (voir chapitre 5 et la Déclaration de Paris sur l'efficacité de l'aide adoptée en 2005). Les donateurs vont être contraints d'accroître les capacités de versement de leurs organismes d'aide grâce à un renforcement des ressources humaines et à une accélération des processus de rationalisation de leurs activités. Les pays africains, de leur côté, devront impérativement développer leurs capacités analytiques et administratives pour pouvoir prendre en main sur place la gestion de l'aide et de leur développement.
- 04 • Les schémas de répartition de l'aide sont eux aussi appelés à évoluer sensiblement. Jusqu'à présent, une part importante de l'aide étant accordée sous forme de coopération technique, 30 à 50 % seulement des apports d'APD étaient intégrés dans les cadres budgétaires utilisés par les responsables de la gestion des dépenses publiques des pays africains. Si le scénario qui prévoit une forte augmentation de ce pourcentage se réalise, une part beaucoup plus élevée de l'APD devra être comptabilisée dans les budgets nationaux des pays partenaires.
- 05 • Si l'endettement n'est toujours pas viable, l'annulation de la dette multilatérale a créé un appel d'air sur le plan budgétaire grâce auquel des dépenses ont pu être réalisées en faveur du développement. Dans un grand nombre de pays d'Afrique, le besoin de financement atteint un niveau tel que le service de la dette devrait de fait être assuré, à court et à moyen terme, par les donateurs. Une annulation pure et simple de la totalité de la dette multilatérale mettrait un terme à ce cercle vicieux et libérerait des ressources budgétaires. Les donateurs devraient veiller à éviter une nouvelle accumulation de dettes en privilégiant les dons par opposition aux prêts.
- 06 • Il ne sera possible d'accroître l'aide dans de larges proportions qu'en s'appuyant sur des partenariats et des systèmes de reddition de comptes axés sur le développement. Or ces conditions font souvent défaut d'une part dans les États fragiles, et d'autre part, dans le cadre d'une coopération infrarégionale. Or ces deux situations sont étroitement imbriquées dans les faits puisque la coopération régionale instaurée dans le but de renforcer les infrastructures et les échanges et de développer les relations commerciales se trouve inmanquablement compromise dans les États fragilisés et les zones conflit. Un projet de principes pour l'engagement international dans les États fragiles a été élaboré et est actuellement mis à l'épreuve de la réalité dans un certain nombre de pays. S'agissant de la coopération infrarégionale, un effort particulier devra être consenti pour définir des instruments et des structures juridiques et administratives permettant de financer et de soutenir le développement de grandes infrastructures institutionnelles et matérielles au niveau régional.

APPORTS D'AIDE: MOBILISER L'AIDE POUR GÉNÉRER UNE CROISSANCE VIGOUREUSE EN AFRIQUE ET ATTEINDRE LES OMD

Propositions d'action Pour les pays africains

- Élaborer des scénarios de financement du développement à moyen et long termes destinés à orienter la définition de conditions-cadres dans lesquelles devront s'inscrire l'aide, la mobilisation des ressources intérieures et l'investissement direct étranger.
- Veiller à ce que l'accentuation à court et moyen termes de la dépendance à l'égard de l'aide s'accompagne d'une mobilisation plus forte des ressources intérieures et d'un recours accru à l'intermédiation de sorte que les apports d'aide massifs cèdent peu à peu le pas à une autonomie financière durable.
- Se doter des capacités requises pour étudier les diverses sources dont provient l'aide au développement et les modalités d'acheminement de cette aide et piloter dans une optique anticipative des processus de gestion et de coordination de l'aide.

Résultats attendus pour 2007 Pour les pays africains

De nombreux pays d'Afrique utilisent des scénarios de financement du développement à moyen et long termes pour suivre les progrès accomplis en ce qui concerne la mobilisation des ressources intérieures, l'élargissement et le renforcement des marchés financiers, et le développement de l'IDE.

De bonnes bases administratives et institutionnelles sont jetées pour la mobilisation des ressources intérieures et l'intermédiation, et pour attirer l'investissement étranger.

Les pays africains contribuent activement à définir la composition de l'aide dont ils sont bénéficiaires et pilotent des processus de gestion et de coordination de l'aide.

APPORTS D'AIDE; MOBILISER L'AIDE POUR GÉNÉRER UNE CROISSANCE VIGOUREUSE EN AFRIQUE ET ATTEINDRE LES OMD

Propositions d'action et résultats attendus pour 2007

5

Propositions d'action Pour les pays de l'OCDE

- Respecter les engagements de Monterrey, de Kananaskis et de Gleneagles pour 2006 et 2010.

- Prendre part au processus de planification conjointe CAD/PSA afin d'estimer dans un plan à horizon mobile de trois ans le montant total des apports financiers destinés à l'Afrique conformément à l'engagement qui a été pris d'améliorer la prévisibilité de l'aide.

- Examiner avec les différents pays partenaires africains leurs scénarios indicatifs de financement du développement pour les dix prochaines années et proposer un programme de versement des apports d'aide sur 3 4 ans (voire sur une période plus longue si nécessaire pour bien planifier et gérer les programmes et les projets sectoriels et la réforme de la fonction publique).

- Veiller à ce que les apports d'aide supplémentaires soient pris en compte dans les cadres budgétaires des pays en développement et couverts par les dispositifs locaux de gestion des dépenses publiques et de reddition de comptes.

- Relever le plafond des annulations de dette au titre de l'Initiative PPTE pour le porter à 100 % de la dette multilatérale afin d'éviter que les apports d'aide ne soient réinjectés dans des opérations de refinancement, tout en préservant sur la durée la capacité de financement des institutions financières internationales.

- Veiller à ce que le rapport des dons aux prêts soit suffisant pour que les versements à effectuer au titre du service de la dette n'entraîne pas le pays bénéficiaire dans un nouveau cycle l'obligeant à utiliser les apports d'aide pour financer le service de sa dette, ce qui suppose, pour certains pays, que l'aide soit entièrement dispensée sous forme de dons.

- Exercer un suivi des apports d'aide et de la mobilisation des donateurs dans les États fragiles afin de s'assurer que l'engagement des donateurs se justifie à tous les niveaux par les possibilités existantes de réduire la pauvreté et d'apporter des améliorations sur le plan stratégique/politique.

- Moduler le niveau et les modalités du soutien financier en fonction de l'objectif consistant à promouvoir l'intégration et les infrastructures sous régionales.

Résultats attendus pour 2007 Pour les pays de l'OCDE

Les engagements pour 2006 sont honorés et une planification active des apports d'aide est mise en place afin d'honorer les engagements pris pour 2010.

Les membres du CAD et les institutions multilatérales concernées contribuent au bon fonctionnement du dispositif de planification active des apports d'aide à l'Afrique.

Les donateurs indiquent systématiquement le montant de leurs engagements d'aide pluriannuels aux pays africains qui se sont dotés de cadres budgétaires à moyen terme efficaces.

Une part importante des apports d'aide supplémentaires transite par les cadres budgétaires à moyen terme ou est comptabilisée dans ces cadres.

Les pays pouvant prétendre au bénéfice du dispositif ont vu leur dette multilatérale effacée en totalité conformément aux engagements souscrits à Gleneagles. Les paiements au titre du service de la dette ne viennent pas donc s'ajouter au besoin de financement auquel doit répondre l'aide.

Le rapport des dons aux prêts est calculé de manière à éviter que de nouvelles obligations de remboursement ne restreignent la marge de manœuvre budgétaire dont dépend la possibilité de réaliser des dépenses effectivement consacrées au développement.

Un système de suivi a été mis en place et il est utilisé pour assurer un suivi de l'engagement des donateurs dans les États fragiles.

Les mécanismes de financements et les dispositifs administratifs en faveur de l'intégration et des infrastructures sous-régionales ont manifestement tendance à se développer.

AMÉLIORER LA QUALITÉ DE L'AIDE: ENJEUX ET DÉFIS À RELEVÉ

Engagements souscrits

6

Consensus de Monterrey, 2002

«... Les pays bénéficiaires et les pays donateurs, tout comme les institutions internationales, doivent s'efforcer de rendre l'APD plus efficace. Les institutions multilatérales et bilatérales spécialisées dans le financement et le développement doivent notamment intensifier leurs efforts pour:

- Harmoniser leurs procédures opérationnelles par rapport à la norme la plus élevée afin de réduire les coûts des transactions et assouplir les modalités de décaissement et d'acheminement de l'APD, en tenant compte des besoins et des objectifs nationaux de développement sous le contrôle du pays bénéficiaire;
- Appuyer et encourager les initiatives récentes comme l'abandon de l'aide liée, notamment la mise en oeuvre de la recommandation du Comité d'aide au développement de l'Organisation de coopération et de développement économiques concernant le déliement de l'aide fournie aux pays les moins avancés, que l'OCDE a approuvée en mai 2001. Des efforts supplémentaires doivent être consacrés à la question des restrictions contraignantes;
- Améliorer la capacité d'absorption et la gestion financière des pays bénéficiaires afin de promouvoir l'utilisation des instruments les plus adaptés répondant aux besoins des pays en développement et à la nécessité d'une prévisibilité des ressources, notamment des mécanismes de soutien budgétaire, s'il y a lieu, le tout dans le cadre de consultations;
- Utiliser les cadres de développement qui sont contrôlés et gérés par les pays en développement et qui comportent des stratégies de réduction de la pauvreté, y compris les documents stratégiques sur la lutte contre la pauvreté, pour une prestation d'aide sur demande;
- Améliorer la focalisation de l'APD sur les démunis, la coordination de l'aide et la mesure des résultats...»

Déclaration de Rome sur l'harmonisation et l'alignement adoptée en 2003

Les donateurs et les pays partenaires s'engagent à:

- Veiller à ce que l'aide au développement soit fournie conformément aux priorités des pays partenaires, ... et que les efforts d'harmonisation soient adaptés au contexte des pays.
- Examiner et identifier les voies et moyens de modifier, ... les politiques, les procédures et les pratiques de nos institutions et pays pris individuellement, pour faciliter l'harmonisation. En outre, nous ferons en sorte de réduire les missions, les examens et les rapports des bailleurs de fonds, nous allégerons les conditionnalités, nous simplifierons et harmoniserons les documents.

- Intensifier les efforts déployés par les bailleurs de fonds pour travailler, au niveau national, à travers la coopération déléguée, et accroître la marge de manœuvre du personnel en poste dans les pays pour lui permettre de gérer de façon plus efficace et plus efficiente les programmes et les projets exécutés.
- Développer, à tous les niveaux de nos organisations, des incitations de nature à susciter la reconnaissance par nos services des avantages que comporte l'harmonisation pour une efficacité accrue de l'aide.
- Fournir un appui aux analyses au niveau national de façon à renforcer la capacité des gouvernements à assumer un rôle de chef de fil plus grand et la responsabilité des résultats de développement.
- Élargir ou démarginaliser les actions dans lesquelles le pays joue un rôle de direction pour rationaliser les procédures et les pratiques des bailleurs de fonds, notamment le renforcement de la coopération technique axée sur la demande.
- Continuer de fournir une aide budgétaire, sectorielle ou un appui à la balance des paiements lorsque cela se justifie du point de vue du mandat du bailleurs de fonds, et lorsque des politiques appropriées et des modalités fiduciaires existent.

Recommandation de l'OCDE sur le déliement de l'aide adoptée en 2001

2. «...Le déliement est un processus complexe. Les diverses catégories d'APD appellent des approches différentes, et les mesures que prendront les Membres pour donner suite à la présente Recommandation différeront dans leur portée et dans leur séquence. Cela étant, les Membres du CAD délieront leur APD aux pays les moins avancés dans la plus grande mesure possible, conformément aux critères et procédures définis dans la présente Recommandation:

- i) Les Membres du CAD conviennent de délier, pour le 1 janvier 2002 au plus tard, leur APD aux pays les moins avancés dans les domaines suivants; soutien à la balance des paiements et aide à l'ajustement structurel, remises de dette, aide-programme sectorielle et plurisectorielle, aide au titre des projets d'équipement, soutien des importations et aide sous forme de produits, contrats de services commerciaux et APD consentie à des organisations non gouvernementales pour des activités impliquant la passation de marchés.
- i) En ce qui concerne la coopération technique associée à un projet d'équipement et la coopération technique pure, il est reconnu que la politique des Membres peut être influencée par la nécessité de préserver un minimum d'implication de la population des pays donateurs tout en s'efforçant d'exploiter les compétences disponibles dans les pays partenaires, sans toutefois que soient perdus de vue les objectifs et principes

AMÉLIORER LA QUALITÉ DE L'AIDE: ENJEUX ET DÉFIS À RELEVER

énoncés dans la présente Recommandation. La coopération technique pure est exclue du champ d'application de la présente Recommandation.

i) En ce qui concerne l'aide alimentaire, il est reconnu que la politique des Membres peut être influencée par les débats engagés et les accords conclus dans le cadre d'autres instances internationales concernant cette forme d'aide, sans toutefois que soient perdus de vue les objectifs et principes énoncés dans la présente Recommandation.

3. La présente Recommandation ne s'applique pas aux activités d'un montant inférieur à 700 000 DTS (130 000 DTS dans le cas des activités de coopération technique associée à un projet d'équipement).»

Déclaration de Paris sur l'efficacité de l'aide adoptée en 2005

3. Nous réaffirmons l'engagement que nous avons pris à Rome d'œuvrer à l'harmonisation et à l'alignement de l'aide. Nous nous félicitons que de nombreux donateurs et pays partenaires fassent de l'efficacité de l'aide une priorité première et nous réaffirmons l'engagement que nous avons pris d'accélérer les progrès liés à la mise en oeuvre, en particulier dans les domaines suivants;

- i. Renforcement des stratégies nationales de développement des pays partenaires et des cadres opérationnels correspondants (plans, budgets et cadres d'évaluation des performances, par exemple).
 - ii. Alignement de l'aide sur les priorités, systèmes et procédures des pays partenaires et soutien au renforcement de leurs capacités.
 - iii. Renforcement des obligations mutuelles des donateurs et des pays partenaires à l'égard des citoyens et des instances parlementaires concernant leurs politiques et leurs stratégies de développement, et les résultats obtenus.
 - iv. Suppression des doubles emplois dans les efforts des donateurs et rationalisation de leurs activités pour en optimiser la rentabilité.
 - v. Réforme et simplification des politiques et procédures des donateurs dans un sens qui encourage la collaboration et l'alignement progressif sur les priorités, systèmes et procédures des pays partenaires.
 - vi. Définition de mesures et de normes de performance et de reddition de comptes pour les pays partenaires dans les domaines de la gestion des finances publiques, de la passation des marchés, des garanties fiduciaires et de l'évaluation environnementale, conformément aux bonnes pratiques généralement acceptées, et mise en application rapide et généralisée de celles-ci.
4. Nous nous engageons à prendre des mesures concrètes et efficaces pour lever les obstacles qui subsistent, à savoir en particulier:

- i. Les défaillances des institutions des pays partenaires, qui les empêchent de mettre au point et d'appliquer des stratégies nationales de développement axées sur les résultats.
 - ii. L'incapacité dans laquelle se trouvent les donateurs de fournir aux pays partenaires des engagements pluriannuels qui amélioreraient la prévisibilité des apports d'aide.
 - iii. La délégation insuffisante de pouvoir au personnel de terrain des organismes donateurs et le manque d'incitations de nature à favoriser des partenariats efficaces au service du développement entre les donateurs et les pays partenaires.
 - iv. L'intégration insuffisante des initiatives et programmes mondiaux dans les objectifs plus généraux de développement des pays partenaires, y compris concernant des sujets graves tels que le VIH/sida.
 - v. La corruption et l'absence de transparence, qui hypothèquent l'adhésion de la population, représentent un obstacle à la mobilisation et à l'affectation efficaces des ressources et détournent des ressources d'activités essentielles pour faire reculer la pauvreté et instaurer un développement économique durable. Là où elle existe, la corruption empêche les donateurs de s'appuyer sur les systèmes des pays partenaires.
5. L'amélioration de l'efficacité de l'aide est réalisable et nécessaire quelles que soient les modalités de l'aide. Les donateurs doivent être guidés dans leur choix des modalités de l'aide les plus efficaces par les stratégies et les priorités de développement définies par les pays partenaires. Nous nous efforcerons, à titre individuel et collectif, de choisir et de concevoir des modalités appropriées et complémentaires dans le but d'optimiser leur efficacité globale.
6. Dans le prolongement de la présente Déclaration, nous redoublerons d'efforts afin de faire en sorte que l'aide au développement, y compris les apports accrus promis à Monterrey, soient fournis et utilisés selon des modalités propres à rationaliser la dispersion souvent excessive des activités des donateurs menées aux niveaux local et sectoriel.

Sommet du Millénaire+5 des Nations Unies sur les OMD, septembre 2005

Engagements découlant des conclusions du bilan de la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement réalisé pour le Sommet du Millénaire+5 (Section II), et en particulier engagements définis dans les sections concernant respectivement: le Partenariat mondial pour le développement, le financement du développement et la satisfaction des besoins propres à l'Afrique.

AMÉLIORER LA QUALITÉ DE L'AIDE: ENJEUX ET DÉFIS À RELEVÉ

Principaux constats

6

- C1**
- Sous l'impulsion de la *Déclaration de Rome sur l'harmonisation* adoptée en 2003, l'efficacité de l'aide s'est trouvée propulsée au rang de priorité dans le programme d'action au service du développement. La dynamique de l'amélioration de la qualité de l'aide nourrie par un effort accru d'harmonisation et d'alignement commence à se propager en Afrique. Dans les pays d'Afrique où les pouvoirs publics ont pris en main la gestion de l'aide, des progrès remarquables ont été enregistrés. Et les exemples illustrant la capacité de certains groupes de donateurs de recourir à des solutions novatrices pour mieux coordonner et rationaliser les processus d'aide se multiplient. On est toutefois encore loin d'avoir atteint la masse critique d'actions requises pour faire baisser sensiblement les coûts de transaction dans le domaine de l'aide. Il convient de s'attacher davantage à rationaliser les processus d'aide et à les adapter aux conditions locales, et à réduire le nombre d'exigences à satisfaire, notamment en ce qui concerne les conditionnalités et les dispositifs de suivi. Il est capital de faire preuve de plus d'exigence dans la rationalisation et l'articulation des multiples activités (missions, travaux d'analyse, mécanismes de dialogue, etc.) qui sont menées tous azimuts par les donateurs, souvent sans aucun souci de cohérence. La prévisibilité de l'aide, qu'elle prenne la forme de versements immédiats ou d'engagements à moyen terme concordant avec les cadres de planification des pays partenaires, doit être améliorée. Or il est primordial de progresser sur tous ces fronts à la fois pour permettre aux partenaires d'atteindre les objectifs de développement visés.
- C2**
- La *Déclaration de Paris sur l'efficacité de l'aide*, adoptée en mars 2005 (voir annexe II ci-joint) par un grand nombre de pays en développement (dont trente-six pays d'Afrique), d'organismes donateurs et d'organisations multilatérales, définit un programme ambitieux et volumineux axé sur la réforme des pratiques et des procédures d'acheminement de l'aide et l'amélioration de la capacité des pays partenaires de prendre en main la coordination et la gestion de l'aide et d'obtenir des résultats sur le front du développement. Les mesures prises pour mettre en œuvre ce programme feront l'objet d'un suivi et d'une évaluation systématiques au regard des engagements mutuels et des indicateurs prévus dans la Déclaration aux fins d'améliorer les performances et la transparence.

AMÉLIORER LA QUALITÉ DE L'AIDE: ENJEUX ET DÉFIS À RELEVER

- 01 • Si les pays africains souscrivent en principe pleinement au souci de réduire la charge que représentent les mécanismes d'aide, les progrès dans ce domaine tardent à venir. Une étude réalisée en 2004 par le CAD, dont les résultats figurent dans un document intitulé en anglais OECD-DAC Survey of Progress in Harmonisation and Alignment, et qui a porté sur sept pays d'Afrique, donne à penser que le programme d'action en matière d'harmonisation et d'alignement est souvent mené à l'initiative des donateurs et n'est pas véritablement «pris en main» ou «pilote» par les pouvoirs publics des pays partenaires. Les gouvernements africains doivent prendre en main la gestion de l'aide sur place en proposant aux donateurs extérieurs un projet qui leur permette de coordonner, d'harmoniser et d'aligner leurs apports en fonction des priorités et des systèmes nationaux. Dans beaucoup de pays d'Afrique, le fait que les pouvoirs publics ne soient pas en mesure de gérer et diriger l'action en faveur de l'harmonisation et de l'alignement est la principale pierre d'achoppement. Il faut donc en priorité recenser les lacunes responsables au premier chef de cet état de fait pour mobiliser des ressources et élaborer des plans d'action aux fins d'y remédier. Il convient de tracer un cadre africain pour la gestion de l'aide afin de pouvoir observer au niveau régional les apports d'aide, ainsi que la qualité et l'efficacité de l'aide au développement.
- 02 • Les possibilités qui s'offrent aux donateurs de s'en remettre aux systèmes administratifs et financiers nationaux sont fonction de la qualité et de l'intégrité de ces systèmes. Un effort soutenu, qui suppose la mise à disposition de ressources adéquates, est nécessaire pour renforcer les capacités institutionnelles des pays d'Afrique, condition préalable pour qu'ils puissent assurer la planification, la mise en œuvre et le suivi des programmes de dépenses, ainsi que la discipline budgétaire et la reddition de comptes. C'est là en effet un point capital pour que les donateurs puissent déléguer la gestion de l'aide aux instances locales et pour que les pays puissent s'approprier davantage les programmes d'aide.
- 03 • Les donateurs s'appuient généralement sur les stratégies nationales de lutte contre la pauvreté pour orienter le déploiement de leurs ressources. Dans plusieurs pays d'Afrique sub-saharienne, des groupes de donateurs affectant leur aide au soutien budgétaire progressent de manière satisfaisante en direction de l'alignement sur les procédures et les échéances budgétaires des gouvernements locaux. Les activités relevant de l'aide sectorielle, qui tiennent largement compte de certaines dimensions importantes des impératifs d'harmonisation et d'alignement, gagnent du terrain et se développent à travers le continent. Des difficultés subsistent néanmoins pour l'alignement de l'aide-projet qui, trop souvent encore, échappe au cadre constitué par les structures et les procédures administratives. Pour améliorer la qualité de l'aide, il convient de s'efforcer de renforcer les complémentarités et la cohérence entre les différentes modalités de l'aide, de faire preuve de davantage de souplesse dans l'acheminement de l'assistance technique, et de veiller à ce que la totalité des apports d'aide soit comptabilisée dans les budgets. Il est de plus en plus largement admis qu'il importe d'intégrer les apports de ressources provenant de bailleurs de fonds du monde entier dans les cadres nationaux de planification et de budgétisation; il convient également de donner un coup d'accélérateur aux efforts d'alignement qui sont déployés dans ce contexte.
- 04 • Les donateurs s'attachent avec une attention accrue à coordonner leur action en plaçant celle-ci sous le signe de stratégies sectorielles, et on voit désormais se dessiner une tendance prometteuse à mettre en place des activités conjointes, notamment des missions ou des travaux d'analyse conjoints, ou encore des examens conjoints visant à établir des diagnostics. Les donateurs sont toutefois encore loin d'exploiter toutes les possibilités envisageables pour travailler de concert et simplifier les procédures. La coopération déléguée faisant exception à cette règle, on n'a guère avancé dans l'étude des complémentarités/des avantages comparatifs des uns et des autres et les donateurs restent dans l'ensemble déterminés à garder tous voix au chapitre. Les enjeux sont pourtant de taille; une meilleure harmonisation est en effet nécessaire pour que le système d'aide puisse traiter des apports d'aide croissants.
- 05 • Les solutions novatrices mises au point petit à petit dans certains pays d'Afrique en tenant compte des enseignements de l'expérience méritent d'acquiescer le statut de bonnes pratiques à l'échelle mondiale. Le Partenariat stratégique avec l'Afrique a donné un nouvel élan aux travaux entrepris dans plusieurs pays d'Afrique pour harmoniser et aligner le soutien budgétaire sous la houlette des pouvoirs publics locaux. Par leur rythme et leur portée, les actions engagées au Mozambique, en Ouganda et en Tanzanie font figure de pratiques exemplaires au niveau mondial; elles montrent en effet la voie à suivre pour réaliser des avancées décisives en Afrique dans le domaine de l'harmonisation. Néanmoins, les écueils ne manquent pas; il faudra élaguer des conditionnalités qui sont légions, définir des règles du jeu claires, juguler les facteurs d'instabilité, apprendre à faire face à des tensions politiques imprévues, concilier des points de vue divergents, renforcer la prise en main par l'administration locale. Dans le futur, les gouvernements des pays africains et leurs partenaires au développement devraient s'employer à transformer les accords assortis de conditionnalités en accords négociés prévoyant des engagements réciproques et fixant des critères précis pour vérifier le respect des engagements souscrits.

AMÉLIORER LA QUALITÉ DE L'AIDE: ENJEUX ET DÉFIS À RELEVÉ

- 06** • Le caractère imprévisible des apports d'aide obère lourdement l'aptitude des pays d'Afrique à planifier les dépenses publiques futures et à engager les investissements stratégiques échelonnés dans le temps sans lesquels ils ne peuvent espérer atteindre leurs objectifs de développement à moyen terme. De même, le report de certains versements peut entraîner des suspensions des dépenses publiques, ainsi que des frais financiers. Les apports de ressources hors budget compromettent la sincérité des dotations budgétaires, empêchent l'administration d'exercer pleinement son rôle de surveillance et compliquent la gestion des dépenses. Comme cela a déjà été signalé précédemment, il reste encore beaucoup à faire pour intégrer l'ensemble des apports d'aide dans les cadres budgétaires
- 07** • En général, l'aide liée se révèle coûteuse, inadaptée aux priorités locales et lourde à gérer pour les pays partenaires. Les mouvements à la hausse de la part de l'aide non liée dans l'aide totale à destination de l'Afrique qui ont pu être observés récemment sont en partie le fruit de l'adoption de la Recommandation du CAD de 2001 sur le déliement de l'aide publique au développement aux pays les moins avancés (dont 34 se situent sur le continent africain). Tous les membres du CAD ont procédé au déliement des activités relevant de toutes les catégories d'APD couvertes par la Recommandation; l'impact de ces mesures a toutefois été limité jusqu'ici puisque, selon les estimations, sur la période 1999-2003, la part non liée de l'aide bilatérale à destination de l'Afrique représente en moyenne environ 62% de l'APD bilatérale totale. Le CAD s'est engagé à poursuivre l'effort entrepris en faveur du déliement de l'aide. Il peut à cet effet opter pour un élargissement du champ d'application de la Recommandation à d'autres pays en développement, pour un renforcement de la transparence sur le degré de liaison de la coopération technique ou encore pour une amélioration de l'efficacité de l'aide alimentaire.
- 08** • Dans les pays d'Afrique, les pouvoirs publics s'efforcent d'articuler leurs efforts autour d'un cadre axé sur les résultats qui prend appui sur les objectifs du Millénaire pour le développement. Ils doivent encore faire davantage pour intégrer les résultats à atteindre sur le front du développement dans leurs cadres stratégiques et dans leurs cadres de planification (CSLP, notamment), se préoccuper davantage de mettre en place des systèmes d'information efficaces et d'améliorer les capacités statistiques utilisées pour mesurer et suivre l'impact de l'action gouvernementale (à l'aide de partenariats entre donateurs et pays en développement au service du renforcement des capacités au sein des systèmes statistiques nationaux, ce qu'encourage le consortium PARIS 21). Les donateurs doivent parallèlement placer leurs systèmes de gestion de l'aide sous le signe des résultats. Ils vont avoir fort à faire pour transposer cette volonté de faire prévaloir une culture des résultats dans la gestion au jour le jour de leurs activités d'aide, dans les systèmes d'évaluation et de reddition de comptes, ainsi que dans leurs efforts de communication avec les parties prenantes et avec leurs propres citoyens.

AMÉLIORER LA QUALITÉ DE L'AIDE: ENJEUX ET DÉFIS À RELEVER

Propositions d'action Pour les pays africains

Voir *Déclaration de Paris sur l'efficacité de l'aide* adoptée en 2005 (jointe à l'annexe 2)

Propositions d'action Pour les pays de l'OCDE

Voir *Déclaration de Paris sur l'efficacité de l'aide* adoptée en 2005 (jointe à l'annexe 2)

Résultats attendus pour 2007 Pour les pays africains

Voir *Déclaration de Paris sur l'efficacité de l'aide* adoptée en 2005 (jointe à l'annexe 2)

Résultats attendus pour 2007 Pour les pays de l'OCDE

Voir *Déclaration de Paris sur l'efficacité de l'aide* adoptée en 2005 (jointe à l'annexe 2)

SECTION IV

COHÉRENCE DES POLITIQUES: LES DÉFIS QUE DOIVENT RELEVER LES GOUVERNEMENTS DES PAYS AFRICAINS ET DES PAYS DE L'OCDE

Engagements souscrits

Principaux constats

Observations

Propositions d'action et résultats attendus

OEUVRER À LA COHÉRENCE DES POLITIQUES DES PAYS DE L'OCDE POUR QUE L'AFRIQUE PUISSE ATTEINDRE LES OBJECTIFS DU MILLÉNAIRE POUR LE DÉVELOPPEMENT

Engagements souscrits

7

Déclaration du Millénaire, septembre 2000

Huitième objectif du Millénaire pour le développement: Mettre en place un partenariat mondial pour le développement

Synthèse des plans d'action du NEPAD, juillet 2001

"24. Les ensembles économiques régionaux sont la pièce maîtresse de l'intégration régionale. Nous allons donc les renforcer et les rapprocher de l'Union africaine et de ses programmes.

25. Nous nous félicitons du vif intérêt et du soutien de la communauté internationale pour le NEPAD. Notre intention est de nous appuyer sur ces fondements prometteurs et d'oeuvrer avec nos partenaires pour le développement et l'ensemble de la communauté internationale en vue de;

- Forger de nouvelles formes de coopération internationale permettant un partage plus équilibré des avantages de la mondialisation;
 - Créer un environnement économique stable dans lequel les pays d'Afrique puissent connaître la croissance grâce à un accès plus large de leurs produits d'exportation aux marchés; à la suppression des obstacles commerciaux, en particulier les obstacles non tarifaires et d'autres formes de protectionnisme; à l'augmentation des flux d'investissement étranger; à l'annulation de la dette; à un accroissement significatif de l'APD; et à la diversification de leurs économies.
- Blanchiment d'argent:...les pays d'Afrique souhaitent tout particulièrement recouvrer les avoirs volés placés dans le système financier mondial...

Accès aux marchés: Cette stratégie vise à adopter des cadres juridiques et réglementaires appropriés pour les échanges au niveau national, infrarégional et régional et à adopter une série de mesures pour accroître les échanges entre les pays d'Afrique, promouvoir les exportations et intégrer le commerce africain dans le système commercial international.

Santé: L'objectif du NEPAD est aussi de réduire l'écart 10/90 dans la recherche dans le domaine de la santé où plus de 90% de la recherche mondiale est consacrée à moins de 10% des problèmes de santé, c'est à dire à ceux que connaissent les pays développés...Il sera particulièrement utile que la communauté internationale;.... Soutienne les efforts déployés pour contrebalancer la fuite des cerveaux, notamment en adoptant des méthodes de recrutement éthiques.

Intégration régionale: L'une des grandes priorités du NEPAD est de promouvoir l'intégration régionale sur le continent car les économies africaines sont trop

petites pour générer les économies d'échelle que l'on trouve sur les marchés plus importants. La réduction du fossé en matière d'infrastructures est un élément important de la promotion de l'intégration régionale en Afrique.

Allègement de la dette: ... Le NEPAD est pleinement informé de l'Initiative PPTE. Cependant, le NEPAD est convaincu qu'il est possible de l'améliorer en vue d'accroître les apports de ressources pour réaliser les objectifs spécifiques de lutte contre la pauvreté et exécuter les programmes. Il est convaincu de la nécessité d'annuler ou de remettre la dette et il continuera de plaider en ce sens."

Déclaration ministérielle de Doha, novembre 2001

"1. ...Nous...nous engageons à rejeter le recours au protectionnisme.

2. ...Le commerce international peut jouer un rôle majeur dans la promotion du développement économique et la réduction de la pauvreté. Nous reconnaissons la nécessité pour toutes nos populations de tirer parti des possibilités accrues et des gains de bien-être que le système commercial multilatéral génère. La majorité des Membres de l'OMC sont des pays en développement. Nous visons à mettre leurs besoins et leurs intérêts au centre du Programme de travail adopté dans la présente déclaration.

3. Nous reconnaissons la vulnérabilité particulière des pays les moins avancés et les difficultés structurelles spéciales qu'ils rencontrent dans l'économie mondiale. (ainsi que les paragraphes 13 et 14 sur les engagements concernant l'agriculture, les paragraphes 15 et 16 respectivement sur les services et l'accès aux marchés pour les produits non agricoles, les paragraphes 17 à 23 sur les aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce, et la déclaration distincte sur la santé publique et les médicaments, le paragraphe 27 sur la facilitation des échanges, le paragraphe 23 sur les règles de l'OMC, notamment l'amélioration des disciplines de l'OMC concernant les subventions aux pêcheries, le paragraphe 36 sur le commerce, la dette et les finances, notamment la cohérence des politiques commerciales et financières internationales)."

Consensus de Monterrey, mars 2002

Règlement des problèmes systémiques; renforcement de la cohérence des systèmes monétaires, financiers et commerciaux internationaux d'appui au développement

52. Pour compléter les efforts nationaux de développement, nous reconnaissons qu'il est urgent d'améliorer la gouvernance et la cohérence des systèmes monétaires, financiers et commerciaux internationaux. À cette fin, nous soulignons l'importance

OEUVRER À LA COHÉRENCE DES POLITIQUES DES PAYS DE L'OCDE POUR QUE L'AFRIQUE PUISSE ATTEINDRE LES OBJECTIFS

d'une amélioration de la gouvernance économique mondiale et du renforcement du rôle de premier plan de l'ONU pour promouvoir le développement. Il convient également de renforcer les efforts au niveau national pour améliorer la coordination entre tous les ministères et autres institutions concernées. De même, il faudrait encourager la coordination des programmes et des politiques des institutions internationales et la cohérence sur le plan opérationnel et au niveau international pour atteindre les objectifs de développement de la Déclaration du Millénaire, à savoir croissance économique soutenue, élimination de la pauvreté et développement durable.

Réunion du Conseil de l'OCDE au niveau des Ministres, mai 2002

Programme d'action commun de l'OCDE au service du développement

«...pour leur part, il appartient aux pays développés de porter une attention accrue aux répercussions que leurs propres politiques peuvent avoir sur les pays en développement et de soutenir les efforts déployés par ces derniers, en particulier les moins avancés d'entre eux, pour se doter des capacités qui leur sont nécessaires pour tirer le meilleur parti de l'aide, des échanges et de l'investissement au service de la lutte contre la pauvreté et du développement durable.»

«L'OCDE, quant à elle, exploitera ses atouts pour appuyer ce programme d'action commun au service du développement en s'appliquant à: encourager la cohérence des politiques au service du développement.

5. Le succès de la lutte contre la pauvreté appelle l'adoption de politiques qui se renforcent mutuellement face à tout un éventail de questions d'ordre économique, social et environnemental. Par ses travaux sur la cohérence des politiques au service du développement, l'OCDE aidera à mieux mettre en évidence la dimension développement des politiques des pays Membres, et leurs retombées pour les pays en développement. Il conviendrait d'analyser les arbitrages à opérer et les synergies possibles entre des domaines tels que les échanges, l'investissement, l'agriculture, la santé, l'éducation, l'environnement et la coopération pour le développement afin d'encourager une plus grande cohérence des politiques au service des objectifs de développement convenus à l'échelon international.

6. En mettant davantage en évidence les bienfaits, pour le développement, de systèmes d'échanges et d'investissement fondés sur des règles, ces travaux étayeront les efforts que nous déployons, notamment en promouvant une meilleure intégration des pays en développement dans le système commercial multilatéral, pour obtenir une plus grande ouverture des marchés, à la fois entre pays développés et en développement et entre les pays en développement eux-mêmes, afin de

permettre l'instauration d'une croissance tirée par les exportations, et ils serviront notre objectif d'amélioration de l'accès aux marchés des produits des pays en développement, les moins avancés en particulier.»

9. L'OCDE resserrera sa collaboration avec les non-membres, en particulier les pays en développement, ainsi qu'avec les organisations internationales et d'autres parties prenantes dans le cadre de ses travaux analytiques, de son dialogue sur les politiques à suivre et de ses activités de conseil. Un dialogue plus large et plus efficace ne peut qu'améliorer la qualité de nos efforts au service du développement. L'OCDE rendra compte des initiatives qu'elle aura prises à l'appui de ce programme d'action commun au service du développement au moyen d'examen réguliers et de rapports d'étape

Engagements pris par le G8 pour la période 2001-2005

Engagements pris dans le cadre du Plan d'action du G8 pour l'Afrique lors des Sommets de Gênes, Kananaskis, Evian, Sea Island et Gleneagles pour la paix et la sécurité et le renforcement des institutions et de la gouvernance, en vue de stimuler les échanges, l'investissement, la croissance économique et d'assurer l'instauration d'un développement durable, d'honorer les engagements en matière d'allègement de la dette, d'accroître les connaissances, d'améliorer et de promouvoir l'éducation et de répandre l'utilisation du numérique, d'améliorer la santé et de lutter contre le VIH/sida, d'accroître la productivité agricole et d'améliorer la gestion des ressources en eau.

Programme de travail de DOHA (août 2004)

«... Le Conseil [général de l'OMC] souligne la détermination des Membres à achever le Programme de travail de Doha dans son intégralité et à mener à bien les négociations lancées à Doha.

Le Conseil général exhorte et engage à nouveau les Membres à concrétiser pleinement la dimension développement du Programme de Doha pour le développement, qui met les besoins et les intérêts des pays en développement et des pays les moins avancés au centre du Programme de travail de Doha...

Annexe A

Cadre pour l'établissement de modalités concernant l'agriculture

Annexe B

Cadre pour l'établissement de modalités concernant l'accès aux marchés pour les produits non agricoles

Annexe D

Modalités pour les négociations sur la facilitation des échanges»

OEUVRER À LA COHÉRENCE DES POLITIQUES DES PAYS DE L'OCDE POUR QUE L'AFRIQUE PUISSE ATTEINDRE LES OBJECTIFS

Principaux constats

7

- C1** • La cohérence des politiques nécessite la promotion systématique d'actions qui se renforcent mutuellement dans l'ensemble des ministères et organismes publics. Cette idée vaut aussi pour les groupements régionaux et les organisations internationales. Si l'on ne saisit pas suffisamment bien toutes les conséquences qu'une politique menée dans un domaine donné peut avoir pour les objectifs de l'action publique dans d'autres domaines, et faute d'une coordination solide et constructive entre les différents décideurs, ladite politique risque d'être en contradiction avec d'importants objectifs nationaux, régionaux ou institutionnels ou même d'en compromettre la réalisation. Au niveau national, la cohérence des politiques appelle des stratégies d'élaboration des politiques associant l'ensemble de l'administration et soutenues par des structures institutionnelles qui i) favorisent le dialogue et le débat dans l'ensemble des domaines de l'action publique, ii) renforcent la capacité d'analyse afin que les liens entre les politiques puissent être compris et évalués, et iii) mobilisent le soutien des sphères politiques face à des groupes d'intérêts nationaux forts.
- C2** • Pour les pays de l'OCDE comme pour les pays africains, l'objectif global qui sous-tend la cohérence des politiques au service du développement est la réalisation des OMD, c'est à dire notamment atteindre les niveaux élevés de croissance soutenue nécessaires pour faire reculer la pauvreté. Il incombe aux pays de l'OCDE de veiller à la cohérence entre leur politique de coopération pour le développement et la ligne suivie dans d'autres secteurs de l'action gouvernementale afin de soutenir et de compléter les politiques mises en oeuvre par les pays africains. L'une des difficultés majeures consistera à s'assurer que toute évolution des politiques des pays de l'OCDE rencontre un terrain favorable; les pays africains doivent avoir la capacité de tirer profit des avantages et des possibilités devenus accessibles grâce à tel ou tel changement. Pour les pays africains, assurer la cohérence de leurs propres politiques doit faire partie des priorités institutionnelles et des principaux objectifs du renforcement des capacités.
- C3** • Au niveau stratégique global, la cohérence des politiques au service du développement signifie qu'il faut aligner entre elles les politiques dans les domaines des échanges, de l'aide et de la dette afin de créer l'environnement nécessaire à la croissance sur l'ensemble du continent. Pour ce faire, il faut veiller à ce que la politique menée dans un domaine ne nuise pas aux mesures adoptées dans un autre. Par exemple, un meilleur alignement des politiques permettrait de garantir que i) les apports d'aide créent un environnement favorable à une augmentation des échanges et de la croissance; ii) une augmentation des échanges crée les conditions propices à la poursuite de la croissance; iii) le service de la dette n'ait pas pour effet de réduire l'offre de services publics et de diminuer les investissements requis pour créer et soutenir la croissance. Il y a des signes d'amélioration certaine en ce qui concerne les politiques de la dette mais beaucoup reste encore à faire. Des difficultés demeurent pour renforcer la cohérence des politiques des pays de l'OCDE dans le domaine des échanges et de la dette. En outre, les cadres macro-économiques, les politiques structurelles et les réformes des échanges de chaque pays africain doivent être harmonisés les uns par rapport aux autres selon des modalités propices à la cohérence et à la croissance. Cela suppose notamment une étroite coopération entre les principales organisations internationales à différents stades de l'élaboration des politiques et des opérations.

OEUVRER À LA COHÉRENCE DES POLITIQUES DES PAYS DE L'OCDE POUR QUE L'AFRIQUE PUISSE ATTEINDRE LES OBJECTIFS

- 01** • Les stratégies globales de développement fondées sur les OMD requièrent une solide cohérence des politiques nationales. Cela nécessite des mécanismes de coordination efficaces au niveau du Cabinet, entre les ministères et avec les niveaux d'administration décentralisés. Au niveau consultatif et technique, cela nécessite aussi de disposer d'une capacité d'analyse pour cerner les principaux liens et les principales interactions et ordonnancer les problèmes pour lesquels les capacités de recherche et les analyses nationales sont indispensables.
- 02** • La cohérence et la coordination sont aussi essentielles à la réalisation de l'objectif consistant à faire entendre la voix des pays d'Afrique dans les enceintes et les négociations internationales, et au renforcement de la cohérence des politiques à l'échelon régional et continental concernant i) les objectifs d'intégration; ii) les problèmes d'environnement et de sécurité alimentaire; iii) les normes bancaires et les règles en matière d'infrastructures et iv) les politiques et régimes fiscaux.
- 03** • Agir sur les questions de cohérence des politiques auprès de l'ensemble des gouvernements africains et dans les institutions régionales et infrarégionales nécessitera un resserrement des relations de collaboration entre les gouvernements et les institutions d'une part et d'autre part les milieux intellectuels locaux. Les instituts de recherche, les universités, les centres de réflexion et les réseaux d'apprentissage régionaux ont besoin de soutien pour développer le capital intellectuel de l'Afrique et comprendre le rôle des différentes politiques, leur impact sur la pauvreté et les objectifs de développement et les structures (au sein du gouvernement ou des entités régionales) où ces politiques peuvent être aménagées pour renforcer la cohérence.
- 04** • L'intégration régionale – et les nombreux avantages qu'elle laisse présager pour le commerce et les flux d'investissement intra-africains, la sécurité, les infrastructures, la mobilité de main d'œuvre, les biens publics et le partage de connaissances – est déterminante pour la quête de l'Afrique d'une croissance et d'une prospérité à large assise et d'un solide ancrage dans l'économie mondiale. Cependant, les progrès sont compromis par la multiplication souvent incohérente des entités, missions et initiatives régionales. L'Afrique doit à présent centrer son attention sur la «consolidation» stratégique des efforts d'intégration existants en rationalisant les institutions, protocoles et programmes régionaux, ainsi que le champ des opérations. Le rapport de l'Union africaine et de la CEA sur cette problématique présente les principales options envisageables pour rationaliser et consolider le large éventail des institutions régionales existantes et créer un tout cohérent, interactif et stratégique. L'Afrique doit penser et agir collectivement: il est capital qu'elle adopte des approches régionales, en particulier en ce qui concerne les transports, les communications et les biens publics régionaux dans les domaines de la santé (maladies infantiles, VIH/sida, tuberculose, paludisme) et de l'agriculture (recherche, services de vulgarisation).
- 05** • La trilogie aide-échanges-investissement s'est révélée être l'un des plus puissants moteurs du développement. Cependant, les politiques des pays de l'OCDE et des pays africains ont pour effet d'entraver ou de compromettre l'émergence de cercles vertueux de l'interaction entre l'aide, l'investissement et les échanges sur l'ensemble du continent. De nombreux résultats heureux du point de vue du développement fondés sur la dynamique positive de cette trilogie existent et peuvent servir de modèles et de points de départ permettant d'envisager et de planifier une stratégie panafricaine propre à stimuler l'investissement et les échanges. Il convient d'étudier et d'exploiter les synergies potentielles entre l'aide et l'investissement.
- 06** • La paix et la sécurité sont des conditions sans lesquelles un pays ne peut espérer se développer. La mise en œuvre, par les pays de l'OCDE, de mesures apportant de véritables réponses aux problèmes de la sécurité et des conflits en Afrique servirait l'amélioration de la cohérence, par exemple une plus étroite coordination entre les organismes pour l'analyse stratégique des situations, une aide aux efforts de prévention des conflits et de maintien de la paix consentis par les pays africains, et une attention portée aux politiques en matière de ventes d'armes.
- 07** • L'accès aux soins, à l'éducation et au savoir est capital pour la croissance et le développement. Les pays de l'OCDE sont investis d'une responsabilité particulière à cet égard en vertu de laquelle ils sont censés contribuer à l'acheminement des médicaments et des vaccins nécessaires et à la prévention des maladies, et accroître le nombre de bénéficiaires de produits couverts par la propriété intellectuelle.

OEUVRER À LA COHÉRENCE DES POLITIQUES DES PAYS DE L'OCDE POUR QUE L'AFRIQUE PUISSE ATTEINDRE LES OBJECTIFS

- 08** • Dans un monde qui se mondialise et où la libre circulation des facteurs de production est un principe économique fondamental, il existe une interdépendance entre les flux migratoires et le développement. La coopération internationale dans le domaine des migrations est donc essentielle, et des mesures commencent à être prises par les pays d'Afrique, en concertation avec leurs partenaires développés, pour enrayer la fuite des cerveaux. Il faut exploiter davantage les synergies entre les politiques concernant les migrations, l'aide et la santé.
- 09** • Les prescriptions imposées par les pays de l'OCDE pour des motifs ayant trait à l'environnement risquent d'avoir pour effet de ralentir les exportations de produits en provenance de pays en développement. Les pays de l'OCDE doivent faire preuve d'ouverture et de transparence au stade de la mise au point de ces prescriptions, veiller à diffuser efficacement les informations les concernant et fournir un soutien et des conseils techniques aux pays en développement en vue de les aider à s'y conformer.
- 010** • La corruption, qui empoisonne le climat de l'investissement, ponctionne des ressources financières rares et est contraire à la bonne gouvernance et au progrès du développement, doit être combattue rapidement et sans hésitation par le biais de la mise en oeuvre, par les pays africains et les pays Membres de l'OCDE, de politiques complémentaires. Il conviendrait de promouvoir une plus grande cohérence des politiques, des deux côtés, s'agissant des normes de gouvernance des secteurs privé et public, des paramètres juridiques, des mécanismes d'adjudication des marchés, ou des dispositions pour assurer la transparence et le contrôle. Une attention particulière doit être accordée aux positions des pays de l'OCDE concernant l'immunité, la législation sur le secret bancaire, et le rapatriement des avoirs dérobés, qui créent des incitations opposées aux effets visés et alimentent la fuite des capitaux en Afrique.
- 011** • Il convient aussi d'améliorer la cohérence dans les institutions internationales et les enceintes de négociation. Par exemple, les cadres macro-économiques des pays africains devraient être cohérents avec les scénarios relatifs au financement du développement qui tiennent compte des investissements progressifs, graduels, nécessaires pour réaliser les OMD. Cela nécessitera une plus grande flexibilité ou un ajustement des objectifs budgétaires fixés par les institutions de Bretton Woods. En outre, pour apporter une réponse cohérente essentielle, il conviendrait que la communauté de l'aide améliore la prévisibilité de ses apports en fonction des cadres de dépenses à moyen terme. Par ailleurs, dans les différentes négociations commerciales (Doha, accords de partenariat européens, par exemple), les négociateurs africains devraient être attentifs aux problèmes de cohérence et de compatibilité en ce qui concerne les engagements, les exigences contradictoires, et les compromis.

OEUVRER À LA COHÉRENCE DES POLITIQUES DES PAYS DE L'OCDE POUR QUE L'AFRIQUE PUISSE ATTEINDRE LES OBJECTIFS

Propositions d'action Pour les pays africains

- Renforcer les capacités d'analyse pour repérer les incohérences des politiques et participer efficacement aux négociations et débats internationaux menés dans les domaines concernés.
- Renforcer la capacité de recenser et de promouvoir des domaines d'intérêt commun et de coopération avec les partenaires en développement, ce qui implique une coordination interministérielle efficace.
- Restructurer et rationaliser les institutions régionales et les financer au moyen de ressources financières fiables provenant des pays africains (voir l'étude UA/CEA sur les différentes options envisageables pour la réforme des institutions régionales).
- Adopter des textes et des réglementations qui témoignent d'un effort concerté pour faire reculer la corruption.

Résultats attendus pour 2007 Pour les pays africains

Les pays africains font entendre leur voix dans les débats sur les politiques concernées et influent sur leurs résultats.

Les pays africains sont à l'origine d'initiatives visant à faire jouer les synergies avec les partenaires extérieurs, la coordination interministérielle étant renforcée.

Une stratégie concrète a été arrêtée pour renforcer la cohérence et l'efficacité des structures d'intégration régionale et le processus de réforme est en cours.

Inventaire des textes adoptés et promulgués et bilan de leur application.

OEUVRER À LA COHÉRENCE DES POLITIQUES DES PAYS DE L'OCDE POUR QUE L'AFRIQUE PUISSE ATTEINDRE LES OBJECTIFS

Propositions d'action et
résultats attendus pour 2007

7

Propositions d'action Pour les pays de l'OCDE

- S'attacher à ce que les politiques et scénarios relatifs à l'aide, aux échanges et à la dette renforcent les perspectives de croissance des pays africains.
- Appliquer des mesures institutionnelles concrètes aux échelons régionaux (UE), nationaux et locaux pour améliorer la cohérence des politiques.
- Aider les pays d'Afrique à faire davantage entendre leur voix dans les grandes enceintes internationales.
- S'attacher durablement à aider à prévenir et régler les conflits en Afrique en suivant des approches cohérentes, associant l'ensemble de l'administration, où les communautés de la défense, des affaires étrangères et du développement collaborent les unes avec les autres.
- Accorder un degré élevé de priorité à l'obtention de résultats en matière de développement grâce à un Cycle de Doha pour le développement réussi, comme convenu dans la déclaration ministérielle de Doha et le programme de travail de Doha adopté par l'OMC en août 2004 («ensemble de résultats de juillet»).
- Faciliter la distribution de médicaments conformément aux engagements pris dans le Programme de Doha pour le développement.
- Aider les pays africains à respecter les normes phytosanitaires et à répondre aux normes de qualité pour les produits de consommation.
- Accroître les efforts pour faire appliquer la Convention de l'OCDE sur la lutte contre la corruption.
- Conformément au 'train de mesures de juillet', oeuvrer en faveur d'une plus grande cohérence des approches en matière de renforcement des capacités et d'assistance technique.

Résultats attendus pour 2007 Pour les pays de l'OCDE

- Les politiques relatives à l'aide, aux échanges et à la dette sont compatibles avec une croissance durable et de nature à promouvoir des scénarios permettant d'assurer des équilibres extérieurs viables et un développement du secteur financier intérieur.
- Les progrès accomplis dans l'amélioration des mécanismes institutionnels à l'appui de la cohérence des politiques sont suivis dans le cadre du système des examens par les pairs du CAD.
- Les pays africains ont une influence et un rôle effectifs grandissants dans les grandes enceintes internationales.
- Un soutien efficace et opportun est apporté aux processus africains visant à régler les conflits et à mettre fin aux menaces pesant sur une paix durable grâce à des approches associant l'ensemble de l'administration.
- Des progrès ont été réalisés dans le cadre des négociations du Cycle de Doha pour le développement.
- L'offre de médicaments bon marché répond aux besoins.
- Des programmes d'aide au développement efficaces sont en place pour favoriser le respect des normes et la satisfaction des exigences du marché.
- Le rapport de l'OCDE sur le suivi de la lutte contre la corruption montre que la Convention est davantage appliquée.
- Évaluation conjointe pays africains/OCDE de l'efficacité dans les domaines du renforcement des capacités et de l'assistance technique.

ANNEXES

ANNEXE I APPORTS D'AIDE À L'AFRIQUE: TENDANCES OBSERVÉES AU COURS DE LA DERNIÈRE DÉCENNIE

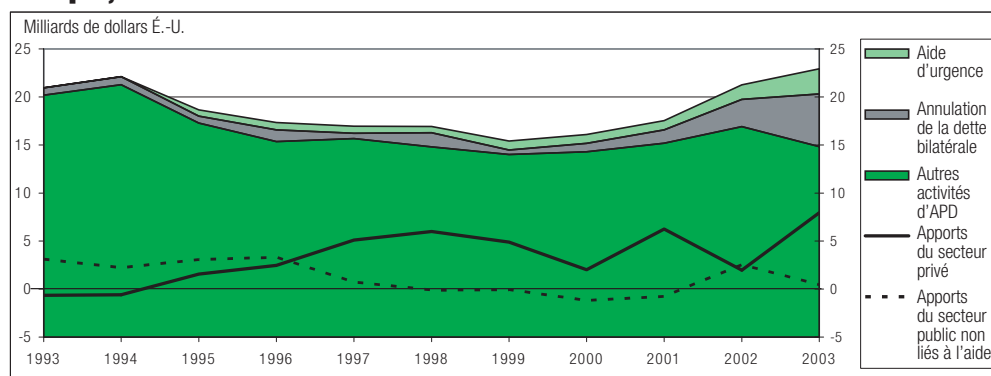
PROJET D'ANNEXE AU CHAPITRE III DU RAPPORT SUR L'EXAMEN MUTUEL 2005

Avec l'allègement de dette, l'APD retrouve ses niveaux du début des années 1990

L'APD des pays du CAD demeure l'apport de ressources financières le plus important pour l'Afrique. Après avoir diminué au milieu des années 90, l'APD à destination de l'Afrique connaît actuellement une forte progression, principalement induite par l'allègement de dette et l'aide d'urgence.

L'investissement direct étranger en provenance des pays du CAD qui a augmenté au milieu des années 90, connaît une progression plus rapide, parfois irrégulière, au début des années 2000. Les flux d'IDE d'autres pays en développement en direction de l'Afrique ont également augmenté par bonds successifs et pourraient égaler les flux d'IDE provenant des pays du CAD¹. Les prêts nets au titre des crédits à l'exportation et les prêts nets du secteur public assortis de conditions non libérales sont restés faibles ou négatifs.

Graphique 1. Aide publique au développement (APD) totale nette, apports du secteur public non liés à l'aide et apports du secteur privé en Afrique, 1993-2003



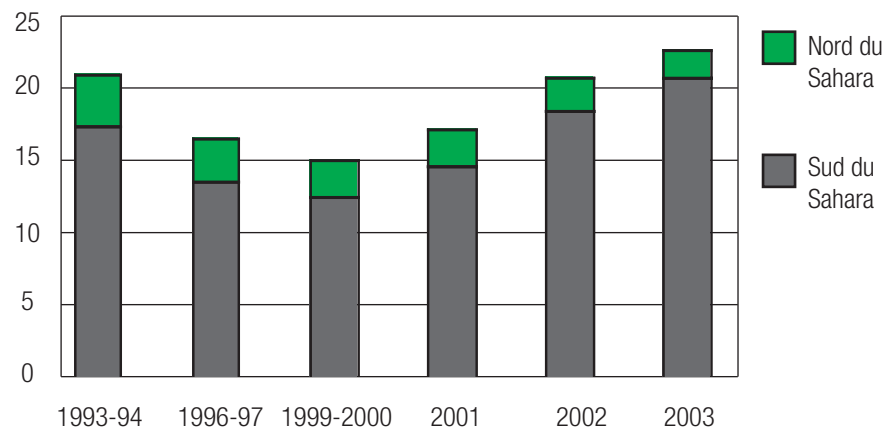
Note : Des données sur l'aide d'urgence ne sont disponibles qu'à partir de 1995.

Les deux phases distinctes de l'évolution de l'APD allouée à l'Afrique au cours de la dernière décennie

L'évolution générale de l'APD à destination de l'Afrique au cours de la décennie écoulée se caractérise par deux phases distinctes: une diminution de 26 pour cent en termes réels entre 1993 et 1999, suivie d'une augmentation de 49% en termes réels entre 1999 et 2003. Durant la première phase, le soutien budgétaire accordé à l'Afrique de l'Ouest a diminué à la suite de la dévaluation du franc CFA et l'aide aux «États en faillite» a été réduite. Durant la deuxième phase, l'allègement de dette et l'aide d'urgence ont été des éléments moteurs essentiels. En 2003, les résultats ont été largement déterminés par une opération d'allègement de dette en faveur de la République démocratique du Congo qui portait sur quelque 4.5 milliards de dollars É.-U.

Graphique 2. Aide publique au développement nette à destination de l'Afrique, 1993-2003 A prix et taux de change constants de 2002

Milliards de dollars É.-U. de 2002

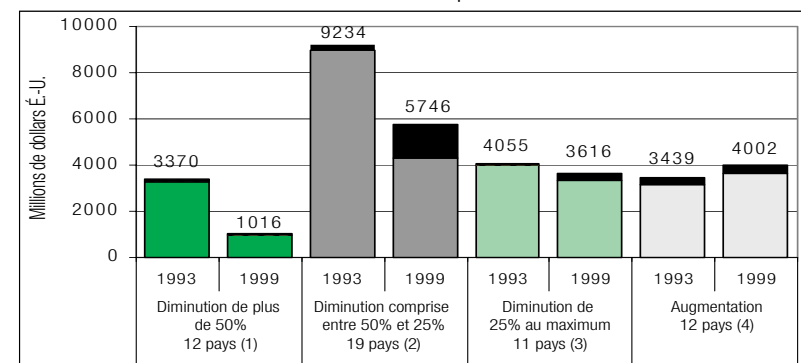


L'APD allouée aux divers pays africains reflète de nombreuses tendances différentes

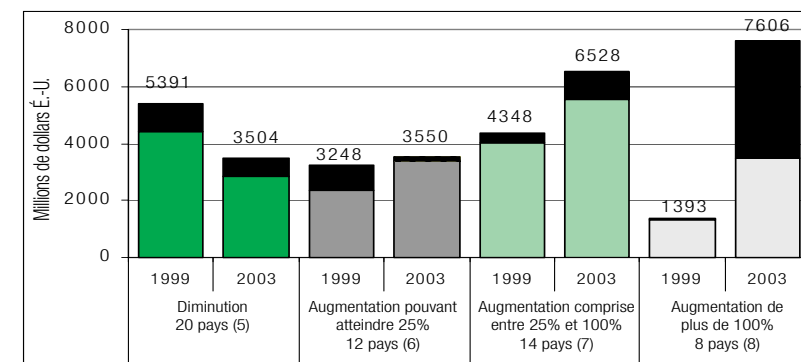
Durant chacune de ces deux phases et entre les deux, les apports d'APD aux différents pays ont considérablement variés. Pour certains pays, l'APD a été réduite de moitié. D'autres l'ont vue doubler.

Graphique 3. Évolutions récentes de l'APD à l'Afrique (montants nets reçus au titre de l'APD, à prix et taux de change constants de 2002)

1993-99: diminution de 26% de l'APD à l'Afrique



1999-2003: augmentation de 49% de l'APD à l'Afrique

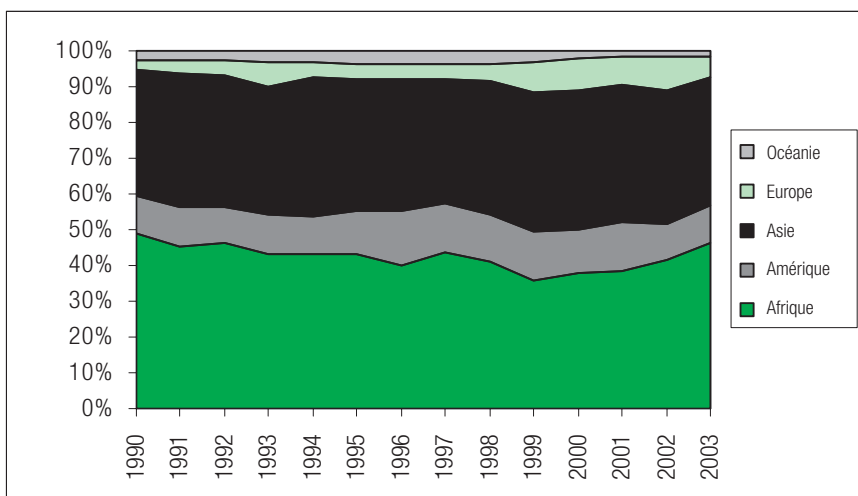


- (1) Botswana, Burundi, Comores, Gabon, Gambie, Guinée équatoriale, Kenya, Lesotho, Sierra Leone, Somalie, Swaziland, Zimbabwe.
 (2) Algérie, Bénin, Côte d'Ivoire, Djibouti, Egypte, Ethiopie, Guinée, Guinée-Bissau, Mauritanie, Mozambique, Niger, Nigéria, République centrafricaine, République démocratique du Congo, Sao Tomé-et-Principe, Seychelles, Soudan, Togo, Zambie.
 (3) Burkina Faso, Cameroun, Ghana, Libéria, Madagascar, Malawi, Mali, Maroc, Ouganda, Sainte-Hélène, Tchad.
 (4) Afrique du Sud, Angola, Cap-Vert, Erythrée, Maurice, Mayotte, Namibie, République du Congo, Rwanda, Sénégal, Tanzanie, Tunisie.
 (5) Botswana, Cap-Vert, Côte d'Ivoire, Djibouti, Egypte, Gabon, Guinée équatoriale, Guinée, Maroc, Maurice, Namibie, République centrafricaine, République du Congo, Rwanda, Sénégal, Seychelles, Swaziland, Togo, Zambie, Zimbabwe.
 (6) Afrique du Sud, Angola, Burkina Faso, Comores, Libéria, Malawi, Mauritanie, Mozambique, Sainte-Hélène, Sao Tomé-et-Principe, Tchad, Tunisie.

L'Afrique reçoit environ 50% de l'APD totale allouée par les membres du CAD

La part de l'Afrique dans l'APD totale allouée par les pays membres du CAD était d'environ 50% au début des années 90. Elle est tombée à 36% en 1999, mais elle est maintenant remontée à 46%. C'est donc l'Afrique qui a le plus profité de la récente augmentation de l'APD. Les montants qu'elle reçoit au titre de l'aide sont les plus élevés de ceux enregistrés dans toutes les grandes régions du monde et l'APD par habitant y est beaucoup plus importante qu'en Amérique ou en Asie.

Graphique 4. Part de l'Afrique dans l'APD totale, 1990-2003



La dépendance à l'égard de l'aide varie beaucoup selon les pays africains

Les 55 pays composant l'Afrique sont très divers tant du point de vue démographique et géographique qu'en termes de progrès politiques et économiques. La dépendance à l'égard de l'APD, qui est mesurée au moyen soit de l'APD par habitant soit de l'APD en pourcentage du RNB, est extrêmement variable.

Tableau 1. APD nette allouée aux différents pays africains, classée suivant l'APD par habitant, le rapport APD/RNB et l'irrégularité des montants reçus au titre de l'APD²

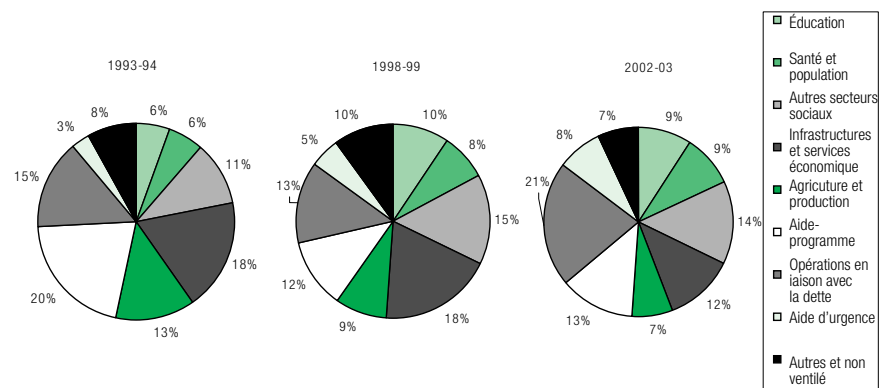
	APD par habitant		APD nette (millions USD de 2002)			APD/RNB		APD nette (millions USD de 2002)			Irrégularité de l'APD (%)		APD nette (millions USD de 2002)	
	2003	1995	2003			2003	1995	2003			1995-2003	1995	2003	
1 Ste Hélène	2151	14	16	1 Sao Tome & Principe	51,8	48	26	1 Namibie	8	156	126			
2 Mayotte	822	84	136	2 Guinée-Bissau	27,5	88	63	2 Mayotte	10	84	136			
3 Cap-Vert	259	97	122	3 Malawi	24,4	368	411	3 Djibouti	11	82	63			
4 Sao Tome & Principe	166	48	26	4 Sierra Leone	23,3	161	178	4 Angola	11	273	240			
5 Seychelles	94	10	8	5 Mozambique	21,8	804	893	5 Sénégal	11	530	387			
6 Djibouti	90	82	63	6 Erythrée	19,3	108	164	6 Egypte	12	1688	661			
7 Namibie	62	156	126	7 Rwanda	17,3	467	287	7 Afrique du Sud	12	362	542			
8 Mauritanie	62	180	167	8 Burundi	15,8	226	105	8 Bénin	13	227	227			
9 Mozambique	48	804	893	9 Cap-Vert	14,9	97	122	9 Tanzanie	14	701	1370			
10 Guinée-Bissau	42	88	63	10 Mauritanie	14,0	180	167	10 Malawi	14	368	411			
11 Mali	38	446	449	11 Tanzanie	14,0	701	1370	11 Burkina Faso	15	402	376			
12 Sénégal	38	530	387	12 Gambie	12,9	41	53	12 Cap-Vert	15	97	122			
13 Ghana	38	531	781	13 Ouganda	12,8	669	774	13 Zimbabwe	15	391	101			
14 Tanzanie	38	701	1370	14 Ethiopie	11,7	641	770	14 Mali	16	446	449			
15 Malawi	38	368	411	15 Mali	10,8	446	449	15 Ste Hélène	16	14	16			
16 Erythrée	37	108	164	16 Niger	10,8	228	293	16 République centrafricaine	16	128	39			
17 Gambie	37	41	53	17 Ghana	10,4	531	781	17 Ghana	17	531	781			
18 Lesotho	37	100	66	18 Djibouti	9,9	82	63	18 Nigeria	17	178	277			
19 Rwanda	35	467	287	19 Burkina Faso	9,0	402	376	19 Sao Tome & Principe	18	48	26			
20 Comores	34	34	20	20 Liberia	9,0	89	34	20 Gambie	20	41	53			
21 Bénin	34	227	227	21 Tchad	8,2	194	199	21 Maroc	20	399	437			
22 Sierra Leone	33	161	178	22 Madagascar	7,7	248	415	22 Ethiopie	21	641	770			
23 Burkina Faso	31	402	376	23 Bénin	6,6	227	227	23 Mauritanie	21	180	167			
24 Ouganda	31	669	774	24 Congo, Rép. dém.	6,5	145	348	24 Togo	21	134	34			
25 Guinée équatoriale	29	28	15	25 Zambie	6,5	1670	270	25 Guinée équatoriale	22	28	15			
26 Tunisie	26	56	259	26 Comores	6,3	34	20	26 Tchad	22	194	199			
27 Zambie	26	1670	270	27 Sénégal	6,0	530	387	27 Ouganda	23	669	774			
28 Niger	25	228	293	28 Guinée	5,3	334	188	28 Mozambique	23	804	893			
29 Madagascar	25	248	415	29 Lesotho	5,0	100	66	29 Comores	24	34	20			
30 Guinée	24	334	188	30 République centrafricaine	3,3	128	39	30 Kenya	24	595	404			
31 Tchad	23	194	199	31 Kenya	3,0	595	404	31 Libéria	25	89	34			
32 Swaziland	20	52	23	32 Namibie	2,6	156	126	32 Cameroun	25	340	202			
33 Angola	18	273	240	33 Angola	2,2	273	240	33 Niger	26	228	293			
34 Burundi	15	226	105	34 Togo	2,0	134	34	34 Somalie	26	97	69			
35 Botswana	15	78	25	35 République du Congo	1,8	101	49	35 Lesotho	27	100	66			
36 Maroc	15	399	437	36 Soudan	1,8	135	291	36 Seychelles	28	10	8			
37 République du Congo	13	101	49	37 Cameroun	1,7	340	202	37 Erythrée	29	108	164			
38 Kenya	13	595	404	38 Swaziland	1,2	52	23	38 Rwanda	30	467	287			
39 Cameroun	13	340	202	39 Seychelles	1,2	10	8	39 Guinée-Bissau	31	88	63			
40 Afrique du Sud	12	362	542	40 Tunisie	1,1	56	259	40 Guinée	32	334	188			
41 Ethiopie	11	641	770	41 Maroc	1,0	399	437	41 Madagascar	33	248	415			
42 République centrafricaine	10	128	39	42 Egypte	0,8	1688	661	42 Burundi	33	226	105			
43 Libéria	10	89	34	43 Nigeria	0,6	178	277	43 Botswana	33	78	25			
44 Egypte	10	1688	661	44 Botswana	0,4	78	25	44 Algérie	38	232	170			
45 Soudan	9	135	291	45 Afrique du Sud	0,3	362	542	45 Soudan	39	135	291			
46 Zimbabwe	8	391	101	46 Côte d'Ivoire	0,3	910	43	46 Swaziland	42	52	23			
47 Somalie	7	97	69	47 Algérie	0,3	232	170	47 Tunisie	46	56	259			
48 Togo	7	134	34	48 Maurice	-0,2	20	-12	48 Maurice	46	20	-12			
49 Congo, Rép. dém.	7	145	348	49 Gabon	-0,2	97	-12	49 Zambie	48	1670	270			
50 Algérie	5	232	170	Guinée équatoriale	28	15	25	50 République du Congo	55	101	49			
51 Côte d'Ivoire	3	910	43	Mayotte	84	136	51	51 Côte d'Ivoire	62	910	43			
52 Nigeria	2	178	277	Somalie	97	69	52	52 Congo, Rép. dém.	77	145	348			
53 Gabon	-9	97	-12	St. Hélène	14	16	53	53 Sierra Leone	79	161	178			
54 Maurice	-10	20	-12	Zimbabwe	391	101	54	54 Gabon	123	97	-12			
Nord du Sahara	11	2429	1598	Nord du Sahara	0,8	2429	1598	Nord du Sahara	29	2429	1598			
Sud du Sahara	18	14331	12829	Sud du Sahara	3,3	14331	12829	Sud du Sahara	29	14331	12829			
Afrique (sans précision)	520	394		Afrique (sans précision)	520	394		Afrique (sans précision)	520	394				
Total Afrique	18	17280	14821	Total Afrique	2,5	17280	14821	Total Afrique	29	17280	14821			

Note : la Libye ne figure pas dans le tableau car elle a été transférée vers la Partie II de la liste des bénéficiaires de l'aide établie par le CAD, le 1er janvier 2000. En conséquence, l'aide à la Libye n'est plus comptabilisable dans l'APD depuis cette date. Pour obtenir des informations sur la liste des bénéficiaires de l'aide établie par le CAD, consulter www.oecd.org/dac/stats/daclist.

Grandes réorientations concernant l'affectation de l'aide et les instruments de l'aide

Entre 1993-1994 et 1998-1999, l'affectation par secteur/objet de l'APD a connu une réorientation majeure, de la production et des infrastructures vers les secteurs sociaux et la gouvernance, ces secteurs continuant depuis lors d'être privilégiés. Sur l'ensemble de la période, la part de l'aide-programme a diminué et le soutien à l'ajustement structurel a été abandonné au profit de l'allègement de dette. La part de l'aide d'urgence a aussi augmenté considérablement.

Graphique 5. Ventilation par secteur de l'APD totale à l'Afrique, 1993-2003



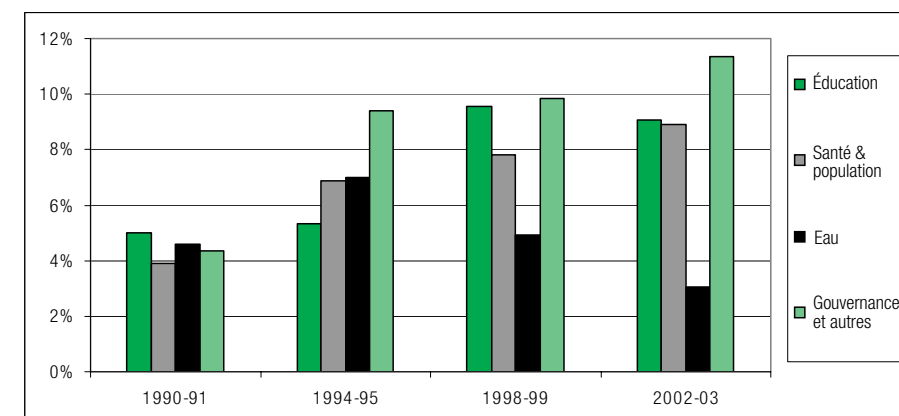
Les secteurs sociaux et la gouvernance bénéficient de parts beaucoup plus importantes de l'aide

Dans le cadre de l'augmentation générale de la part des secteurs sociaux dans l'APD, l'éducation et la santé ont connu une forte progression. Mais l'augmentation la plus importante a concerné les activités liées à la gouvernance.

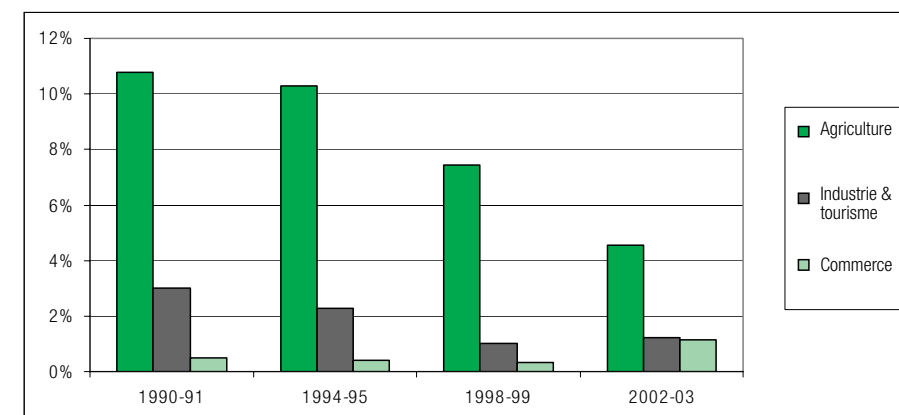
L'APD en faveur de l'agriculture et de l'industrie a diminué sensiblement tant en pourcentage qu'en volume

Les parts en pourcentage et les volumes de l'APD allant à l'agriculture et à l'industrie ont beaucoup diminué. L'APD en faveur du renforcement des capacités commerciales a augmenté à partir de la fin des années 90.

Graphique 6. Part des secteurs sociaux dans l'APD totale à l'Afrique, 1990-2003



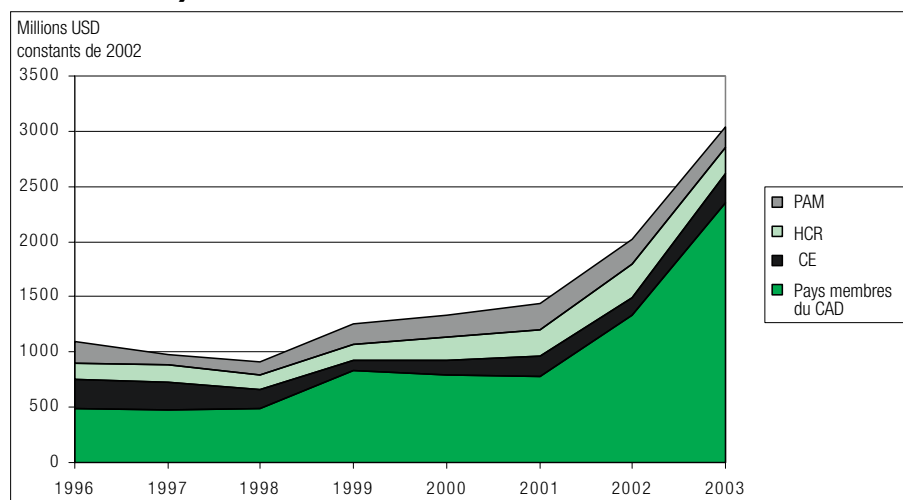
Graphique 7. Part des secteurs productifs dans l'APD totale à l'Afrique, 1990-2003



L'aide d'urgence est en progression

L'aide d'urgence en faveur de l'Afrique a fortement augmenté au cours des deux dernières années. De plus, la composante bilatérale de l'aide d'urgence qui s'établissait à moins de 50% en 1996, atteignait presque 80% en 2003.

Graphique 8. Principales sources de l'aide d'urgence à l'Afrique, 1996-2003, à prix et taux de change constants (millions de dollars É.-U. de 2002)



L'aide sous forme de prêts et de dons en faveur de programmes et de projets a diminué tandis que les remises de dette ont augmenté de façon proportionnelle

La part de l'APD totale allouée sous forme de prêts bilatéraux et de dons en faveur de programmes et de projets est tombée de 56% à 34%, tandis que les remises de dette sont passées de 3% à près de 20% au cours de la décennie 1993/94 – 2002/03. Les dons au titre de la coopération technique ont légèrement diminué en pourcentage de l'APD totale.

Part de l'APD effectivement intégrée aux budgets des pays africains

Une étude entreprise en 2000 par un consultant de l'OCDE au Mali³ a fait apparaître qu'il existe des écarts importants entre l'APD notifiée par les donateurs et l'aide enregistrée dans les systèmes comptables maliens: 60% seulement de l'aide publique au développement que les donateurs ont notifiée au CAD en 1998 a été enregistrée dans la comptabilité malienne. Cet écart s'explique par différents problèmes statistiques, méthodologiques et de comptabilité qui peuvent entraîner un suivi incorrect de l'économie malienne et de graves erreurs dans les comptes économiques nationaux.

Graphique 9. APD brute totale à l'Afrique ventilée par instrument, 1993-2003

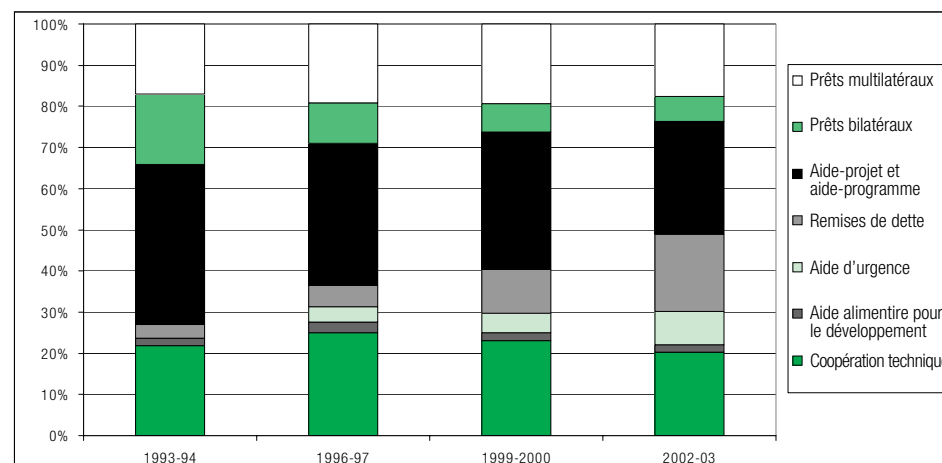


Tableau 2. Estimation des transferts effectifs d'APD aux budgets des gouvernements africains

Milliards de dollars É.-U. constants de 2002

		2001	2002	2003
Dons d'APD	(1)	14,7	17,5	20,8
Prêts bruts d'APD	(2)	5,5	6,6	5,0
APD brute (1)+(2)	(3)	20,2	24,1	25,9
Coopération technique	(4)	4,9	5,3	5,1
Aide alimentaire pour le dév	(5)	0,5	0,5	0,5
dont : Aide d'urgence	(6)	1,4	2,0	3,0
Remises de dette	(7)	1,9	3,4	6,0
APD transitant par les ONG	(8)	0,5	0,6	0,5
APD brute (max) versée sur le budget des gouvernements (3)-(4)-(5)-(6)-(7)-(8)	(9)	11,0	12,4	10,7
en % de l'APD brute (9)/(3)		55%	51%	41%
Pour mémoire :				
Remboursements effectifs de principal	(10)	-2,6	-2,9	-2,5
Paielements d'intérêts	(11)	-0,8	-0,9	-1,0
Transferts nets d'APD (max) aux budgets des gouvernements (9)+(10)+(11)	(12)	7,6	8,5	7,2
en % de l'APD brute (12)/(3)		38%	35%	28%

Source: Statistiques et estimations du CAD.

Le tableau ci-dessus utilise les statistiques du CAD pour estimer quelle part de l'APD notifiée par les donateurs constitue un transfert net effectif d'aide aux gouvernements africains. La méthode utilisée donne à penser qu'environ un tiers seulement de l'APD brute totale allouée à l'Afrique est transférée aux budgets nationaux.

En 2003, les dons d'APD en faveur de l'Afrique se sont élevés à 20,8 milliards de dollars É.-U. et les nouveaux prêts d'APD à 5 milliards de dollars É.-U., soit une APD brute totale de 25,9 milliards de dollars É.-U.. Après déduction des apports qui ne constituent manifestement pas des transferts aux budgets des gouvernements, comme la coopération technique, l'aide alimentaire pour le développement, l'aide d'urgence, les remises de dettes (bilatérales seulement) et l'APD transitant par les ONG⁴, l'APD brute versée aux budgets des gouvernements africains s'est élevée, en 2003, à 10,7 milliards de dollars É.-U. Si l'on déduit les remboursements de principal et les paiements d'intérêts au titre de la dette, 7,2 milliards de dollars É.-U. seulement, soit 28% de l'APD brute totale, ont constitué de nouveaux transferts d'APD aux budgets des gouvernements en 2003.

Dans cette même perspective, la comparaison entre les chiffres de 2001 et de 2003 est intéressante: l'APD bilatérale brute allouée à l'Afrique a augmenté de 5,7 milliards de dollars É.-U. Toutefois, cette augmentation était imputable, dans une large mesure, à l'allègement de dettes bilatérales et à l'aide d'urgence. Si l'on fait abstraction de ces éléments, il apparaît que les transferts nets maximums d'APD aux budgets des gouvernements africains ont en fait diminué de 400 millions de dollars É.-U. entre 2001 et 2003. Un accroissement de l'APD n'implique donc pas nécessairement que les gouvernements des pays en développement disposent de ressources plus importantes.

L'allègement de la dette multilatérale dans le cadre de l'initiative PPTE commence à accroître le volant de ressources budgétaires susceptibles d'être utilisées pour augmenter les dépenses sociales; à la différence du service de la dette bilatérale, il n'est pas possible d'annuler la dette multilatérale ou d'accumuler des arriérés.

L'aide bilatérale allouée à l'Afrique par les États-Unis et l'Europe augmente rapidement: l'Afrique vient au premier rang des priorités pour la plupart des donateurs

L'Afrique est la principale région bénéficiaire de l'APD pour 17 des 22 donateurs bilatéraux du CAD. Les principaux donateurs d'aide bilatéraux à l'Afrique sont les pays de l'UE – en particulier la France – et les États-Unis. Les premiers donateurs multilatéraux sont la Commission européenne et l'IDA.

Graphique 10. APD nette allouée à l'Afrique par donneur, 1990-2003, à prix et taux de change constants

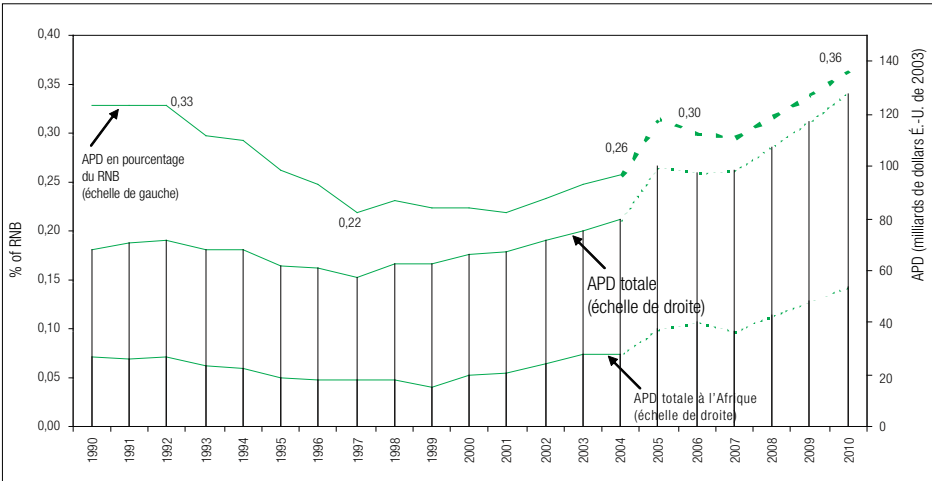


Tableau 3. Perspectives d'évolution de le volume net de l'APD des membres du CAD: simulation effectuée d'après les annonces faites dans le contexte de Monterrey et depuis cette conférence¹

Pays	2004		Hypothèses	2006				2010			
	APD nette (provisoire)	APD/ RNB		APD nette	APD/ RNB	Variation réelle de l'APD par rapport à 2004		APD nette	APD/ RNB	Variation réelle de l'APD par rapport à 2004	
						(mn de \$)	%			(mn de \$)	%
Allemagne	7 534	0,28%	0,33% en 2006 et 0,51% en 2010	9 271	0,33%	1 737	23%	15 509	0,51%	7 975	106%
Autriche	678	0,23%	0,33% en 2006 et 0,51% en 2010	1 000	0,33%	322	48%	1 673	0,51%	995	147%
Belgique ²	1 463	0,41%	0,7% en 2010	1 815	0,49%	351	24%	2 807	0,70%	1 344	92%
Danemark	2 037	0,85%	Minimum 0,8%	2 037	0,81%	0	0%	2 185	0,80%	148	7%
Espagne ^{2,3}	2 437	0,24%	0,5% en 2008 et 0,7% en 2012	3 569	0,33%	1 132	46%	6 925	0,59%	4 488	184%
Finlande ^{2,3}	655	0,35%	0,44% en 2007 et 0,7% en 2010	797	0,41%	141	22%	1 475	0,70%	820	125%
France ²	8 473	0,41%	0,5% en 2007 et 0,7% en 2012	9 983	0,47%	1 510	18%	14 110	0,61%	5 638	67%
Grèce	465	0,23%	0,33% en 2006 et 0,51% en 2010	715	0,33%	251	54%	1 196	0,51%	732	158%
Irlande	607	0,39%	0,5% en 2007 et 0,7% en 2012	765	0,44%	158	26%	1 121	0,60%	514	85%
Italie	2 462	0,15%	0,33% en 2006 et 0,51% en 2010	5 537	0,33%	3 075	125%	9 262	0,51%	6 801	276%
Luxembourg ²	236	0,83%	1% en 2009	272	0,90%	36	15%	328	1,00%	93	39%
Pays-Bas	4 204	0,73%	Minimum 0,8% ⁹	4 801	0,82%	598	14%	5 070	0,80%	867	21%
Portugal ⁴	1 031	0,63%	0,33% en 2006 et 0,51% en 2010	558	0,33%	- 474	-46%	933	0,51%	- 98	-10%
Royaume-Uni ^{2,3}	7 883	0,36%	0,47% en 2007-08 et 0,7% en 2013	9 602	0,42%	1 719	22%	14 600	0,59%	6 717	85%
Suède	2 722	0,78%	1% en 2006	3 719	1,00%	997	37%	4 025	1,00%	1 303	48%
Membres CAD de l'UE, Total	42 886	0,35%		54 440	0,43%	11 554	27%	81 221	0,59%	38 335	89%
Australie	1 460	0,25%	0,36% en 2010	1 768	0,28%	308	21%	2 460	0,36%	1 000	68%
Canada ⁵	2 599	0,27%	8% d'augmentation annuelle jusqu'en 2010	2 897	0,28%	297	11%	3 648	0,33%	1 049	40%
États-Unis ⁸	19 705	0,17%	Voir la note 4	24 000	0,19%	4 295	22%	24 000	0,18%	4 295	22%
Japon ⁶	8 906	0,19%	Voir la note 5	9 906	0,20%	1 000	11%	11 906	0,22%	3 000	34%
Norvège	2 199	0,87%	1% sur la période 2006-09	2 657	1,00%	458	21%	2 876	1,00%	677	31%
Nouvelle-Zélande	212	0,23%	0,27% en 2005-06 et 0,28% en 2007-08	258	0,27%	46	22%	289	0,28%	77	36%
Suisse ⁷	1 545	0,41%	Voir la note 6	1 596	0,41%	51	3%	1 728	0,41%	182	12%
Membres du CAD, total	79 512	0,26%		97 520	0,30%	18 008	23%	128 128	0,36%	48 616	61%

1 Novembre 2005: simulation CAD, valeurs constantes 2004 millions de dollars É.-U.
2 Les rapports APD/RNB ont été obtenus par interpolation entre 2004 et l'année visée.
3 L'Espagne a pour objectif d'atteindre au minimum 0,5% d'ici 2008, puis 0,7% d'ici 2012; la Finlande a pour objectif d'atteindre 0,7% d'ici 2010 "en fonction des circonstances économiques"; le Royaume-Uni a annoncé un calendrier qui permettra d'atteindre 0.7% d'ici 2013.
4 L'APD du Portugal en 2004 était au-dessus de la tendance habituelle dû à une opération exceptionnelle de remise de dette à l'Angola.
5 Le Canada a l'intention de doubler le niveau 2001 de son Enveloppe de l'aide internationale (EAI) d'ici 2010 en termes nominaux. La portion d'APD estimée dans ce tableau, fournie par les autorités canadiennes, comprend des ajustements pour l'inflation (environ 2% par an) et pour les dépenses d'APD en dehors de l'EAI.
6 Au cours des cinq prochaines années (2005 - 2009), le Japon a l'intention d'augmenter son volume d'APD de 10 milliards de \$ au total par rapport à son volume d'APD nette en 2004. La projection du Secrétariat suppose que l'APD aura augmenté de 1 milliard de \$ en 2006 et de 3 milliards de \$ en 2010 par rapport à 2004.
7 L'APD de la Suisse va augmenter de 8% en termes nominaux de 2005 à 2008. Un nouvel objectif sera déterminé pour les années suivantes. La projection du Secrétariat suppose que le ratio APD/RNB de 0,41% sera maintenu en 2006 et 2010.
8 Projection du Secrétariat basée sur l'APD 2004 plus 5 milliards de \$ par an au titre des engagements pris au sommet du G8 de Gleneagles sur l'augmentation de l'aide à l'Afrique, ainsi qu'au titre du Millennium Challenge Account, et des initiatives sur le SIDA, la malaria et l'aide humanitaire.
9 En 2004, l'APD des Pays-Bas était en-dessous de leur objectif, car l'Inde a remboursé tous ses prêts envers les Pays-Bas. Les Pays-Bas ont l'intention de maintenir leur objectif de 0,8% du RNB, en moyenne, au cours de la période 2004-07.

Graphique 11. APD des membres du CAD pour la période 1990 2003 et simulations pour 2006 et 2010, sur la base des engagements pris à Monterrey et depuis cette conférence



Notes

1. L'IDE provenant de pays non membres de l'OCDE n'est pas pris en compte dans le graphique. Les données émanent de la CNUCED.
2. Dans ce tableau, l'APD ne comprend pas l'aide d'urgence et l'annulation des dettes bilatérales.
3. «*La comptabilisation des flux d'aide au Mali*» (Août 2000).
4. Les statistiques du CAD ne donnent pas la ventilation régionale de l'APD transitant par les ONG. Toutefois, il ressort des statistiques globales du CAD que quelque 10% de l'APD bilatérale totale transitent par les ONG; ce pourcentage a été appliqué à l'APD bilatérale totale des pays membres du CAD en faveur de l'Afrique pour obtenir des estimations pour le tableau 2.

ANNEXE II DÉCLARATION DE PARIS SUR L'EFFICACITÉ DE L'AIDE AU DÉVELOPPEMENT

**Appropriation,
harmonisation,
alignement,
résultats et
responsabilité
mutuelle**

I. EXPOSÉ DES RÉOLUTIONS

1. Nous, ministres de pays développés et de pays en développement chargés de la promotion du développement, et responsables d'organismes bilatéraux et multilatéraux d'aide au développement, réunis à Paris le 2 mars 2005, prenons la résolution de mener des actions ambitieuses, se prêtant à un suivi, afin de réformer nos modalités d'acheminement et de gestion de l'aide dans la perspective du bilan après cinq ans, qui doit être effectué plus tard dans l'année dans le cadre des Nations unies, de la mise en œuvre de la Déclaration du millénaire et des Objectifs du millénaire pour le développement (OMD). Comme à Monterrey, nous reconnaissons que si la réalisation de ces objectifs suppose un accroissement des volumes d'aide et d'autres ressources affectées au développement, une augmentation significative de l'efficacité de l'aide est également nécessaire pour soutenir les efforts déployés par les pays partenaires en vue de renforcer la gouvernance et d'améliorer les résultats obtenus sur le front du développement. Cela importera d'autant plus si les initiatives actuelles et à venir conduisent à d'autres augmentations significatives de l'aide.

2. Lors de ce Forum de haut niveau sur l'efficacité de l'aide, nous sommes partis de la déclaration adoptée au Forum de haut niveau sur l'harmonisation tenu à Rome (en février 2003) et des principes-clés proposés à la Table ronde sur la gestion axée sur les résultats en matière de développement qui a eu lieu à Marrakech (en février 2004), car nous estimons qu'ils augmenteront les effets de l'aide sur la réduction de la pauvreté et des inégalités, la consolidation de la croissance, le renforcement des capacités et l'accélération des avancées vers les OMD.

Redoubler d'efforts pour accroître l'efficacité de l'aide

3. Nous réaffirmons l'engagement que nous avons pris à Rome d'œuvrer à l'harmonisation et à l'alignement de l'aide. Nous nous félicitons que de nombreux donateurs et pays partenaires fassent de l'efficacité de l'aide une priorité première et nous réaffirmons l'engagement que nous avons pris d'accélérer les progrès liés à la mise en œuvre, en particulier dans les domaines suivants;

- i. Renforcement des stratégies nationales de développement des pays partenaires et des cadres opérationnels correspondants (plans, budgets et cadres d'évaluation des performances, par exemple).
- ii. Alignement de l'aide sur les priorités, systèmes et procédures des pays partenaires et soutien au renforcement de leurs capacités.
- iii. Renforcement des obligations mutuelles des donateurs et des pays partenaires à l'égard des citoyens et des instances parlementaires concernant leurs politiques et leurs stratégies de développement, et les résultats obtenus.
- iv. Suppression des doubles emplois dans les efforts des donateurs et rationalisation de leurs activités pour en optimiser la rentabilité.
- v. Réforme et simplification des politiques et procédures des donateurs dans un sens qui encourage la collaboration et l'alignement progressif sur les priorités, systèmes et procédures des pays partenaires.
- vi. Définition de mesures et de normes de performance et de reddition de comptes pour les pays partenaires dans les domaines de la gestion des finances publiques, de la passation des marchés, des garanties fiduciaires et de l'évaluation environnementale, conformément aux bonnes pratiques généralement acceptées, et mise en application rapide et généralisée de celles-ci.

4. Nous nous engageons à prendre des mesures concrètes et efficaces pour lever les obstacles qui subsistent, à savoir en particulier:

- i. Les défaillances des institutions des pays partenaires, qui les empêchent de mettre au point et d'appliquer des stratégies nationales de développement axées sur les résultats.
- ii. L'incapacité des donateurs de fournir aux pays partenaires des engagements pluriannuels qui amélioreraient la prévisibilité des apports d'aide.

- iii. La délégation insuffisante de pouvoir au personnel de terrain des organismes donateurs et le manque d'incitations de nature à favoriser des partenariats efficaces au service du développement entre les donateurs et les pays partenaires.
- iv. L'intégration insuffisante des initiatives et programmes mondiaux dans les objectifs plus généraux de développement des pays partenaires, y compris concernant des sujets graves tels que le VIH/sida.

v. La corruption et l'absence de transparence, qui hypothèquent l'adhésion de la population, représentent un obstacle à la mobilisation et à l'affectation efficaces des ressources et détournement des ressources d'activités essentielles pour faire reculer la pauvreté et instaurer un développement économique durable. Là où elle existe, la corruption empêche les donateurs de s'appuyer sur les systèmes des pays partenaires.

5. L'amélioration de l'efficacité de l'aide est réalisable et nécessaire quelles que soient les modalités de l'aide. Les donateurs doivent être guidés dans leur choix des modalités de l'aide les plus efficaces par les stratégies et les priorités de développement définies par les pays partenaires. Nous nous efforcerons, à titre individuel et collectif, de choisir et de concevoir des modalités appropriées et complémentaires dans le but d'optimiser leur efficacité globale.

6. Dans le prolongement de la présente Déclaration, nous redoublerons d'efforts afin de faire en sorte que l'aide au développement, y compris les apports accrus promis à Monterrey, soient fournis et utilisés selon des modalités propres à rationaliser la dispersion souvent excessive des activités des donateurs menées aux niveaux local et sectoriel.

S'adapter à des situations nationales diverses

7. L'amélioration de l'efficacité de l'aide est également nécessaire dans les situations complexes soulevant des problèmes particuliers, comme celle qui a résulté du tsunami qui a frappé les pays bordant l'Océan Indien le 26 décembre 2004. Dans ces situations, il y a lieu de veiller à l'harmonisation de l'aide humanitaire et au développement venue du monde entier, dans le respect des objectifs de renforcement de la croissance et de réduction de la pauvreté des pays partenaires. Dans les États fragiles, à l'occasion de nos actions d'appui au renforcement des institutions et à la fourniture des services essentiels, nous veillerons à ce que les principes d'harmonisation, d'alignement et de gestion axée sur les résultats soient adaptés aux environnements caractérisés par la déficience des structures de gouvernance et le manque de capacités. De manière générale, nous accorderons une attention accrue à ces situations complexes dans nos efforts d'amélioration de l'efficacité de l'aide.

Préciser des indicateurs, un calendrier et des objectifs-cibles

8. Nous reconnaissons que les réformes préconisées dans la présente Déclaration nécessiteront le soutien persistant des plus hautes sphères politiques, une pression des pairs et une action

coordonnée aux niveaux mondial, régional et local. Nous nous engageons à accélérer le rythme des changements grâce à la mise en œuvre, dans un esprit de responsabilité mutuelle, des engagements de partenariat présentés dans la Section II, et à mesurer les progrès accomplis à l'aune des 12 indicateurs spécifiques dont nous sommes convenus ce jour et qui figurent dans la section III de la présente Déclaration.

9. Nous convenons de la nécessité de fixer des objectifs-cibles pour 2010 afin d'accélérer les progrès. Ces objectifs-cibles, qui impliqueront des actions de la part des donateurs comme des pays partenaires, sont conçus pour suivre et encourager les progrès réalisés au niveau mondial par les pays et organismes qui ont souscrit à la présente Déclaration. Ils n'ont pas pour vocation de préjuger des objectifs-cibles que les pays partenaires pourraient souhaiter définir à titre individuel, ni de se substituer à eux. Nous sommes convenus aujourd'hui de fixer cinq premiers objectifs-cibles sur la base des indicateurs figurant dans la Section III. Nous sommes convenus également de réexaminer ces premiers objectifs-cibles et d'adopter les objectifs-cibles correspondant aux autres indicateurs mentionnés dans la Section III avant l'Assemblée générale des Nations unies de septembre 2005. Nous demandons en conséquence à la structure fondée sur un partenariat entre donateurs et pays partenaires hébergée par le CAD d'engager de toute urgence les travaux à cet effet. Nous nous félicitons par ailleurs des initiatives mises en place par les pays partenaires et les donateurs en vue d'établir leurs propres objectifs-cibles d'amélioration de l'efficacité de l'aide dans le cadre des engagements de partenariat et des indicateurs convenus. Un certain nombre de pays partenaires ont par exemple présenté des plans d'action et un grand nombre de donateurs ont annoncé de nouveaux engagements importants. Nous invitons tous les participants qui souhaitent communiquer sur ces initiatives à fournir, avant le 4 avril 2005, les informations correspondantes pour publication.

Contrôler et évaluer les progrès dans la mise en œuvre

10. Parce que qu'il est impératif d'apporter la preuve que des progrès tangibles sont réalisés sur le terrain, nous procéderons, sous la conduite du pays partenaire, à une évaluation périodique tant qualitative que quantitative de nos progrès mutuels au niveau national dans la mise en œuvre des engagements convenus à l'appui de l'efficacité de l'aide. Dans ce contexte, nous mettrons à profit les mécanismes appropriés existant au niveau des pays.

11. Au niveau international, nous appelons la structure fondée sur le partenariat entre donateurs et pays partenaires hébergée par le CAD à élargir le nombre de pays partenaires participant au processus et, d'ici la fin 2005, à proposer des dispositifs pour le suivi à moyen terme des engagements énoncés dans la présente Déclaration. En attendant, nous chargeons la structure de coordonner le suivi international des indicateurs de progrès qui figurent dans la Section III, d'affiner les objectifs-cibles en tant que de besoin, de fournir les orientations appropriées pour l'établissement de données de référence,

et d'aider à l'élaboration de méthodes cohérentes d'agrégation des informations relatives à différents pays dont une synthèse sera présentée dans un rapport périodique. Nous utiliserons également les mécanismes existants d'examen par les pairs et les études régionales pour accroître les chances de progresser dans cette voie. Nous étudierons par ailleurs la possibilité d'effectuer des exercices indépendants de suivi et d'évaluation à l'échelle internationale – sans pour autant imposer une charge de travail supplémentaire aux partenaires – afin que soient réunies des informations plus complètes sur la contribution qu'apporte l'amélioration de l'efficacité de l'aide à la réalisation des objectifs de développement.

12. Afin de confirmer l'importance accordée à la mise en œuvre, nous prévoyons de nous retrouver en 2008 dans un pays en développement et d'effectuer deux exercices de suivi avant de faire le point sur les progrès accomplis dans la mise en œuvre de la présente Déclaration.

II. ENGAGEMENTS DE PARTENARIAT

13. Conçus dans un esprit de responsabilité mutuelle, les présents engagements de partenariat s'appuient sur les enseignements tirés de l'expérience. Nous sommes conscients qu'ils doivent être interprétés à la lumière de la situation propre à chaque pays partenaire.

APPROPRIATION

Les pays partenaires exercent une réelle maîtrise sur leurs politiques et stratégies de développement et assurent la coordination de l'action à l'appui du développement

14. Les **pays partenaires** s'engagent à:

- S'investir du premier rôle dans l'élaboration et la mise en œuvre de leurs stratégies nationales de développement¹, dans le cadre d'un vaste processus de consultation.
- Traduire ces stratégies nationales de développement en programmes opérationnels axés sur les résultats intégrant une hiérarchisation des priorités, tels qu'exprimés dans les cadres de dépenses de moyen terme et les budgets annuels (**Indicateur 1**).
- Assurer la conduite de la coordination de l'aide à tous les niveaux et des autres ressources affectées au développement, en consultation avec les donateurs et en encourageant la participation de la société civile et du secteur privé.

15. Les **donneurs** s'engagent à:

- Respecter le rôle prédominant des pays partenaires et les aider à renforcer leur capacité à exercer ce rôle.

ALIGNEMENT

*Les **donneurs** font reposer l'ensemble de leur soutien sur les stratégies nationales de développement, les institutions et les procédures des pays partenaires*

Les donateurs s'alignent sur les stratégies des pays partenaires

16. Les donateurs s'engagent à;

- Faire reposer l'ensemble de leur soutien — stratégies-pays, dialogue sur les politiques à suivre et programmes de coopération pour le développement — sur les stratégies nationales de développement des pays partenaires et les rapports périodiques sur l'avancement de l'exécution de ces stratégies² (**Indicateur 3**).
- Tirer autant que possible leurs conditionnalités des stratégies nationales de développement des pays partenaires ou des examens annuels de l'avancement de la mise en œuvre de ces stratégies. L'inclusion de conditions supplémentaires doit être dûment justifiée et leur application doit se faire de manière transparente et en consultation étroite avec les autres donateurs et parties prenantes.
- Lier leur financement à une série unique de conditions et/ou à un ensemble raisonnable d'indicateurs dérivés des stratégies nationales de développement. Tous les donateurs ne sont pas pour autant tenus d'imposer des conditions identiques, mais les conditions appliquées par chaque donneur doivent être dérivées d'un cadre commun rationnel ayant pour objectif l'obtention de résultats durables.

Les donateurs utilisent des systèmes nationaux consolidés

17. L'utilisation des structures institutionnelles et des systèmes nationaux pour la gestion de l'aide, lorsque ceux-ci permettent d'être raisonnablement sûr que cette dernière sera effectivement mise au service des objectifs convenus, accroît l'efficacité de l'aide en renforçant durablement la capacité des pays partenaires d'élaborer et de mettre en œuvre des politiques, et de rendre des comptes à la population et aux instances parlementaires. Par systèmes et procédures des pays partenaires, il faut généralement entendre, mais pas seulement, les dispositifs et procédures en vigueur à l'échelon national en matière de gestion des finances publiques, de comptabilité, d'audit, de passation des marchés, d'élaboration de cadres de résultats et de suivi.

18. Les études de diagnostic sont une source importante – et croissante – d'information, pour les pouvoirs publics et les donateurs, sur l'état des systèmes nationaux des pays partenaires. Les pays partenaires et les donateurs ont les uns comme les autres intérêt à pouvoir surveiller les progrès accomplis au fil du temps dans l'amélioration de ces systèmes. Ils y seront aidés par la mise en place d'un cadre d'évaluation des performances, et d'un ensemble associé de réformes, s'appuyant sur les informations fournies dans les études de diagnostic et les travaux d'analyse connexes.

19. Les **pays partenaires** et les **donneurs** s'engagent conjointement à:

- Œuvrer ensemble à la mise en place de cadres définis d'un commun accord, propres à permettre une évaluation fiable de la performance et de la transparence des systèmes des pays partenaires ainsi que des obligations de compte qu'ils comportent (**Indicateur 2**).

- Intégrer les études de diagnostic et les cadres d'évaluation des performances dans des stratégies de renforcement des capacités placées sous la conduite des pays partenaires.

20. Les **pays partenaires** s'engagent à:

- Réaliser des études de diagnostic fournissant une évaluation fiable des procédures et systèmes nationaux.
- Entreprendre, sur la base de ces études de diagnostic, des réformes de nature à garantir l'efficacité, la responsabilité et la transparence des systèmes, institutions et procédures de gestion de l'aide et autres ressources affectées au développement en place à l'échelon national.
- Entreprendre les réformes, dans le domaine de la gestion publique par exemple, qui peuvent s'avérer nécessaires pour enclencher des processus de renforcement durable des capacités.

21. Les **donneurs** s'engagent à:

- Utiliser dans toute la mesure du possible les systèmes et procédures des pays partenaires. Lorsqu'il n'est pas possible d'utiliser les systèmes des pays partenaires, il convient de prévoir des garde-fous et autres mesures de sauvegarde qui contribuent à consolider, et non à affaiblir, les systèmes et procédures des pays partenaires (**Indicateur 5**).
- Éviter dans toute la mesure du possible la mise en place de structures spécifiquement chargées de la gestion quotidienne et de la mise en œuvre des projets et programmes financés par l'aide (**Indicateur 6**).
- Adopter des cadres harmonisés d'évaluation des performances des systèmes des pays partenaires afin de ne pas proposer à ces derniers un nombre excessif d'objectifs, éventuellement contradictoires.

Les pays partenaires renforcent leurs propres capacités de développement avec le concours des donateurs

22. La capacité de planifier, gérer et mettre en œuvre les politiques et programmes et de rendre compte de leurs résultats est un élément essentiel pour la réalisation des objectifs de développement, depuis l'analyse et le dialogue jusqu'à la mise en œuvre, au suivi et à l'évaluation. Le renforcement des capacités est une responsabilité qui revient aux pays partenaires, les donateurs ayant un rôle de soutien. Il doit s'appuyer sur des analyses techniques rigoureuses, mais aussi s'adapter à l'environnement social, politique et économique général, y compris à la nécessité de développer les ressources humaines.

23. Les **pays partenaires** s'engagent à:

- Intégrer des objectifs spécifiques de renforcement des capacités dans leurs stratégies nationales de développement et suivre leur mise en œuvre par le biais, en tant que de besoin, de stratégies de renforcement des capacités placées sous la conduite des pays.

24. Les **donneurs** s'engagent à;

- Aligner le soutien qu'ils apportent (qu'il s'agisse d'analyses ou d'aides financières) sur les objectifs et les stratégies des partenaires en matière de renforcement des capacités, utiliser efficacement les capacités existantes et harmoniser en conséquence leur programme d'appui au renforcement des capacités (**Indicateur 4**).

Consolider les capacités de gestion des finances publiques

25. Les **pays partenaires** s'engagent à:

- Redoubler d'efforts pour mobiliser des ressources nationales, consolider la viabilité des finances publiques et créer un environnement favorable à l'investissement public et privé.
- Publier des informations fiables, transparentes et à jour sur l'exécution du budget.
- Conduire le processus de réforme de la gestion des finances publiques.

26. Les **donneurs** s'engagent à;

- Fournir une liste indicative fiable d'engagements au titre de l'aide qui s'inscrivent dans un cadre pluriannuel, et verser l'aide en temps voulu et selon un calendrier prévisible en respectant les échéances convenues (**Indicateur 7**).
- Se caler dans toute la mesure du possible sur les mécanismes budgétaires et comptables transparents des pays partenaires (**Indicateur 5**).

27. Les **pays partenaires** et les **donneurs** s'engagent conjointement à:

- Harmoniser les études de diagnostic effectuées et les cadres d'évaluation des performances utilisés dans le domaine de la gestion des finances publiques.

Renforcer les systèmes nationaux de passation des marchés

28. Les **pays partenaires** et les **donneurs** s'engagent conjointement à:

- Utiliser les normes et procédures convenues d'un commun accord³ pour établir des diagnostics, mettre au point des réformes viables et suivre leur mise en œuvre.
- Engager des ressources suffisantes à l'appui du renforcement des capacités et de réformes de la passation de marchés s'inscrivant dans un horizon de moyen à long terme.
- Partager au niveau des pays les enseignements tirés de l'expérience accumulée sur les approches recommandées de façon à pouvoir y apporter progressivement des améliorations.

29. Les **pays partenaires** s'engagent à prendre en main le processus de réforme de la passation des marchés.

30. Les **donneurs** s'engagent à:

- Recourir de plus en plus aux systèmes des pays partenaires pour la passation des marchés lorsque des normes et procédures convenues d'un commun accord sont appliquées (**Indicateur 5**).

- Adopter des approches harmonisées lorsque les systèmes nationaux ne répondent pas aux normes de performance convenues d'un commun accord ou lorsque les donneurs ne les utilisent pas.

Délier l'aide pour une meilleure utilisation des ressources

31. De manière générale, le déliement de l'aide accroît son efficacité en réduisant les coûts de transaction à la charge des pays partenaires et en favorisant l'appropriation au plan local et l'alignement sur les stratégies nationales. Les **donneurs du CAD** poursuivront leurs avancées sur la voie du déliement de l'aide, comme ils sont encouragés à le faire par la Recommandation du CAD de 2001 sur le déliement de l'aide publique au développement aux pays les moins avancés (**Indicateur 8**).

HARMONISATION

Les actions des donneurs sont mieux harmonisées et plus transparentes, et permettent une plus grande efficacité collective

Les donneurs mettent en place des dispositifs communs et simplifient leurs procédures

32. Les **donneurs** s'engagent à:

- Appliquer les plans d'action qu'ils ont élaborés dans le prolongement du Forum de haut niveau de Rome.
- Mettre en place, lorsque c'est possible, dans les pays partenaires, des dispositifs communs pour la planification, le financement (montages financiers conjoints, par exemple), les versements, le suivi, l'évaluation et la notification aux pouvoirs publics de leurs activités et apports d'aide. Un recours plus grand aux modalités d'acheminement de l'aide fondées sur les programmes peut contribuer à cet effort (**Indicateur 9**).
- Œuvrer ensemble à réduire le nombre de missions sur le terrain et d'études de diagnostic, susceptibles de faire double emploi (**Indicateur 10**), et encourager la formation conjointe afin de partager les enseignements de l'expérience et de créer une communauté de pratiques.

Complémentarité; une division du travail plus efficace

33. L'excessive fragmentation de l'aide au niveau mondial, national ou sectoriel nuit à son efficacité. Une approche pragmatique de la division du travail et du partage des tâches permet de renforcer la complémentarité et de réduire les coûts de transaction.

34. Les **pays partenaires** s'engagent à:

- Fournir des avis clairs sur les avantages comparatifs des donneurs et sur les moyens de rendre les actions des donneurs complémentaires au niveau national ou sectoriel.

35. Les **donneurs** s'engagent à :
- Tirer pleinement parti de leurs avantages comparatifs respectifs au niveau sectoriel ou national en déléguant, le cas échéant, à des donneurs chefs de file les pouvoirs afférents à l'exécution de programmes, d'activités et autres tâches.
 - Œuvrer ensemble à l'harmonisation des procédures.

Incitations à l'action en coopération

36. Les **donneurs** et les **pays partenaires** s'engagent conjointement à :
- Réformer les procédures et multiplier, à l'intention des décideurs et des agents des organismes d'aide, les incitations à œuvrer en faveur de l'harmonisation, de l'alignement et du ciblage sur les résultats, y compris dans les domaines du recrutement, de l'évaluation et de la formation.

Renforcer l'efficacité de l'aide dans les États fragiles⁴

37. Le dessein à long terme de l'engagement international dans les États fragiles est la mise en place d'institutions nationales ou autres qui soient légitimes, efficaces et solides. Si les principes directeurs à la base d'une aide efficace valent également pour les États fragiles, il convient de les adapter aux situations où l'appropriation à l'échelon local et les capacités nationales font défaut, et à la nécessité urgente de fournir des services essentiels.

38. Les **pays partenaires** s'engagent à :
- Progresser dans la mise en place d'institutions et de structures de gouvernance propres à assurer une bonne gestion des affaires publiques et à garantir à leur population protection, sécurité et accès équitable aux services sociaux de base.
 - Engager un dialogue avec les donneurs sur l'élaboration d'outils simples de planification, tels que des matrices de résultats pour la transition, lorsque des stratégies nationales de développement n'ont pas encore été adoptées.
 - Encourager une large participation d'acteurs nationaux très divers à la définition des priorités en matière de développement.
39. De leur côté, les **donneurs** s'engagent à :
- Harmoniser leurs activités. Cette harmonisation est d'autant plus importante que l'État n'assume pas pleinement son rôle. Elle doit reposer avant tout sur une analyse en amont, des évaluations conjointes, des stratégies communes, une coordination de l'engagement politique, ainsi que des initiatives concrètes comme la création de bureaux communs à plusieurs donneurs.
 - S'aligner dans toute la mesure du possible sur des stratégies conduites par l'administration centrale du pays partenaire et, lorsque ce principe ne peut s'appliquer, utiliser au maximum les systèmes nationaux, régionaux, sectoriels ou non gouvernementaux.

- Éviter les activités qui nuisent au renforcement des institutions nationales, comme celles qui ont pour effet de court-circuiter les procédures budgétaires nationales ou d'assurer des salaires très élevés au personnel local.
- Utiliser une gamme appropriée d'instruments d'aide. Ils peuvent comprendre le soutien du financement des coûts récurrents, notamment dans les pays qui se trouvent dans une phase de transition prometteuse, mais à haut risque.

Encourager une approche harmonisée des évaluations environnementales

40. Les donneurs ont déjà accompli d'immenses progrès en matière d'harmonisation autour des études d'impact sur l'environnement (EIE), par exemple en ce qui concerne les questions de santé et les questions sociales que peuvent soulever les projets. Ces progrès doivent aller plus loin et porter notamment sur les conséquences possibles de problèmes environnementaux de dimension planétaire comme le changement climatique, la désertification et l'appauvrissement de la biodiversité.

41. Les **donneurs** et les **pays partenaires** s'engagent conjointement à :
- Renforcer l'application des EIE, utiliser plus systématiquement des procédures communes dans le cadre des projets, notamment par le biais de consultations avec les parties prenantes, élaborer et appliquer des approches communes de «l'évaluation environnementale stratégique» aux niveaux sectoriel et national.
 - Continuer de développer les capacités techniques et stratégiques spécialisées nécessaires pour effectuer des analyses environnementales et assurer le respect de la législation.
42. Des efforts d'harmonisation doivent également être accomplis dans d'autres domaines transversaux comme l'égalité entre hommes et femmes et sur d'autres sujets thématiques, y compris ceux qui bénéficient du financement de fonds spécialisés.

GESTION AXÉE SUR LES RÉSULTATS

Gérer les ressources et améliorer le processus de décision en vue d'obtenir des résultats

43. Axer la gestion sur les résultats signifie gérer et mettre en œuvre l'aide en se concentrant sur les résultats souhaités et en utilisant les données disponibles en vue d'améliorer le processus de décision.

44. Les **pays partenaires** s'engagent à :
- Raccorder plus étroitement les stratégies nationales de développement et le cycle budgétaire, sur une base tant annuelle que pluriannuelle.
 - S'efforcer de mettre en place des cadres d'évaluation et de notification orientés vers les résultats, à l'aide desquels suivre les progrès réalisés dans la mise en œuvre des principaux volets des stratégies nationales et sectorielles de développement. Ces cadres devront

permettre de suivre l'évolution d'un nombre raisonnable d'indicateurs pour lesquels il est possible de disposer de données à un coût abordable (**Indicateur 11**).

45. Les **donneurs** s'engagent à:

- Relier la programmation et les ressources par pays aux résultats obtenus et aligner cette programmation et ces ressources sur les cadres d'évaluation des performances des pays partenaires. Les donneurs doivent s'abstenir de demander l'adoption d'indicateurs de performance qui ne soient pas en accord avec les stratégies nationales de développement.
- Travailler avec les pays partenaires de façon à pouvoir recourir autant que possible à leurs cadres de suivi et de notification axés sur les résultats.
- Harmoniser leurs exigences en matière de suivi et de notification. En attendant que les donneurs puissent s'en remettre plus largement aux systèmes statistiques, de suivi et d'évaluation des pays partenaires, ils doivent s'accorder dans toute la mesure du possible avec ces derniers sur les modalités d'élaboration des rapports périodiques.

46. Les **pays partenaires** et les **donneurs** s'engagent conjointement à:

- Unir leurs efforts dans le cadre d'une approche participative afin de renforcer les capacités des pays à instaurer une gestion axée sur les résultats et de susciter une demande plus forte à cet effet.

RESPONSABILITÉ MUTUELLE

Les donneurs et les pays partenaires sont responsables des résultats obtenus en matière de développement

47. Une priorité essentielle pour les pays partenaires comme pour les donneurs est de renforcer la responsabilité mutuelle et la transparence concernant l'utilisation qui est faite des ressources affectées au développement. C'est également un moyen de rallier l'adhésion de l'opinion publique aux politiques nationales et à l'aide au développement.

48. Les **pays partenaires** s'engagent à:

- Renforcer en tant que de besoin le rôle des instances parlementaires dans l'élaboration des stratégies nationales de développement et/ou des budgets.
- Faire davantage de place aux approches participatives en associant systématiquement un large éventail de partenaires à la formulation des stratégies nationales de développement et à l'évaluation de leur état d'avancement.

49. Les **donneurs** s'engagent à:

- Fournir en temps voulu des informations transparentes et détaillées sur les apports d'aide, afin de permettre aux autorités des pays partenaires de présenter des états budgétaires complets à leur parlement et à leurs citoyens.

50. Les **pays partenaires** et les **donneurs** s'engagent à:

- Évaluer conjointement, au moyen des mécanismes de plus en plus objectifs existant à l'échelon local, les progrès qu'ils accomplissent respectivement dans l'exécution des engagements pris concernant l'efficacité de l'aide, notamment les engagements de partenariat (**Indicateur 12**).

III. INDICATEURS DES PROGRÈS

à mesurer à l'échelon national et à suivre à l'échelon international

Appropriation		Objectif-cible pour 2010
1	<i>Les partenaires ont des stratégies de développement opérationnelles</i> — Nombre de pays ayant adopté des stratégies nationales de développement (y compris des SLP) qui ont des priorités stratégiques claires se rattachant à un cadre de dépenses à moyen terme et comptabilisées dans les budgets annuels.	Au moins 75%* des pays partenaires
Alignement		Objectif-cible pour 2010
2	<i>Des systèmes nationaux fiables</i> — Nombre de pays partenaires dotés de systèmes de passation des marchés et de gestion des finances publiques qui soit (a) adhèrent d'ores et déjà aux bonnes pratiques généralement acceptées soit (b) ont mis en place un programme de réformes dans le but d'atteindre cet objectif.	Objectif-cible d'amélioration à définir d'ici septembre 2005
3	<i>Les apports d'aide sont alignés sur les priorités nationales</i> — Pourcentage des apports d'aide destinés au secteur public qui est comptabilisé dans le budget national des partenaires.	85%* des apports d'aide comptabilisés dans les budgets
4	<i>Renforcer le développement des capacités par un soutien coordonné</i> — Pourcentage de l'aide fournie par les donneurs à des fins de renforcement des capacités par le biais de programmes coordonnés compatibles avec les stratégies nationales de développement des pays partenaires.	Objectif-cible d'amélioration à définir d'ici septembre 2005
5	<i>Utilisation des systèmes nationaux</i> — Pourcentage des donneurs et des apports d'aide utilisant les systèmes de passation des marchés et/ou de gestion des finances publiques des pays partenaires qui soit (a) adhèrent d'ores et déjà aux bonnes pratiques généralement acceptées soit (b) ont mis en place un programme de réformes dans le but d'atteindre cet objectif.	Objectif-cible d'amélioration à définir d'ici septembre 2005
6	<i>Renforcer les capacités en évitant les structures de mise en œuvre parallèles</i> — Nombre d'unités parallèles de mise en œuvre de projets par pays.	Objectif-cible d'amélioration à définir d'ici septembre 2005

7	<i>L'aide est davantage prévisible</i> — Pourcentage de versements opérés selon des calendriers convenus dans des cadres annuels ou pluriannuels.	Au moins 75%* des versements de ce type sont opérés conformément au calendrier
8	<i>L'aide est non liée</i> — Pourcentage de l'aide bilatérale qui est non liée.	Poursuivre les progrès
Harmonisation		Objectif-cible pour 2010
9	<i>Utilisation de procédures ou dispositifs communs</i> — Pourcentage de l'aide fournie par le biais d'approches fondées sur des programmes ⁵	Au moins 25%*
10	<i>Encourager les analyses conjointes</i> — Pourcentage a) de missions sur le terrain et/ou b) de travaux analytiques par pays, y compris les études de diagnostic qui sont effectuées conjointement.	Objectif-cible d'amélioration à définir d'ici septembre 2005
Gestion axée sur les résultats		Objectif-cible pour 2010
11	<i>Cadres orientés vers les résultats</i> — Nombre de pays dotés de cadres d'évaluation des performances, transparents et se prêtant à un suivi, qui permettent d'évaluer les progrès réalisés en ce qui concerne a) les stratégies nationales de développement et b) les programmes sectoriels.	75%* des pays partenaires
Responsabilité mutuelle		Objectif-cible pour 2010
12	<i>Responsabilité mutuelle</i> — Nombre de pays partenaires où sont entreprises des évaluations mutuelles des progrès accomplis dans l'exécution des engagements souscrits concernant l'efficacité de l'aide, notamment ceux qui figurent dans la présente Déclaration.	Objectif-cible d'amélioration à définir d'ici septembre 2005

* Ces chiffres seront confirmés ou modifiés d'ici septembre 2005.

Annexe A: Notes méthodologiques sur les indicateurs

Les objectifs de partenariat offrent un cadre permettant de concrétiser les responsabilités et les obligations de rendre compte qui sont énoncées dans la Déclaration de Paris sur l'efficacité de l'aide. Ce cadre reprend certains éléments des engagements de partenariat énoncés dans la Section II de la présente Déclaration.

Objet — Les objectifs de partenariat offrent un cadre permettant de concrétiser les responsabilités et obligations de rendre compte qui sont énoncées dans la Déclaration de Paris sur l'efficacité de l'aide. Il s'agit essentiellement d'apprécier le **comportement collectif à l'échelon local**.

Échelon local ou échelon mondial — Les indicateurs doivent être **chiffrés à l'échelon local** en étroite collaboration entre les pays partenaires et les donateurs. Les valeurs des indicateurs par pays pourront alors faire l'objet d'une agrégation statistique à l'**échelon régional ou mondial**.

Cette agrégation sera faite à la fois pour le groupe de pays mentionné ci-après, dans un souci de comparabilité statistique, et plus généralement pour l'ensemble des pays partenaires pour lesquels il existe des données pertinentes.

Performance des donateurs/ des partenaires — Les indicateurs de progrès fourniront aussi un **repère aux différents organismes d'aide ou pays partenaires pour évaluer leur performance** à l'échelon local, régional ou mondial. Pour évaluer la performance des différents donateurs, les indicateurs devraient être appliqués avec souplesse compte tenu du fait que les donateurs ont des mandats institutionnels différents.

Objectifs — Les objectifs-cibles sont fixés à l'échelon mondial. Les progrès réalisés vers ces objectifs doivent être mesurés en agréant statistiquement des indicateurs calculés par pays. Outre des objectifs mondiaux, les pays partenaires et les donateurs peuvent convenir, pays par pays, d'objectifs à l'échelon local.

Niveau de référence — Un niveau de référence sera défini pour 2005 au sein d'un groupe de pays volontaires. Il est demandé au Groupe de travail du CAD sur l'efficacité de l'aide de mettre en place ce groupe.

Définitions et critères — La structure fondée sur un partenariat entre donateurs et pays partenaires hébergée par le CAD (le Groupe de travail du CAD sur l'efficacité de l'aide) est invitée à fournir des orientations spécifiques en ce qui concerne les définitions, le champ d'application, les critères et les méthodologies qui permettront d'agréer les résultats couvrant différents pays et différentes périodes.

Note concernant l'indicateur 9 — Les approches fondées sur des programmes sont définies dans le Volume 2 de l'ouvrage *Harmoniser l'aide pour renforcer son efficacité* (OCDE, 2005), encadré 3.1, comme un moyen d'engager la coopération pour le développement sur la base des principes d'appui coordonné en faveur d'une action de développement dont la maîtrise est assurée au niveau local, telle qu'une stratégie nationale de développement, un programme sectoriel, un programme thématique ou un programme d'une organisation spécifique. Les approches fondées sur des programmes partagent les caractéristiques suivantes: a) conduite assurée par le pays hôte ou l'organisation; b) cadre budgétaire et programmatique unique et détaillé; c) existence d'un processus formalisé pour la coordination entre donateurs et l'harmonisation des procédures des donateurs en matière de notification, de budget, de gestion financière et de passation de marchés; d) efforts pour développer l'utilisation des systèmes locaux dans la conception et la mise en œuvre des programmes, la gestion financière, le suivi et l'évaluation. S'agissant de l'indicateur 9, les performances seront mesurées séparément, selon les modalités d'aide retenues dans le cadre des approches fondées sur des programmes.

Annexe B: Liste des pays et des organisations participants

Pays participants

Afrique du Sud	Ghana	Papouasie-Nouvelle-Guinée
Albanie	Grèce	Pays-Bas
Allemagne	Guatemala	Philippines
Arabie saoudite	Guinée	Pologne
Australie	Honduras	Portugal
Autriche	Indonésie	République démocratique populaire lao
Bangladesh	Irlande	République dominicaine
Belgique	Islande	République kirghize
Bénin	Italie	République tchèque
Bolivie	Jamaïque	Roumanie
Botswana	Japon	Royaume-Uni
[Brésil]*	Jordanie	Rwanda
Burkina Faso	Kenya	Salomon (Îles)
Burundi	Koweït	Sénégal
Cambodge	Luxembourg	Serbie-et-Monténégro
Cameroun	Madagascar	Slovaquie
Canada	Malaisie	Sri Lanka
Chine	Malawi	Suède
Commission Européenne	Mali	Suisse
Congo (République démocratique)	Maroc	Tadjikistan
Corée	Mauritanie	Tanzanie
Danemark	Mexique	Thaïlande
Égypte	Mongolie	Timor-Leste
Espagne	Mozambique	Tunisie
États-Unis	Népal	Turquie
Éthiopie	Nicaragua	Vanuatu
Fédération de Russie	Niger	Vietnam
Fidji	Norvège	Yémen
Finlande	Nouvelle-Zélande	Zambie
France	Ouganda	
Gambie	Pakistan	

* à confirmer en avril 2005.

Organisations participantes

Banque africaine de développement
 Banque arabe pour le développement économique en Afrique (BADEA)
 Banque Asiatique de développement
 Banque de développement du Conseil de l'Europe (CEB)
 Banque européenne d'investissement
 Banque européenne pour la reconstruction et le développement
 Banque interaméricaine de développement
 Banque islamique de développement
 Banque mondiale
 Campagne du Millénaire
 Commission économique pour l'Afrique (CEA)
 Fonds international de développement agricole (FIDA)
 Fonds mondial pour la lutte contre le Sida, la tuberculose et le paludisme
 Fonds monétaire international
 Fonds nordique de développement
 Fonds OPEP pour le développement international

Groupe consultatif pour l'aide aux plus pauvres
 Groupe des Nations Unies pour le développement
 G24
 Initiative accélérée d'éducation pour tous
 Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique
 Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE)
 Organisation des États des Caraïbes orientales (OECO)
 Organisation internationale de la francophonie
 Secrétariat du Commonwealth
 Secrétariat du Forum des îles du Pacifique

Organisations non gouvernementales

Africa Humanitarian Action
 AFRODAD
 Fondation Bill & Melinda Gates
 Conseil canadien pour la coopération internationale
 Comité Catholique contre la Faim et pour le Développement (CCFD)
 Coopération Internationale pour le Développement et la Solidarité (CIDSE)
 Comisión Económica (Nicaragua)
 ENDA Tiers Monde
 EURODAD
 Union internationale pour la conservation de la nature et de ses ressources (UICN)
 Japan NGO Center for International Cooperation (JANIC)
 Reality of Aid Network
 Tanzania Social and Economic Trust (TASOET)
 UK Aid Network

Notes

1. Par «stratégies nationales de développement», on entend les stratégies de lutte contre la pauvreté et autres stratégies globales au même titre que les stratégies sectorielles ou thématiques.
2. Par exemple, les rapports annuels sur l'avancement de l'exécution des stratégies de lutte contre la pauvreté.
3. Comme celles qui ont été élaborées par la Table ronde organisée conjointement par le CAD/OCDE et la Banque mondiale sur le renforcement des capacités des pays en développement dans le domaine de la passation des marchés.
4. La section ci-dessous s'inspire du projet de Principes pour l'engagement international dans les États fragiles, issu du Forum à haut niveau sur l'efficacité au regard du développement dans les États fragiles (Londres, janvier 2005).
5. Voir les notes méthodologiques pour une définition de ce que l'on entend par «approches fondées sur des programmes».

**ANNEXE III
PRINCIPALES
DÉCISIONS
RELATIVES À LA
MISE EN PLACE DE
L'EXAMEN MUTUEL
CEA/OCDE-CAD
DE L'EFFICACITÉ
AU REGARD DU
DÉVELOPPEMENT
DANS LE CONTEXTE
DU NEPAD**

I. NEPAD

Acte fondateur du “Nouveau partenariat pour le développement de l’Afrique” (NEPAD), octobre 2001

L'énoncé par le NEPAD de sa vision du développement est une première déclaration générale des pays africains concernant la responsabilité qui leur incombe d'engager et de gérer le processus de développement, et le programme d'action qu'il leur faut mettre en œuvre à cette fin. Le soutien des donateurs et la réforme du système d'acheminement de l'APD y sont considérés, à cet égard, comme indissociables.

Extrait de la “Déclaration ministérielle” adoptée lors de la Conférence tenue le 15 octobre 2002 par les Ministres africains des finances, de la planification et du développement économique

“Les nouvelles relations avec les partenaires au développement seront fondées sur la responsabilité mutuelle. Pour les Africains, l’engagement à assurer l’auto-surveillance et à apprendre auprès des pairs sera la pierre angulaire de la responsabilité. Pour les partenaires, l’engagement consiste principalement à s’assurer que toutes les politiques ayant des incidences sur les perspectives de développement de l’Afrique — notamment celles qui concernent l’aide publique au développement, l’accès au marché et la dette — s’inscrivent dans le cadre des objectifs de développement du Millénaire. Il s’agit ici principalement de la qualité et du volume de l’appui ainsi que de la cohérence des politiques dans les domaines des échanges et de l’aide.”

Extrait du “Communiqué” de la réunion tenue le 3 novembre 2002 par le Comité des chefs d’État et de gouvernement chargé de la mise en œuvre du NEPAD (CCEME)

“Dans l’esprit de responsabilité collective qui marque profondément le NEPAD, le CCEME a souligné la nécessité d’une évaluation réciproque des partenaires au développement s’agissant de leur engagement à l’égard de l’Afrique. La CEA et l’OCDE devraient mener rapidement à bien des travaux sur le cadre institutionnel de cette évaluation.”

Extrait du “Communiqué” de la réunion tenue le 9 mars 2003 par le Comité des chefs d’État et de gouvernement chargé de la mise en œuvre du NEPAD (CCEME)

“Le CCEME a pris note du rapport et des recommandations et propositions préliminaires qui ont été présentés par le Secrétaire exécutif de la CEA-NU. Il a en outre noté que l’examen mutuel

de l’efficacité au regard du développement devait être étendu et couvrir les questions concernant l’accès au marché, les subventions, la dette et les prix des produits de base. Il a souligné l’importance que revêtent la cohérence des politiques et l’harmonisation pour un acheminement de l’aide efficace. Il a toutefois félicité les organismes chefs de file et les a encouragés à poursuivre les travaux en cours jusqu’à ce que le Rapport sur le renforcement de l’efficacité soit présenté à la Conférence des Ministres africains des finances, de la planification et du développement ... Il a demandé à la CEA-NU et à l’OCDE de tenir le CCEME dûment informé du résultat de ce processus.”

Extrait de la “Déclaration ministérielle” adoptée lors de la Conférence tenue le 1er juin 2003 par les Ministres africains des finances, de la planification et du développement économique

“Nous saluons le travail effectué par la CEA en coopération avec le CAD de l’OCDE en vue d’instituer des examens mutuels de l’efficacité du développement, à la demande du Comité des chefs d’État et de gouvernement chargé de la mise en œuvre du NEPAD. Nous voyons dans cette initiative un outil important pour la mise en œuvre de l’obligation redditionnelle mutuelle. Nous attendons avec intérêt le premier rapport des examens conjoints de l’obligation redditionnelle mutuelle à notre Conférence ministérielle en 2005 et par la suite, tous les deux ans.”

II. OCDE

Déclaration à la presse du Président, Réunion à haut niveau du Comité d'aide au développement, 15 et 16 mai 2002

“Le NEPAD fournit une base pour la mise en œuvre du Consensus de Monterrey dans le contexte africain, avec des engagements réciproques et des obligations mutuelles de comptes dans les domaines de la bonne gouvernance, du volume et de l'efficacité de l'aide et de la cohérence des politiques.”

Conseil de l'OCDE au niveau des ministres, 15-16 mai 2002 : Communiqué final

“L'OCDE a un rôle important à jouer dans l'élargissement du Consensus de Monterrey, ainsi qu'il est souligné dans “Pour un programme d'action commun de l'OCDE au service du développement” annexé au présent communiqué. Ce rôle consiste à encourager la cohérence des politiques au service du développement, à renforcer les capacités des pays en développement en matière de gouvernance et d'élaboration des politiques, à améliorer l'efficacité de l'aide et à veiller à ce que son volume soit adéquat ainsi qu'à consolider les partenariats et à améliorer la transparence.”

“Pour un programme d'action commun de l'OCDE au service du développement”

“5... Par ses travaux sur la cohérence des politiques au service du développement, l'OCDE aidera à mieux mettre en évidence la dimension développement des politiques des pays Membres, et leurs retombées pour les pays en développement. Il conviendrait d'analyser les arbitrages à opérer et les synergies possibles entre des domaines tels que les échanges, l'investissement, l'agriculture, la santé, l'éducation, l'environnement et la coopération pour le développement afin d'encourager une plus grande cohérence des politiques au service des objectifs de développement convenus à l'échelon international.”

“8. L'OCDE, lieu de rencontre des principaux donneurs à l'échelle mondiale, occupe une position privilégiée pour améliorer l'efficacité de l'aide et justifier par là même son volume. Les examens mutuels au CAD constituent un instrument important à cet effet. L'Organisation s'applique à réduire la complexité des procédures de gestion de l'aide, en collaboration avec les organismes d'aide multilatéraux et les pays en développement, et à assurer la mise en œuvre effective de tous les aspects de la Recommandation du CAD/OCDE sur le déliement de l'aide aux pays les moins avancés.”

“9. L'OCDE resserrera sa collaboration avec les non-membres, en particulier les pays en développement, ainsi qu'avec les organisations internationales et d'autres parties prenantes dans le cadre de ses travaux analytiques, de son dialogue sur les politiques à suivre et de ses activités de conseil. Un dialogue plus large et plus efficace ne peut qu'améliorer la qualité de nos efforts au service du développement. L'OCDE rendra compte des initiatives qu'elle aura prises à l'appui de ce programme

d'action commun au service du développement au moyen d'examens réguliers et de rapports d'étape.”

The 2002 OECD Ministerial Press Release on NEPAD

L'OCDE et le Nouveau Partenariat pour le Développement de l'Afrique

“Les Ministres sont convenus que l'OCDE a un rôle à jouer dans la promotion du développement de l'Afrique. A cet effet, ils ont décidé plus précisément :

- de poursuivre le dialogue entre le NEPAD et l'OCDE afin de déterminer le meilleur moyen d'approfondir la compréhension mutuelle et de coopérer pour faire avancer l'initiative du NEPAD.
- d'étudier, dans ce cadre, les possibilités de coopération entre l'OCDE et le NEPAD à partir des programmes existants de l'OCDE, en s'attachant notamment aux aspects suivants:
 - des consultations, dans un esprit de confiance mutuelle et de partenariat, sur les pratiques optimales à l'appui du développement, sur l'efficacité de l'aide et sur les avantages, pour le développement, du commerce, de l'investissement, de la bonne gouvernance et de la recherche d'un développement durable.”

Plan d'action pour l'Afrique du G8, juin 2002, Kananaskis, Canada

“... Nous les soutiendrons dans leur engagement en nous engageant nous-mêmes à promouvoir la paix et la sécurité en Afrique, à y renforcer les compétences et les capacités, à y encourager le commerce et les investissements directs favorables à la croissance, et à y fournir une aide publique au développement plus efficace.”

“Rendre l'aide publique au développement (APD) plus efficace et renforcer les engagements à cet égard dans le cas des pays avec lesquels nous aurons des partenariats renforcés, y compris :

- En veillant à la bonne application des recommandations du CAD de l'OCDE en ce qui concerne le déliement de l'aide aux pays les moins avancés ;
- En appliquant comme il convient l'accord de l'OCDE de manière que les crédits à l'exportation consentis aux pays à faible revenu ne servent pas à des fins non productives ;
- En appuyant le CAD dans les efforts qu'il déploie pour réduire le fardeau de la gestion de l'aide pour les pays bénéficiaires et pour abaisser les frais de transaction relatifs à l'aide ;
- En prenant les mesures nécessaires pour tenir les promesses que nous avons faites à Monterrey, y compris en ce qui concerne l'augmentation de l'APD et l'efficacité de l'aide ;
- En examinant tous les ans, au sein du CAD et en coordination avec toutes les institutions compétentes, les progrès accomplis dans la réalisation des objectifs en matière de développement de l'Afrique contenus dans la Déclaration du Millénaire des Nations Unies.”

Décision du Conseil de l'OCDE, 14 janvier 2004 LE CONSEIL

- a) prend note du document C(2003)246 ;
- b) prend note du rapport du Président du Comité d'aide au développement, et des commentaires des membres du Conseil ainsi que du Secrétaire général adjoint, M. Akasaka ;
- c) souscrit à la proposition énoncée dans l'appendice au document C(2003)246 qui vise à lancer le processus d'examens mutuels CEA/OCDE-CAD de l'efficacité au regard du développement dans le contexte du NEPAD ;
- d) note que le Secrétariat informera le Conseil de tout ajustement au processus proposé qui pourrait être suggéré par le Comité des Chefs d'Etat et de gouvernement chargé de la mise en œuvre du NEPAD et convient d'examiner ces ajustements en temps utile ;
- e) invite le Secrétariat, sous réserve du point d) ci-dessus, à prendre en liaison avec le Secrétariat de la CEA les mesures nécessaires à la mise en œuvre du processus d'examens mutuels et à rendre compte régulièrement au Conseil des progrès accomplis ;
- f) convient de procéder à un examen de ce processus après deux cycles.